



Government
of Canada

Gouvernement
du Canada

Collecte continue de données qualitatives sur les opinions des Canadiens – novembre 2020

Rapport final

Rédigé pour le compte du Bureau du Conseil privé

Fournisseur : The Strategic Counsel

Numéro de contrat : 35035-182346/001/CY

Valeur du contrat : 1 618 838,00 \$

Date d'octroi du contrat : 18 décembre 2020

Date de livraison : 21 janvier 2021

Numéro d'enregistrement : POR-005-19

Pour de plus amples renseignements sur ce rapport, prière d'écrire à por-rop@pco-bcp.ca

This report is also available in English.

Canada 

Collecte continue de données qualitatives sur les opinions des Canadiens

Rapport final

Rédigé pour le compte du Bureau du Conseil privé

Fournisseur : The Strategic Counsel

Novembre 2020

Le présent rapport de recherche sur l'opinion publique présente les résultats d'une série de groupes de discussion menés par The Strategic Counsel pour le Bureau du Conseil privé. Le deuxième cycle de la deuxième année de l'étude s'est déroulé entre le 3 et le 30 novembre 2020 et comptait douze groupes de discussion composés d'adultes canadiens (âgés de 18 ans ou plus).

This publication is also available in English under the title: Final Report – Continuous Qualitative Data Collection of Canadians' Views – November 2020.

Cette publication peut être reproduite à des fins non commerciales. Toute autre utilisation exige l'autorisation écrite préalable du Bureau du Conseil privé. Pour obtenir de plus amples renseignements sur ce rapport, prière d'en faire la demande par courriel à <por-rop@pco-bcp.ca> ou par la poste à l'adresse suivante :

Bureau du Conseil privé
Édifice Blackburn
85, rue Sparks, bureau 228
Ottawa, Ontario K1A 0A3

Numéro de catalogue :

CP22-185/14-2020F-PDF

Numéro international normalisé du livre (ISBN) :

978-0-660-37416-1

Publications connexes (numéro d'enregistrement : POR-005-19) :

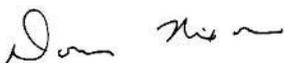
CP22-185/14-2020E-PDF (Rapport final, anglais)

978-0-660-37415-4

Attestation de neutralité politique

À titre de cadre supérieure du cabinet The Strategic Counsel, j'atteste par la présente que les documents remis sont entièrement conformes aux exigences en matière de neutralité politique du gouvernement du Canada énoncées dans la Politique sur les communications et l'image de marque et dans la Directive sur la gestion des communications – Annexe C – Procédure obligatoire relative à la recherche sur l'opinion publique.

Plus précisément, les documents remis ne contiennent pas d'information sur les intentions de vote électoral, les préférences quant aux partis politiques, les positions des partis ou l'évaluation de la performance d'un parti politique ou de ses dirigeants.

Signature :  _____

Date : 21 janvier 2021

Donna Nixon, associée
The Strategic Counsel

Table des matières

Résumé	1
Introduction	1
Méthodologie.....	2
Principales constatations	4
Le gouvernement du Canada dans l'actualité (Nouvelle-Écosse, bénéficiaires de l'AE ou de prestations de relance de la Saskatchewan, étudiants de niveau postsecondaire de la GRM, Autochtones de la C.-B., villes de taille moyenne du Québec, basses-terres continentales de la C.-B., bénéficiaires de l'AE ou de prestations de relance de la RGT et du sud-ouest de l'Ontario, Whitehorse)	4
Gestion de la pandémie par le gouvernement du Canada (Nouvelle-Écosse).....	5
Changements de comportement (Nouvelle-Écosse, parents de grandes villes du Québec aux prises avec une deuxième vague, parents de grandes villes de l'Ontario aux prises avec une deuxième vague, étudiantes de niveau postsecondaire de Calgary, étudiants de niveau postsecondaire de la GRM, Autochtones de la C.-B., villes de taille moyenne du Québec, basses-terres continentales de la C.-B., bénéficiaires de l'AE ou de prestations de relance de la RGT et du sud-ouest de l'Ontario, Whitehorse).....	6
Vaccin contre la COVID-19 (Whitehorse, villes de taille moyenne du Québec, basses-terres continentales de la C.-B., bénéficiaires de l'AE ou de prestations de relance de la RGT et du sud-ouest de l'Ontario).....	9
Passage de la PCU à l'assurance-emploi (bénéficiaires de l'AE ou de prestations de relance de la Saskatchewan, bénéficiaires de l'AE ou de prestations de relance de la RGT et du sud-ouest de l'Ontario).....	11
La pêche en Nouvelle-Écosse (Nouvelle-Écosse).....	15
Questions autochtones (Autochtones de la Colombie-Britannique).....	16
Plans en matière d'environnement (Nouvelle-Écosse, parents de grandes villes du Québec aux prises avec une deuxième vague, parents de grandes villes de l'Ontario aux prises avec une deuxième vague, Terre-Neuve-et-Labrador, étudiantes de niveau postsecondaire de Calgary, étudiants de niveau postsecondaire de la GRM)	18
Relations canado-américaines (parents de grandes villes du Québec aux prises avec une deuxième vague, parents de grandes villes de l'Ontario aux prises avec une deuxième vague, bénéficiaires de l'AE ou de prestations de relance de la Saskatchewan, Terre-Neuve-et-Labrador, villes de taille moyenne du Québec, basses-terres continentales de la C.-B.).....	20
Industrie pétrolière extracôtière (Terre-Neuve-et-Labrador).....	21
Enjeux locaux (Whitehorse)	22
 Résultats détaillés – Partie I : COVID-19	 24
Chronologie des annonces en novembre	24
Le gouvernement du Canada dans l'actualité (Nouvelle-Écosse, bénéficiaires de l'AE ou de prestations de relance de la Saskatchewan, étudiants de niveau postsecondaire de la GRM, Autochtones de la C.-B., villes de taille moyenne du Québec, basses-terres continentales	

de la C.-B., bénéficiaires de l'AE ou de prestations de relance de la RGT et du sud-ouest de l'Ontario, Whitehorse)	26
La réponse du gouvernement Canada à la COVID-19 (bénéficiaires de l'AE ou de prestations de relance de la Saskatchewan, étudiants de niveau postsecondaire de la GRM, Autochtones de la C.-B., villes de taille moyenne du Québec, basses-terres continentales de la C.-B., bénéficiaires de l'AE ou de prestations de relance de la RGT et du sud-ouest de l'Ontario, Whitehorse)	26
Réponse du gouvernement du Canada aux changements climatiques (Autochtones de la C.-B., villes de taille moyenne du Québec, basses-terres continentales de la C.-B., bénéficiaires de l'AE ou de prestations de relance de la RGT et du sud-ouest de l'Ontario, Whitehorse).....	28
Gestion de la pandémie par le gouvernement du Canada (Nouvelle-Écosse)	30
Changements de comportement (Nouvelle-Écosse, parents de grandes villes du Québec aux prises avec une deuxième vague, parents de grandes villes de l'Ontario aux prises avec une deuxième vague, étudiantes de niveau postsecondaire de Calgary, étudiants de niveau postsecondaire de la GRM, Autochtones de la C.-B., villes de taille moyenne du Québec, basses-terres continentales de la C.-B., bénéficiaires de l'AE ou de prestations de relance de la RGT et du sud-ouest de l'Ontario, Whitehorse).....	32
Attentes relatives à la saison grippale et à la période des Fêtes (étudiantes de niveau postsecondaire de Calgary, étudiants de niveau postsecondaire de la GRM, Autochtones de la C.-B., villes de taille moyenne du Québec, basses-terres continentales de la C.-B., bénéficiaires de l'AE ou de prestations de relance de la RGT et du sud-ouest de l'Ontario, Whitehorse)	35
Décision des parents d'envoyer les enfants à l'école (parents de grandes villes du Québec, parents de grandes villes de l'Ontario)	36
Opinions sur les règles et les restrictions liées à la COVID-19 (villes de taille moyenne du Québec, basses-terres continentales de la C.-B., bénéficiaires de l'AE ou de prestations de relance de la RGT et du sud-ouest de l'Ontario, Whitehorse).....	37
Impacts de la COVID-19 (étudiantes de niveau postsecondaire de Calgary, étudiants de niveau postsecondaire de la GRM, Autochtones de la C.-B., villes de taille moyenne du Québec, basses-terres continentales de la C.-B., bénéficiaires de l'AE ou de prestations de relance de la RGT et du sud-ouest de l'Ontario, Whitehorse).....	39
Vaccin contre la COVID-19 (Whitehorse, villes de taille moyenne du Québec, basses-terres continentales de la C.-B., bénéficiaires de l'AE ou de prestations de relance de la RGT et du sud-ouest de l'Ontario)	41
Répercussions de la COVID-19 sur les étudiants (étudiantes de niveau postsecondaire de Calgary, étudiants de niveau postsecondaire de la GRM)	42
Passage de la PCU à l'assurance-emploi (bénéficiaires de l'AE ou de prestations de relance de la Saskatchewan, bénéficiaires de l'AE ou de prestations de relance de la RGT et du sud-ouest de l'Ontario)	46
Connaissance des soutiens financiers.....	47
Transition de la PCU à l'assurance-emploi	48
Durée attendue des prestations de relance	49

Évaluation des noms de programmes de formation, d'acquisition de compétences et de croissance de l'emploi (Nouvelle-Écosse, parents de grandes villes du Québec aux prises avec une deuxième vague, parents de grandes villes de l'Ontario aux prises avec une deuxième vague, Terre-Neuve-et-Labrador, étudiantes de niveau postsecondaire de Calgary).....	50
Évaluation des campagnes publicitaires (villes de taille moyenne du Québec, basses-terres continentales de la C.-B., bénéficiaires de l'AE ou de prestations de relance de la RGT et du sud-ouest de l'Ontario).....	53
Ouverture des frontières internationales (parents de grandes villes du Québec aux prises avec une deuxième vague, parents de grandes villes de l'Ontario aux prises avec une deuxième vague, bénéficiaires de l'AE ou de prestations de relance de la Saskatchewan, Terre-Neuve-et-Labrador).....	57
La pêche en Nouvelle-Écosse (Nouvelle-Écosse).....	60
Connaissance et opinions sur le conflit de la pêche.....	60
Le rôle du gouvernement du Canada.....	61
Questions autochtones (Autochtones de la Colombie-Britannique).....	62
Plans en matière d'environnement (Nouvelle-Écosse, parents de grandes villes du Québec aux prises avec une deuxième vague, parents de grandes villes de l'Ontario aux prises avec une deuxième vague, Terre-Neuve-et-Labrador, étudiantes de niveau postsecondaire de Calgary, étudiants de niveau postsecondaire de la GRM).....	69
Relations canado-américaines (parents de grandes villes du Québec aux prises avec une deuxième vague, parents de grandes villes de l'Ontario aux prises avec une deuxième vague, bénéficiaires de l'AE ou de prestations de relance de la Saskatchewan, Terre-Neuve-et-Labrador, villes de taille moyenne du Québec, basses-terres continentales de la C.-B.).....	72
Descriptions des relations canado-américaines.....	73
Sources de conflits.....	74
Normes environnementales nord-américaines.....	74
Aliénation de l'Ouest (bénéficiaires de l'AE ou de prestations de relance de la Saskatchewan).....	75
Industrie pétrolière extracôtière (Terre-Neuve-et-Labrador).....	76
Principaux secteurs.....	76
Soutien de l'industrie pétrolière extracôtière par le gouvernement du Canada.....	77
Enjeux locaux (Whitehorse).....	78
Annexe A – Questionnaires de recrutement.....	81
Questionnaire de recrutement, version anglaise.....	82
Questionnaire de recrutement, version française.....	93

Annexe B – Guides du modérateur..... 102

Guide du modérateur, version anglaise..... 103

Guide du modérateur, version française 123

Annexe C – Concepts publicitaires..... 147

Évaluation des campagnes publicitaires (villes de taille moyenne du Québec, basses-terres continentales de la C.-B., bénéficiaires de l’AE ou de prestations de relance de la RGT et du sud-ouest de l’Ontario) 148

Infographie : Progrès dans la levée des avis à long terme sur la qualité de l’eau potable touchant les systèmes publics dans les réserves (Autochtones de la Colombie-Britannique) 149

Résumé

Introduction

Le Secrétariat des communications et des consultations du Bureau du Conseil privé (BCP) a confié à The Strategic Counsel (TSC) le mandat de mener des cycles de recherche par groupe de discussion auprès de membres du public un peu partout au pays, portant sur des enjeux, des événements et des initiatives stratégiques de premier plan liés au gouvernement du Canada.

L'objectif général de ce programme de recherche qualitative se décline en trois volets : analyser les dimensions et les facteurs d'influence de l'opinion publique sur les plus importants enjeux auxquels le pays est confronté; évaluer les perceptions et les attentes relatives aux mesures et aux priorités du gouvernement fédéral; orienter l'élaboration des communications du gouvernement du Canada pour qu'elles continuent de s'harmoniser avec les points de vue des Canadiennes et des Canadiens et leurs besoins en matière d'information, tout en demeurant claires et à faciles comprendre.

La recherche vise à aider le Secrétariat des communications et des consultations du BCP à remplir son mandat, qui consiste à soutenir le bureau du premier ministre dans la coordination des communications du gouvernement. Plus particulièrement, la recherche permettra de s'assurer que le BCP reste au fait des tendances émergentes et de l'opinion des Canadiens sur les enjeux de macro-niveau qui intéressent le gouvernement.

Le présent rapport dévoile les conclusions qui ressortent de douze groupes de discussion en ligne organisés entre le 3 et le 30 novembre 2020 dans de nombreuses localités du pays, au Canada atlantique, au Québec, en Ontario, en Saskatchewan, en Alberta, en Colombie-Britannique et au Yukon. Les détails concernant les lieux, le recrutement et la composition des groupes figurent ci-après.

Ce cycle de groupes de discussion, tenu alors que la pandémie se poursuivait au Canada et ailleurs dans le monde, a surtout porté sur la COVID-19. Il a permis d'explorer une foule de questions connexes, notamment ce que les Canadiens entendaient aux nouvelles au sujet du gouvernement fédéral, ce qu'ils pensaient de sa gestion de la pandémie, leurs attentes et les délais prévus pour l'achat et la distribution de vaccins, leurs attitudes et leurs comportements face à une situation en évolution. Quelques groupes ont évalué des publicités sur la COVID-19, tandis que d'autres ont parlé de voyages internationaux et de gestion des frontières. Les points d'intersection entre la COVID-19 et l'économie ont également retenu l'attention, en particulier le passage de la Prestation canadienne d'urgence (PCU) à l'assurance-emploi (AE) et divers programmes visant à stimuler l'emploi, le développement des compétences et la formation.

Certains groupes représentant des segments précis de la population (par exemple, des étudiants de niveau postsecondaire, des parents ayant des enfants d'âge scolaire, des Autochtones) ont abordé des enjeux qui les intéressaient plus particulièrement.

Les discussions du mois de novembre ont aussi englobé d'autres sujets, tels que la pêche en Nouvelle-Écosse, les questions autochtones, les plans en matière d'environnement, les relations canado-américaines, l'aliénation de l'Ouest, l'industrie pétrolière extracôtière à Terre-Neuve-et-Labrador, et les enjeux locaux à Whitehorse.

Il convient de souligner que les résultats de la présente étude doivent être interprétés avec prudence, les conclusions d'une recherche qualitative étant de nature directionnelle et ne pouvant être attribuées à l'ensemble de la population à l'étude avec un quelconque degré de certitude.

Méthodologie

Aperçu des groupes

Public cible

- Les participants étaient des résidents canadiens âgés de 18 ans et plus.
- Les groupes ont été formés en fonction du lieu.
- Pour certains groupes, les répondants appartenaient à un segment précis de la population, par exemple des étudiants de niveau postsecondaire, des parents d'élèves, des bénéficiaires de l'assurance-emploi ou d'autres prestations de relance, des Autochtones, etc.

Approche détaillée

- Douze groupes de discussion ont eu lieu dans diverses régions du Canada.
- Cinq groupes se composaient de membres de la population générale habitant à Terre-Neuve-et-Labrador, en Nouvelle-Écosse, dans des villes de taille moyenne du Québec, dans les basses-terres continentales de la Colombie-Britannique (C.-B.) et à Whitehorse.
- Les sept autres groupes représentaient des segments de population particuliers :

- Des parents ayant des enfants d'âge scolaire et habitant dans de grandes villes du Québec ou de l'Ontario aux prises avec une deuxième vague de COVID-19;
 - Des Canadiens touchant l'assurance-emploi ou d'autres prestations de relance et habitant en Saskatchewan, dans la Région du Grand Toronto (RGT) ou dans le sud-ouest de l'Ontario;
 - Des étudiantes de niveau postsecondaire habitant à Calgary et des étudiants de niveau postsecondaire habitant dans la Grande région de Montréal (GRM);
 - Des Autochtones habitant en Colombie-Britannique.
- Les discussions de groupe du Québec se sont déroulées en français; toutes les autres, en anglais.
 - Pour ce cycle, toutes les rencontres ont eu lieu en ligne.
 - Huit participants ont été recrutés dans chaque groupe, afin de pouvoir compter sur la présence de six à huit personnes.
 - Dans l'ensemble des lieux, 81 personnes ont participé aux discussions. Les détails sur le nombre de participants par groupe sont donnés ci-dessous.
 - Chaque participant a perçu des honoraires. Les incitatifs ont varié de 90 \$ à 125 \$ par personne en fonction du lieu et de la composition du groupe.

Emplacement et composition des groupes

LIEU	GROUPE	LANGUE	DATE	HEURE (HNE)	COMPOSITION DU GROUPE	NOMBRE DE PARTICIPANTS
Nouvelle-Écosse	1	Anglais	3 nov.	17 h-19 h	Population générale	7
Grandes villes du Québec (Montréal, Montérégie, Québec) – deuxième vague	2	Français	5 nov.	18 h-20 h	Parents d'enfants d'âge scolaire	5
Grandes villes de l'Ontario (Ottawa, Toronto, régions de Peel et de York) – deuxième vague	3	Anglais	9 nov.	18 h-20 h	Parents d'enfants d'âge scolaire	8
Saskatchewan	4	Anglais	10 nov.	20 h-22 h	Bénéficiaires d'AE ou de prestations de relance	5
Terre-Neuve	5	Anglais	12 nov.	16 h 30-18 h 30	Population générale	5
Calgary	6	Anglais	16 nov.	20 h-22 h	Étudiantes de niveau postsecondaire	7
GRM	7	Français	17 nov.	18 h-20 h	Étudiants de niveau postsecondaire	7

C.-B.	8	Anglais	19 nov.	20 h-22 h	Autochtones	8
Villes de taille moyenne du Québec	9	Français	23 nov.	18 h-20 h	Population générale	7
Basses-terres continentales, C.-B.	10	Anglais	25 nov.	20 h-22 h	Population générale	8
RGT et sud-ouest de l'Ontario	11	Anglais	26 nov.	18 h-20 h	Bénéficiaires d'AE ou de prestations de relance	6
Whitehorse	12	Anglais	30 nov.	20 h-22 h	Population générale	8
Nombre total de participants						81

Principales constatations

Partie I : Conclusions relatives à la COVID-19

Le gouvernement du Canada dans l'actualité (Nouvelle-Écosse, bénéficiaires de l'AE ou de prestations de relance de la Saskatchewan, étudiants de niveau postsecondaire de la GRM, Autochtones de la C.-B., villes de taille moyenne du Québec, basses-terres continentales de la C.-B., bénéficiaires de l'AE ou de prestations de relance de la RGT et du sud-ouest de l'Ontario, Whitehorse)

En novembre, les questions liées à la COVID-19 ont continué de se classer au premier rang lorsque nous avons demandé aux participants ce qu'ils avaient vu, lu ou entendu au sujet du gouvernement du Canada. Ont plus particulièrement retenu l'attention : la situation du vaccin (sujet qui a fait l'objet de mentions croissantes durant la deuxième quinzaine du mois), la hausse des taux d'infection dans différentes régions du pays, les confinements décrétés dans l'Ouest du Canada et l'application Alerte COVID.

En ce qui concerne le vaccin, les participants avaient en mémoire les ententes d'approvisionnement intervenues entre le gouvernement fédéral et diverses sociétés pharmaceutiques. Les avis divergeaient sur le délai nécessaire pour administrer un vaccin à l'échelle du pays, mais il paraissait vraisemblable que la grande majorité des Canadiens soit vaccinée d'ici la fin de 2021.

Les participants ont également mentionné les communications fréquentes qu'ils recevaient du gouvernement du Canada sur les mesures de protection comme l'éloignement physique et le port du masque, et beaucoup savaient que l'assurance-emploi et une série d'autres prestations de relance avaient pris le relais de la Prestation canadienne d'urgence (PCU).

Dans l'ensemble, les participants avaient une opinion neutre ou positive de la performance du gouvernement fédéral dans le cadre de sa réponse à la COVID-19. Ils ont cité à l'appui de leur évaluation la relative rapidité de son intervention et le niveau de soutien raisonnable offert aux particuliers et aux entreprises éprouvés par la pandémie. Leurs suggestions d'améliorations ou de mesures supplémentaires étaient surtout axées sur les communications : les participants préconisaient la diffusion de messages plus fermes sur les mesures sanitaires ainsi qu'une transparence accrue dans le dossier des vaccins. Ils ont également recommandé que le gouvernement examine de plus près les effets de la pandémie sur certains sous-groupes, qu'il mène une évaluation approfondie de la PCU, et qu'il envisage un resserrement des contrôles frontaliers et du transit par les aéroports en vue d'endiguer la transmission du virus.

Hors COVID-19, les participants ont fait référence à d'autres faits d'actualité se rapportant au gouvernement du Canada, notamment le litige sur la pêche au homard des Mi'kmaq en Nouvelle-Écosse, l'accord de contribution conclu avec l'organisme WE Charity, l'interdiction de plus de 1 500 modèles d'armes à feu de style arme d'assaut au Canada, les relations canado-américaines et le déficit fédéral.

Réponse du gouvernement du Canada aux changements climatiques et objectif zéro-émission nette (Autochtones de la C.-B., villes de taille moyenne du Québec, basses-terres continentales de la C.-B., bénéficiaires de l'AE ou de prestations de relance de la RGT et du sud-ouest de l'Ontario, Whitehorse)

Le plan du gouvernement du Canada pour lutter contre les changements climatiques ou pour atteindre l'objectif zéro émission nette d'ici 2050 était généralement peu connu. Après avoir reçu des renseignements au sujet de cette initiative, les participants s'y sont dits favorables. La plupart estimaient que le plan serait avantageux pour l'économie canadienne tant à court qu'à moyen terme. Ils croyaient qu'il créerait des emplois et revitaliserait l'activité économique tout en s'attaquant directement aux changements climatiques. Cela dit, il leur paraissait important d'y intégrer un mécanisme de responsabilisation pour garantir l'atteinte des cibles.

Les participants jugeaient soit « adéquats », soit « insuffisants » les efforts du gouvernement fédéral en matière d'environnement. Certains ont dit qu'il n'agissait pas assez rapidement et qu'il avait brisé des promesses antérieures. D'autres pensaient que ses décisions étaient parfois contradictoires ou s'inscrivaient en porte-à-faux avec les principes énoncés (p. ex. investir dans les pipelines et soutenir l'industrie pétrolière et gazière tout en établissant des cibles pour l'atteinte de la carboneutralité).

Gestion de la pandémie par le gouvernement du Canada (Nouvelle-Écosse)

Nous avons invité l'un des groupes du cycle de novembre à évaluer la performance du gouvernement du Canada durant la pandémie, en prolongement des discussions à ce sujet tenues dans plusieurs groupes à la fin du mois d'octobre. En général, les participants estimaient que le gouvernement avait bien composé avec la situation. Ils ont cité à titre d'exemples la mise sur pied rapide de la PCU et la présentation de bilans réguliers sur l'état de la pandémie au pays. Bon nombre ont souligné le caractère inédit de la crise, notant que le gouvernement fédéral s'en était bien tiré, aussi bien qu'on

pouvait l'espérer dans les circonstances. Ils ont néanmoins relevé certaines lacunes, surtout liées à la PCU – dont les critères d'admissibilité avaient fait des laissés pour compte, selon eux – et au manque d'uniformité des mesures de confinement. Ils trouvaient également que les députés auraient dû se réunir plus souvent au cours des premiers mois de la pandémie pour rectifier ce problème.

Les participants ont été priés d'évaluer la performance du gouvernement du Canada dans trois domaines précis :

- La protection de la santé de la population canadienne contre la COVID-19;
- La communication d'informations au public sur les moyens de prévenir la propagation du virus;
- La prestation de soutien financier aux Canadiens touchés par la pandémie.

Dans chacun des domaines d'action évalués, les participants ont eu des réactions neutres ou assez positives, qui concordaient généralement avec les commentaires rapportés plus haut (à la section Le gouvernement du Canada dans l'actualité). Les réactions négatives ont été rares, mais les mesures d'aide financière adoptées par le gouvernement ont suscité quelques critiques. Celles-ci concernaient surtout la non-admissibilité de certaines personnes à la PCU et les risques de fraude associés au programme. De l'avis général, la performance du gouvernement du Canada avait été relativement stable sur les trois fronts et aucune amélioration ou détérioration notable ne s'était produite depuis le début de la pandémie. Quelques suggestions d'améliorations ont été avancées dans deux domaines :

- Communications – Le gouvernement fédéral devrait mieux définir et gérer les attentes du public, et présenter avec plus de transparence ses prévisions et ses plans, notamment en ce qui concerne la distribution d'un vaccin;
- Soutiens financiers – Le soutien au revenu devrait être complété par des programmes et des services qui appuieraient les bénéficiaires dans d'autres aspects de leur vie (p. ex., logement abordable, services de garderie) tout en les amenant à moins dépendre de l'aide financière fédérale.

Changements de comportement (Nouvelle-Écosse, parents de grandes villes du Québec aux prises avec une deuxième vague, parents de grandes villes de l'Ontario aux prises avec une deuxième vague, étudiantes de niveau postsecondaire de Calgary, étudiants de niveau postsecondaire de la GRM, Autochtones de la C.-B., villes de taille moyenne du Québec, basses-terres continentales de la C.-B., bénéficiaires de l'AE ou de prestations de relance de la RGT et du sud-ouest de l'Ontario, Whitehorse)

Dans neuf des douze groupes tenus en novembre, les participants ont été invités à décrire l'incidence de la COVID-19 sur leur vie, en particulier la façon dont ils avaient adapté leurs comportements à mesure que la situation évoluait. La discussion a également porté sur leurs attentes pour les prochains mois, notamment dans le contexte de la saison grippale et de la période des Fêtes.

Les participants ont donné des réponses variées lorsque nous leur avons demandé si leurs comportements avaient changé au cours des dernières semaines, par rapport à l'été. Dans l'ensemble,

l'ampleur des ajustements qu'ils avaient faits dépendait étroitement de la progression des cas de COVID-19 et des taux d'infection dans leur localité ou leur région.

Nombre d'entre eux avaient peu modifié leurs comportements. Ils ont fait ressortir les éléments d'explication suivants :

- Une plus grande aisance à vivre avec la COVID-19, étant donné que la pandémie durait déjà depuis quelque temps. Certains ont fait remarquer que les changements les plus importants remontaient au début de la pandémie et font maintenant partie de leur routine;
- L'assurance que d'autres agissent de façon responsable (ce qui, d'ailleurs, en incitait certains à élargir leur cercle de fréquentations);
- Le désir de réduire les risques courus par d'autres membres du ménage ou de la communauté;
- Une application toujours aussi rigoureuse des conseils et des mesures de précaution afin d'éviter les contacts rapprochés avec des gens à l'extérieur de leur bulle.

D'autres participants, surtout ceux de zones désignées à haut risque, ont indiqué qu'ils intensifiaient leur vigilance et prenaient des précautions supplémentaires pour réduire leur exposition au virus, par exemple en limitant les courses ou les sorties, en passant plus de temps chez eux et en adoptant des mesures sanitaires strictes (cf. fréquent lavage des mains, port des gants, port du masque en tout temps, lavage des vêtements et décontamination de l'épicerie en rentrant à la maison). Les participants autochtones ont décrit les mesures d'adaptation prises dans leur communauté, en particulier pour veiller à ce que les aînés et d'autres personnes ayant besoin de soins ou de nourriture soient en mesure de les obtenir.

Attentes relatives à la saison grippale et à la période des Fêtes (étudiantes de niveau postsecondaire de Calgary, étudiants de niveau postsecondaire de la GRM, Autochtones de la C.-B., villes de taille moyenne du Québec, basses-terres continentales de la C.-B., bénéficiaires de l'AE ou de prestations de relance de la RGT et du sud-ouest de l'Ontario, Whitehorse)

Assez peu de participants appréhendaient la saison grippale, surtout parce que l'éloignement physique, le port du masque et l'attention accrue accordée au lavage des mains leur semblaient susceptibles de limiter la transmission du virus de la grippe. D'autres avaient entendu dire que la prévalence de la grippe était plus faible cette année, signe selon eux que la prudence suscitée par la COVID-19 portait fruit sur ce plan.

Nombre de participants ont évoqué les difficultés de l'adaptation à la vie en temps de pandémie, surtout avec l'arrivée du froid. Ils s'attendaient à passer l'hiver dans l'isolement, cloîtrés chez eux. Beaucoup s'y résignaient, estimant que la situation perdurerait jusqu'à ce qu'un vaccin soit prêt et largement accessible.

La plupart des participants croyaient que la taille des rassemblements pendant les vacances ferait l'objet de restrictions supplémentaires. Alors qu'il s'agissait d'un mal nécessaire pour certains, d'autres ont parlé avec inquiétude de la fatigue générale, de l'impatience des gens à se retrouver en famille et du caractère contradictoire des messages. Ils s'attendaient à ce que beaucoup fassent la sourde oreille aux conseils de la santé publique concernant la taille des réunions.

Décisions des parents d'envoyer les enfants à l'école (parents de grandes villes du Québec, parents de grandes villes de l'Ontario)

La plupart des parents avaient fait le choix d'envoyer leurs enfants à l'école. D'après leurs commentaires, il semble que les bienfaits sur le plan de l'éducation et de la santé mentale associés à l'interaction avec les enseignants et les pairs l'emportaient généralement sur les risques perçus. Leur décision reposait sur ces principaux facteurs :

- L'inquiétude quant aux effets de l'isolement et du manque d'interactions sociales sur la santé mentale des enfants;
- Les problèmes liés aux troubles d'apprentissage;
- La qualité décevante de l'apprentissage en ligne;
- La fatigue des parents.

Pour ce qui est de rendre les écoles plus sécuritaires, les parents ont proposé de réduire la taille des classes, d'améliorer la ventilation, d'encourager le respect des protocoles sanitaires, et d'adopter une approche plus organisée et uniforme pour lutter contre la COVID-19 (p. ex. dans les conseils scolaires).

Opinions sur les règles et les restrictions liées à la COVID-19 (villes de taille moyenne du Québec, basses-terres continentales de la C.-B., bénéficiaires de l'AE ou de prestations de relance de la RGT et du sud-ouest de l'Ontario, Whitehorse)

Nous avons demandé aux participants de plusieurs groupes ce qu'ils pensaient des règles et des règlements concernant la COVID-19 dans leur collectivité, en particulier s'ils les trouvaient clairs et si l'ampleur des restrictions leur semblait appropriée. Tout le monde s'entendait pour dire que l'information était suffisante, mais les perceptions ont varié quant à sa clarté. Certains participants (surtout en Colombie-Britannique) ont applaudi le travail de communication de leur médecin hygiéniste en chef. En Ontario, il a plutôt été question des messages jugés contradictoires émis par plusieurs responsables. Ce point de vue était surtout lié à la confusion entourant les fermetures d'entreprises (p. ex., pourquoi obliger les petits commerces à fermer, mais pas les grandes surfaces) et aux lacunes perçues au chapitre de l'application des directives, même si beaucoup reconnaissaient la difficulté de rendre les protocoles de sécurité obligatoires et de les faire respecter.

En ce qui concerne les restrictions en vigueur dans leur collectivité, les réactions des participants ont révélé la présence de deux camps : ceux qui souhaitaient l'adoption de restrictions supplémentaires, accompagnée d'une surveillance accrue pour les faire respecter, et ceux qui croyaient davantage en l'efficacité des campagnes d'information et d'éducation proactives.

Impacts de la COVID-19 (étudiantes de niveau postsecondaire de Calgary, étudiants de niveau postsecondaire de la GRM, Autochtones de la C.-B., villes de taille moyenne du Québec, basses-terres continentales de la C.-B., bénéficiaires de l'AE ou de prestations de relance de la RGT et du sud-ouest de l'Ontario, Whitehorse)

Un grand nombre de participants se sont dits préoccupés par les répercussions de la COVID-19 sur leur famille et leur communauté. Ils se faisaient tout particulièrement du souci pour leurs proches plus

âgés ou immunodéprimés. Par ailleurs, beaucoup ont parlé des heures difficiles que vivaient les petits commerces, mentionnant la disparition d'emplois (et de moyens de subsistance), l'endettement à la hausse et les effets à long terme des fermetures d'entreprises sur la croissance économique et la prospérité. À l'échelle des collectivités, certains ont fait remarquer que le basculement massif vers le télétravail modifierait peut-être durablement le paysage urbain, le départ des entreprises laissant les bureaux et les locaux commerciaux vacants.

Les participants craignaient également que la COVID-19 ait d'importantes répercussions sur la santé mentale, attribuables à une série de facteurs :

- L'isolement
- La perte d'emplois
- L'endettement et la faillite
- La violence conjugale
- La toxicomanie
- L'impossibilité de voyager
- Le manque de contacts personnels avec la famille et les amis
- L'amplification de la dépression saisonnière
- Le deuil d'une personne chère

Plusieurs participants pensaient que ces facteurs, seuls ou combinés, étaient susceptibles d'accroître les effets de la COVID-19 sur la santé mentale et que ces effets cumulatifs deviendraient plus visibles durant l'hiver.

Vaccin contre la COVID-19 (Whitehorse, villes de taille moyenne du Québec, basses-terres continentales de la C.-B., bénéficiaires de l'AE ou de prestations de relance de la RGT et du sud-ouest de l'Ontario)

Bon nombre de participants ont spontanément mentionné la mise au point et le déploiement prochain d'un vaccin contre la COVID-19 lorsque nous leur avons demandé ce qu'ils avaient entendu ces derniers jours au sujet du gouvernement du Canada. Les participants de Whitehorse, à qui la même question a été posée au sujet du vaccin, ont mentionné des nouvelles traitant de son calendrier de livraison au Canada, de son caractère obligatoire ou non et des différents plans en voie d'être établis pour son administration dans les provinces et les territoires. Une bonne partie de ce groupe supposait que le personnel de santé de première ligne se ferait vacciner en priorité, sans doute entre janvier et mars 2021, suivi des autres groupes de Canadiens d'ici la fin de l'été.

En général, les participants avaient une opinion neutre ou favorable des efforts menés par le gouvernement du Canada pour se procurer un vaccin et planifier sa distribution. Malgré une certaine confusion quant à savoir si le nombre de doses réservées serait suffisant, beaucoup avaient l'impression que le gouvernement fédéral s'était démené pour conclure des ententes avec plusieurs sociétés pharmaceutiques. La participation de l'armée à la planification et à la distribution a également recueilli de forts appuis. Dans l'ensemble, les participants pensaient que le Canada était mieux placé

que d'autres pays pour obtenir le vaccin et assurer sa distribution, encore que certains n'aient pas voulu se prononcer, faute d'en savoir assez sur la question. Quelques participants ont reproché au gouvernement fédéral de ne pas avoir de plan concret pour le déploiement du vaccin, mais d'autres croyaient que le Canada était en assez bonne posture vu ses infrastructures nationales, l'esprit de coopération de ses communautés et son savoir-faire logistique dans le domaine du transport de marchandises sur de longues distances et dans des conditions difficiles.

Répercussions de la COVID-19 sur les étudiants (étudiantes de niveau postsecondaire de Calgary, étudiants de niveau postsecondaire de la GRM)

Les discussions avec les étudiantes et étudiants de niveau postsecondaire portaient sur un éventail de sujets s'articulant autour des impacts de la COVID-19 dans leur vie, notamment sur leur expérience postsecondaire, leurs perspectives d'emploi et leurs points de vue sur le soutien financier offert aux étudiants de niveau postsecondaire ainsi qu'aux récents diplômés de niveau secondaire et postsecondaire.

Les étudiants de niveau secondaire ont fait mention de nombreux problèmes et défis découlant surtout de la transition à l'apprentissage à distance en raison de la COVID-19. La plupart des étudiants étaient déçus de la qualité de l'enseignement qu'ils recevaient en ligne. Selon eux, la mauvaise qualité des cours, le manque d'interactions sociales avec le personnel et les autres étudiants, la charge de travail accrue, l'annulation des séances en laboratoire et les modifications apportées aux protocoles d'examen avaient eu des répercussions négatives sur leur expérience.

Une majorité pensait que les protocoles mis en place pour la session en cours avaient nui à la qualité de leur éducation postsecondaire. Tous convenaient que la COVID-19 avait eu des répercussions importantes, en particulier chez les étudiants de première année qui n'avaient pu tisser de véritables liens en raison du temps limité passé sur le campus, et ils estimaient que leur éducation s'était dévaluée à cause de ces impacts.

Sur le plan de l'emploi, les étudiants avaient eu des expériences variées au cours de l'été, mais ils étaient tous très préoccupés par leurs perspectives d'emploi. Ils s'attendaient à une diminution du nombre d'emplois et à un marché du travail plus compétitif, au sein duquel ils auraient à se mesurer à des personnes ayant perdu leur emploi à cause de la COVID-19 qui avaient beaucoup plus d'expérience en milieu de travail.

Programmes et prestations du gouvernement du Canada

Certains participants connaissaient la Prestation canadienne d'urgence pour les étudiants (PCUE) et l'avaient demandée. D'autres avaient préféré demander la PCU, parce qu'ils y étaient admissibles et qu'elle versait un montant plus élevé que la PCUE.

Lorsqu'on leur a montré la liste ci-dessous, qui comprend quatre initiatives du gouvernement du Canada visant à aider les étudiantes et les étudiants pendant la pandémie de COVID-19, les étudiants ont réagi favorablement à toutes ces dernières.

- *La création de 80 000 emplois d'été par le biais du programme Emplois d'été Canada*
- *La création d'une prestation d'urgence pour étudiants de 1 250 \$/mois destinée aux étudiantes et étudiants ayant perdu leurs emplois ou ne pouvant pas se trouver du travail en raison de la pandémie de COVID-19*
- *Doubler les bourses d'études*
- *Augmenter de 50 % le montant des prêts étudiants*

La plupart estimaient que la création de 80 000 emplois d'été aurait le plus grand impact pour eux personnellement, compte tenu de leurs préoccupations par rapport à l'acquisition d'une expérience pratique de travail. Toutefois, lorsqu'on les a invités à dire quelle initiative aurait le plus grand impact pour les étudiants à l'échelle du Canada, pas seulement pour eux, les participants préféraient les initiatives qui profiteraient selon eux au plus grand nombre d'étudiants, par exemple la création d'emplois d'été et l'augmentation du montant des prêts étudiants.

À la question visant à savoir si le gouvernement fédéral en faisait assez pour soutenir les étudiants et étudiantes, les participants ont formulé des avis partagés. Ils ont suggéré, entre autres, d'améliorer les communications sur les programmes et les initiatives en place, de plafonner les frais de scolarité et de verser la PCUE toute l'année, même si cela se traduisait par un montant de prestation moindre.

Passage de la PCU à l'assurance-emploi (bénéficiaires de l'AE ou de prestations de relance de la Saskatchewan, bénéficiaires de l'AE ou de prestations de relance de la RGT et du sud-ouest de l'Ontario)

De nombreux participants jugeaient que le gouvernement du Canada avait fait du bon travail dans le cadre de sa prestation de soutiens financiers aux personnes touchées par la pandémie. Ils ont salué sa réponse rapide et ses efforts ciblés pour soutenir les Canadiens qui en avaient besoin. Par contre, lorsqu'il s'est agi de comparer la performance actuelle du gouvernement à ce qu'elle était durant les premiers mois de la pandémie, les participants se sont montrés plus tièdes, soulignant que les changements récents apportés aux soutiens financiers s'étaient traduits par une baisse du niveau de prestations dans certains cas. Ils ont également signalé des erreurs survenues lors du processus de demande ou lors du traitement des prestations, dont ils avaient entendu parler ou fait l'expérience eux-mêmes. Ces perceptions négatives s'expliquaient également par l'incertitude générale quant au maintien des soutiens financiers et par l'aspect indéfini dans le temps de la pandémie.

Certains participants avaient récemment entendu parler de la Prestation canadienne d'urgence (PCU) ou de l'assurance-emploi. Sans bien se rappeler les détails, ils pensaient que des modifications avaient été proposées ou mises en œuvre, mais qu'elles ne touchaient pas aux aspects clés du programme, hormis son nom. Après avoir lu un complément d'information sur les trois nouvelles prestations de relance – la Prestation canadienne de la relance économique, la Prestation canadienne de relance économique pour proches aidants et la Prestation canadienne de maladie pour la relance économique –, la plupart des participants se sont dits favorables à cette approche, malgré quelques réserves liées au risque de fraude et à la difficulté de documenter les heures travaillées pour avoir droit à l'assurance-emploi simplifiée. Ils voyaient d'un bon œil que ces programmes offrent des prestations

aux travailleurs autonomes et aux travailleurs de l'économie à la demande, car c'était une lacune, selon eux, dans la conception et la mise en œuvre initiales de la PCU. Il leur semblait aussi que la diminution du nombre d'heures requises (à 120) avait rendu l'assurance-emploi plus accessible. Néanmoins, certains continuaient de penser que l'admissibilité restait peut-être un problème pour les travailleurs saisonniers et d'autres personnes qui se disputent un nombre limité d'emplois à cause de la pandémie, avec ses fermetures d'entreprises, ses mises à pied et ses réductions d'horaire. D'autres ont regretté que les programmes ne tiennent pas suffisamment compte des besoins des aînés, des personnes handicapées et des étudiants.

En ce qui concerne la transition de la PCU à l'assurance-emploi, c'est surtout la rapidité du changement qui préoccupait, car elle risquait d'accroître le nombre d'erreurs et d'entraîner des retards dans le transfert de certains bénéficiaires vers le nouveau programme.

Interrogés sur la durée souhaitable des trois prestations de relance, les participants ont donné des avis divergents. Certains croyaient qu'elles seraient nécessaires jusqu'au troisième trimestre de 2021 et d'autres recommandaient leur maintien jusqu'à ce qu'un vaccin ait été largement distribué. Quelques-uns jugeaient imprudent de fixer une date à ce stade, disant qu'il était nécessaire d'analyser la situation plus à fond avant de prendre une décision. En général, cependant, lorsque nous avons avisé les participants que le régime d'assurance-emploi simplifié et les nouvelles prestations de relance avaient une durée prévue d'un an et ouvraient droit à un minimum de 26 semaines de prestations régulières (à l'exception de la Prestation canadienne de maladie pour la relance économique), la plupart ont trouvé ce délai raisonnable et sensé.

Évaluation des noms de programmes de formation, d'acquisition de compétences et de croissance de l'emploi (Nouvelle-Écosse, parents de grandes villes du Québec aux prises avec une deuxième vague, parents de grandes villes de l'Ontario aux prises avec une deuxième vague, Terre-Neuve-et-Labrador, étudiantes de niveau postsecondaire de Calgary)

Nous avons fourni aux participants de plusieurs groupes de discussion tenus en novembre des renseignements à propos de trois programmes précis que le gouvernement du Canada lançait pour promouvoir les perspectives d'emplois chez les jeunes (de 15 à 30 ans) ainsi que la formation, l'acquisition de compétences et la croissance de l'emploi au sein de la population canadienne, en général. Après avoir obtenu une brève description de chaque programme, les participants devaient choisir parmi une liste de quatre ou cinq noms possibles celui qui leur semblait le plus approprié pour le programme.

L'un de ces programmes s'adressait aux jeunes vulnérables (p. ex. des jeunes qui vivent avec un handicap, de ménages à faible revenu ou de jeunes autochtones). Sur les quatre noms évalués, les participants avaient un penchant pour *Programme de formation et d'employabilité des jeunes*. À leur avis, ce nom était clair et simple et décrivait bien les avantages et l'objectif du programme. Plusieurs participants préféraient les noms *Jeunes au travail* et *Programme acquérir des expériences*. Ils trouvaient que la version anglaise du premier nom (*Youth @Work*) se démarquait par l'utilisation du symbole « @ », qui suggérait que le programme était tourné vers l'ère numérique. Ils pensaient également que ce nom plairait à la plus jeune cohorte de participants du programme qui est férue des

technologies numériques. Le second nom avait la cote auprès des participants, car il présentait le programme sous un jour plus positif, en l'articulant autour de l'acquisition d'expériences plutôt que l'employabilité, un terme qui selon eux laissait supposer que le public cible était soit inemployable ou moins employable que les autres jeunes Canadiens. Même si *Programme Développement des compétences* est le nom qui a le moins plu, ceux qui l'ont choisi trouvaient qu'il évoquait directement l'avantage du programme (p. ex. la possibilité d'acquérir des compétences) et ils aimaient le fait qu'il ne fasse pas expressément mention des jeunes. De l'avis de certains, l'utilisation du terme « jeunes » ne convenait pas, compte tenu de la plage d'âge étendue du groupe cible, qui englobait les gens dans la vingtaine. Les participants ont eu de vives discussions, se demandant si les personnes dans la vingtaine, en particulier celles qui ont près de 30 ans, se considéreraient comme des jeunes. Si elles ne se sentaient pas interpellées par ce terme, elles risquaient selon les participants de penser par erreur qu'elles ne sont pas admissibles au programme.

Nous avons fourni aux participants une brève description d'un deuxième programme qui s'adressait aussi aux jeunes en général (pas seulement aux jeunes vulnérables). Nous les avons informés que ce programme serait d'une durée limitée et viserait à aider les jeunes Canadiens à se trouver un emploi grâce à des partenariats avec des employeurs de secteurs dans lesquels la demande est forte. Parmi les quatre noms évalués, c'est *Programme de compétences, de formation et d'emploi des jeunes* que les participants ont préféré, parce qu'ils trouvaient son acronyme en anglais (Y-STEP) accrocheur. Les participants ont également bien accueilli les noms *Programme canadien de relance pour l'emploi des jeunes* et *Programme de partenariat pour le travail de jeunesse*, estimant qu'ils décrivaient bien l'objectif (la possibilité de trouver des emplois) et l'approche (grâce à des partenariats) du programme. Le nom *Créateurs d'emploi* a suscité très peu d'enthousiasme. Sa concision plaisait à certains, mais d'autres le trouvaient vague et peu descriptif.

En dernier lieu, nous avons demandé aux participants d'évaluer cinq noms possibles pour une initiative du gouvernement du Canada visant à favoriser la croissance de l'emploi pendant la phase de relance liée à la pandémie de COVID-19, en partie, au moyen d'une formation axée sur l'emploi et les compétences pour les Canadiens et grâce à un soutien destiné aux employeurs et aux collectivités.

Sur les cinq noms proposés, les participants préféraient les trois suivants : *Stratégie canadienne de relance de la main-d'œuvre*, *Initiative canadienne pour la formation de la main-d'œuvre* et *Plan d'action canadien pour la relance de la formation*. Les participants ont choisi ces noms, parce qu'ils décrivaient bien l'objectif du programme ou que les termes « stratégie », « relance », « formation » et « plan d'action » leur semblaient significatifs et les interpellaient davantage. Par exemple, l'expression « plan d'action » évoquait pour eux des résultats concrets. En général, les participants n'étaient pas en faveur de l'emploi du mot « perfectionnement » (qui figurait dans le nom *Plan canadien de perfectionnement de la main-d'œuvre*), tandis que d'autres ont émis des réserves à propos du nom *Plan de relance canadien pour les travailleurs*, qui leur paraissait impersonnel et n'expliquait pas suffisamment le but ou la raison d'être du programme.

Évaluation des campagnes publicitaires (villes de taille moyenne du Québec, basses-terres continentales de la C.-B., bénéficiaires de l'AE ou de prestations de relance de la RGT et du sud-ouest de l'Ontario)

Tout au long de la pandémie, le gouvernement fédéral a lancé différentes campagnes publicitaires pour informer la population canadienne sur la COVID-19, y compris les consignes et mesures de santé publique en place pour protéger les Canadiens. Nous avons montré aux participants trois publicités vidéo tirées de telles campagnes et puis nous en avons discuté, afin de recueillir leurs impressions sur chacune d'elles. Après avoir évalué tour à tour les trois publicités, les participants ont été invités à choisir celle qui serait la plus efficace selon eux pour encourager les gens à modifier leurs comportements afin de limiter la propagation de la COVID-19. Les trois publicités s'intitulaient « *Tout ça pour ça* », « *Paillettes* » et « *D^{re} Theresa Tam [EN]/D^r Njoo [FR]* ». La dernière publicité mettait en vedette l'administratrice en chef de la santé publique du Canada (dans la version anglaise) et l'administrateur en chef adjoint de la santé publique du Canada (dans la version française). Les liens des publicités vidéo présentées dans chacun des groupes sont fournis dans les résultats détaillés et en annexe.

Dans l'ensemble, la publicité « *Tout ça pour ça* » a été jugée la plus efficace par une majorité de participants. C'est elle qui a le plus fait vibrer leurs cordes sensibles. Des séquences mettant en scène des événements marquants ou des moments festifs dans la vie des gens servaient à illustrer pourquoi les Canadiens devraient continuer de suivre à la lettre les protocoles de santé et de sécurité en place pour lutter contre la COVID-19. Les participants se sont ralliés au message d'unité et d'efforts collectifs pour venir à bout de la pandémie qui ressortait de la publicité. Ils ont bien accueilli les représentations d'une population diversifiée et multigénérationnelle de Canadiens qui ont hâte de reprendre les activités qui leur étaient chères avec leur famille et leurs amis.

Les participants ont formulé des commentaires positifs sur les deux autres publicités intitulées « *Paillettes* » et « *D^{re} Theresa Tam [EN]/D^r Njoo [FR]* », mais les trouvaient moins efficaces que la vidéo « *Tout ça pour ça* ». Les participants ont salué l'analogie entre la poudre pailletée et le virus, mais la plupart pensaient que la publicité « *Paillettes* » ciblait avant tout les jeunes et les jeunes adultes, un groupe démographique qui selon eux serait moins réceptif au message parce qu'il n'avait pas peur de contracter le virus et était certain de pouvoir s'en rétablir, le cas échéant. La principale critique que les participants ont formulée à propos de la troisième publicité intitulée « *D^{re} Theresa Tam [EN]/D^r Njoo [FR]* » est qu'elle a un style et un ton prescriptifs. Ils trouvaient toutefois qu'elle était claire et aimaient qu'elle mette en scène des porte-parole faisant autorité, mais estimaient que les messages clés avaient été maintes fois répétés et étaient bien connus. En l'absence de nouveaux conseils ou de nouvelles directives, ils se demandaient à quel point la publicité inciterait les gens à modifier considérablement leurs comportements.

Ouverture des frontières internationales (parents de grandes villes du Québec aux prises avec une deuxième vague, parents de grandes villes de l'Ontario aux prises avec une deuxième vague, bénéficiaires de l'AE ou de prestations de relance de la Saskatchewan, Terre-Neuve-et-Labrador)

À la question visant à savoir sous quelles conditions le Canada devrait rouvrir la frontière canado-américaine, les participants croyaient que cette décision devrait être prise une fois que les éclosions de COVID-19 auraient été maîtrisées dans les régions les plus touchées, que les taux de transmission aux États-Unis auraient diminué et que l'efficacité des campagnes de vaccination aurait été démontrée. Une quarantaine obligatoire pour les personnes qui arrivent au Canada ou rentrent au pays, l'application plus stricte des mesures de santé publique et la réalisation à grande échelle de tests obligatoires de dépistage rapide de COVID-19 ont été proposées comme mesures supplémentaires.

Même si les participants souhaitaient dans une certaine mesure que les Canadiens puissent recommencer à voyager à l'étranger, ils ont aussi émis des réserves. Les participants étaient préoccupés par le voyage à faire avant d'arriver à leur destination et la situation là-bas (p. ex., les taux d'infection, l'accès à des établissements de santé publique), et s'inquiétaient particulièrement des problèmes qu'ils pourraient rencontrer avant de revenir au Canada ou à leur retour. Certains jugeaient l'autorisation de voyager dans des destinations contrôlées (p. ex., un lieu de villégiature d'accès restreint où le climat est doux) comme un compromis acceptable.

Les participants étaient relativement peu nombreux à avoir entendu parler d'un programme s'adressant aux voyageurs entrant au Canada par voie terrestre ou aérienne qui était mis à l'essai par l'Alberta. Dans le cadre de ce programme, les voyageurs avaient la possibilité de subir un test de dépistage pour la COVID-19 à la frontière. Cela leur permettait de ne pas se plier à la quarantaine de 14 jours, s'ils acceptaient de se soumettre à un test dès leur arrivée ainsi que de s'isoler jusqu'à l'obtention du résultat de leur test. Si le résultat s'avérait négatif, les voyageurs étaient autorisés à quitter leur lieu de quarantaine tant qu'ils restaient en Alberta pendant les 14 premiers jours. Cette approche était vue d'un bon œil par les participants, qui ont salué la politique. Certains craignaient toutefois qu'elle repose trop sur un principe de confiance, rien ne garantissant que les voyageurs respecteraient les règles du programme, par exemple qu'ils s'isoleraient en attendant d'avoir obtenu le résultat de leur test. La remise de contraventions aux personnes qui enfreignent les règles n'était pas considérée comme une mesure d'application assez forte.

Partie II : Autres enjeux

La pêche en Nouvelle-Écosse (Nouvelle-Écosse)

Dans ce groupe, la majorité des participants étaient au courant du conflit qui oppose les pêcheurs autochtones et les pêcheurs non autochtones dans cette province. Ils avaient également l'impression que le grand public ne connaissait pas tous les faits ou le contexte historique entourant cet enjeu. Selon certains, la Gendarmerie royale du Canada (GRC) aurait dû intervenir plus rapidement, mais la

plupart des participants étaient d'avis qu'une entente négociée était souhaitable et qu'il faudrait définir plus clairement ce qu'est la « subsistance convenable » mentionnée par la Cour suprême du Canada dans l'affaire Marshall en 1999 et qui accorde aux pêcheurs autochtones le droit de chasse, de pêche et de cueillette dans ces conditions.

Tous les participants s'entendaient pour dire qu'il s'agissait d'un enjeu important sur lequel le gouvernement du Canada devrait se pencher. Bien que certains le considèrent comme une grande priorité, compte tenu de l'engagement du gouvernement fédéral à améliorer les conditions de vie et la prospérité économique des peuples autochtones, la majorité avait simplement l'impression qu'on avait négligé le problème beaucoup trop longtemps. Lorsque nous leur avons demandé ce que le gouvernement fédéral devrait faire, les participants ont fourni des réponses variées, mais ont mentionné principalement la négociation d'une entente avec les communautés autochtones et une définition claire de la « subsistance convenable ». Selon eux, il s'agit d'un premier pas vers une coopération et une cohabitation pacifique entre les pêcheurs autochtones et non autochtones. Ils ont ajouté que des précisions s'imposaient avant d'appliquer la loi, ce que certains jugeaient nécessaire pour améliorer la situation.

Questions autochtones (Autochtones de la Colombie-Britannique)

Une discussion approfondie sur les questions autochtones a eu lieu dans un groupe composé d'Autochtones de la Colombie-Britannique. Pour commencer, les participants ont mentionné plusieurs enjeux sur lesquels le gouvernement du Canada devrait se pencher, y compris les soins de santé, le renforcement des capacités des peuples autochtones et l'aide qui leur est apportée pour faciliter leur transition de la réserve à la vie en milieu urbain. En ce qui concerne les soins de santé, certains étaient préoccupés par l'accès limité aux services, les piètres conditions de santé des peuples autochtones et les pratiques discriminatoires à leur endroit dans ce secteur. Outre ces enjeux, les participants ont parlé de la discrimination systémique dans d'autres secteurs, notamment le système de justice pénale. Selon eux, il s'agit d'un problème sur lequel il importe de se pencher pour trouver des solutions.

Bien qu'ils aient attribué le mérite au gouvernement du Canada pour ses efforts visant à étendre le service Internet aux petites communautés rurales et éloignées, les participants étaient d'avis qu'on pourrait en faire davantage pour aider les enfants des Premières Nations, s'attaquer aux problèmes de toxicomanie dans la communauté, et mettre en œuvre des initiatives pour lutter contre le racisme et la discrimination qui, de l'avis de plusieurs, sont omniprésents dans notre société.

La pêche en Nouvelle-Écosse

Une forte proportion des participants étaient au courant du conflit qui oppose les pêcheurs commerciaux de homard autochtones et non autochtones en Nouvelle-Écosse. Ils ont critiqué les médias, la GRC et le gouvernement fédéral pour leur gestion dans cette affaire. Selon eux, la situation reflète l'iniquité du traitement réservé aux peuples autochtones par rapport au reste de la population. Les participants étaient également d'avis que des perceptions erronées se sont formées, dû principalement à la confusion entourant la définition de la « subsistance convenable » mentionnée dans la décision rendue par la Cour suprême du Canada dans l'affaire Marshall. Tous se sont entendus

pour dire que le gouvernement du Canada devrait se pencher sur cette question et bien d'autres, comme l'approvisionnement en eau potable sur les réserves.

Les participants avaient un niveau de connaissance modéré en ce qui concerne l'acquisition par les communautés Mi'kmaq de l'entreprise Clearwater Seafood en Nouvelle-Écosse, pour la somme d'un milliard de dollars. La majorité des participants se réjouissaient des avantages pour la communauté autochtone et croyaient que cette acquisition permettrait de renforcer les capacités, d'accroître la diversification économique et d'améliorer le développement économique de la communauté. Certains s'inquiétaient toutefois qu'elle entraîne des départs volontaires en raison des sentiments racistes que certains pourraient éprouver à l'idée de travailler pour une entreprise autochtone.

La Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones (DNUDPA)

De façon spontanée, peu de participants avaient entendu parler de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones (DNUDPA). Interrogés sur les changements auxquels ils s'attendaient si le Canada mettait en œuvre intégralement la DNUDPA, certains ont répondu que les peuples autochtones auraient un plus grand poids dans les décisions et les questions qui les concernent, même si certains doutaient de la rapidité à laquelle la DNUDPA pourrait être mise en œuvre.

Le racisme systémique

Même si certains n'étaient pas familiarisés avec l'expression « racisme systémique », les participants s'entendaient généralement pour dire que le racisme à l'endroit des peuples autochtones était omniprésent au Canada, faisant écho aux commentaires recueillis plus tôt dans la discussion. Les participants étaient d'avis que le racisme était manifeste dans de nombreux systèmes et institutions au Canada, y compris le système de protection de l'enfance, le système de soins de santé, le système judiciaire, le secteur du logement et le système de l'éducation. Lorsque nous leur avons demandé quels étaient les changements à apporter pour améliorer le traitement des peuples autochtones à l'intérieur de ces institutions et systèmes, la plupart des participants ont suggéré d'améliorer l'agilité culturelle – une meilleure compréhension de la part des institutions et des organisations des diverses communautés culturelles qu'elles desservent – en particulier dans les domaines de l'éducation et de la santé. En ce qui concerne la GRC et les corps policiers locaux, de nombreux participants avaient l'impression qu'au sein des forces de l'ordre, le racisme prenait racine dans le recrutement, les pratiques d'embauche et de formation qui ont fondamentalement un parti pris contre les peuples autochtones.

L'eau potable

De nombreux participants connaissaient l'essentiel des avis sur l'eau potable à long terme dans les réserves, et savaient que le gouvernement du Canada prenait des mesures concrètes pour résoudre le problème. Nous leur avons présenté une infographie qui résume les progrès du gouvernement fédéral en la matière (voir la section des résultats détaillés et l'annexe). Même si certains avaient l'impression qu'on avait fait de modestes progrès, de nombreux participants sont demeurés critiques, faisant valoir qu'il s'agissait d'un problème de longue date qu'on aurait dû résoudre il y a longtemps. Ils ont ajouté

que l'eau potable était essentielle à la santé de l'ensemble des communautés et qu'il était d'autant plus urgent de s'y attarder en contexte de pandémie. Plusieurs se sont interrogés à savoir pourquoi d'autres grands projets d'infrastructure (comme les microréseaux mis en place pour fournir de l'électricité à de petites communautés) pouvaient être mis en œuvre plus rapidement. Ils ont recommandé que le gouvernement du Canada accorde une plus grande priorité à la question de l'eau potable, affecte des fonds supplémentaires, s'engage à apporter les améliorations plus rapidement et mène une enquête approfondie pour déterminer comment et pourquoi la situation a pu se détériorer à ce point.

Plans en matière d'environnement (Nouvelle-Écosse, parents de grandes villes du Québec aux prises avec une deuxième vague, parents de grandes villes de l'Ontario aux prises avec une deuxième vague, Terre-Neuve-et-Labrador, étudiantes de niveau postsecondaire de Calgary, étudiants de niveau postsecondaire de la GRM)

Outre la gestion des déchets, et plus particulièrement, les programmes de recyclage et de compostage, les participants ont recensé un certain nombre de priorités environnementales, comme les changements climatiques, la réduction des émissions de gaz à effet de serre et la transition vers l'abandon des combustibles fossiles, de même que la réduction de la pollution (de manière générale). Parmi les autres domaines prioritaires figurent les transports en commun, la gestion de l'eau (p. ex. la salubrité de l'eau, les océans, la pollution des sources d'eau douce et l'accès des peuples autochtones à de l'eau potable), la réduction de l'utilisation du plastique, la préservation des forêts et des espaces verts et la protection de la faune.

Interrogés sur la mesure dans laquelle la réponse du gouvernement du Canada à ces questions était efficace, les participants ont signalé des progrès dans certains domaines (p. ex. l'interdiction des plastiques à usage unique, l'augmentation du nombre d'utilisateurs dans les transports en commun et l'imposition d'une taxe pour les entreprises en fonction de leurs émissions de carbone). De nombreux participants se sont toutefois montrés moins précis quant aux mesures prises par le gouvernement fédéral pour résoudre ces problèmes, attribuant souvent cette situation au fait que l'accent a récemment été mis sur la lutte contre la pandémie. Dans l'ensemble, les plans environnementaux du gouvernement du Canada ont été décrits comme étant modestes, bien que certains participants aient déclaré qu'ils n'avaient pas l'impression d'en savoir assez pour parler de ce sujet en connaissance de cause ou de manière équitable.

Nous avons présenté aux participants une liste contenant différentes descriptions de plans environnementaux et leur avons demandé de choisir celles qui, selon eux, résument le mieux ce sur quoi le gouvernement du Canada devrait concentrer ses efforts, notamment :

- *Un environnement sain et une économie saine*
- *Construire l'économie verte de demain*
- *Plan canadien de croissance verte*
- *Des emplois propres pour aujourd'hui et demain*
- *La voie vers une économie et un environnement plus résilients*
- *Réduire la pollution, faire croître l'économie*

- *Garantir des emplois pour l'avenir et protéger notre environnement*
- *Lutter contre le changement climatique dès maintenant*
- *Le plan d'action sur la croissance propre et le changement climatique*

Le choix de nombreux participants s'est porté sur *Un environnement sain et une économie saine*, cette description reflétant de manière adéquate, selon eux, l'équilibre vital et délicat entre la protection des emplois et celle de l'environnement, tout en évitant l'utilisation des termes « changements climatiques », jugés plus chargés de valeurs. Un soutien raisonnable a également été exprimé à l'égard des options *Réduire la pollution, faire croître l'économie, Garantir des emplois pour l'avenir et protéger notre environnement*, et *Lutter contre le changement climatique dès maintenant*, malgré les commentaires exprimés précédemment relativement à la troisième phrase, qui recommandaient d'éviter les termes « changements climatiques ». En choisissant une ou plusieurs de ces options, les participants ont à nouveau souligné l'équilibre entre les questions économiques et environnementales.

Le choix de nombreux participants était fondé sur des mots ou des phrases spécifiques qui avaient une forte résonance pour eux, malgré les diverses interprétations de certains termes :

- « vert » – beaucoup connaissaient ce terme et pensaient qu'il faisait allusion à des incitations plutôt qu'à des sanctions, mais d'autres l'ont interprété comme étant étroitement axé sur la durabilité de l'environnement naturel uniquement;
- « changements climatiques » – cette expression a été vue comme hautement polarisante – comprise par beaucoup, elle est toutefois considérée comme très chargée politiquement.

Les participants ont été attirés par des termes comme « voie » et « plan », lesquels suggèrent une feuille de route, une orientation et un processus. L'intégration du terme « sain » a également suscité des réactions favorables, les participants estimant qu'il pouvait être interprété plus largement, évoquant une attention particulière à la santé et une relation avec les personnes, l'environnement et l'économie. Le terme « résilient » a également trouvé un écho auprès de quelques participants, du fait de sa connotation associée à la diversification économique et à la capacité de l'économie à rebondir rapidement.

D'autres termes, comme « propre », ont suscité des réactions très négatives. L'expression « plan d'action sur la croissance propre et le changement climatique » a été considérée comme dépassée et non représentative du monde actuel. Plus précisément, le terme « propre » suggère *de facto* que certains emplois pourraient être perçus comme « sales », discréditant ainsi les moyens de subsistance et les efforts de ceux qui occupent ces types d'emplois, dont beaucoup sont jugés nécessaires et importants pour l'économie.

Relations canado-américaines (parents de grandes villes du Québec aux prises avec une deuxième vague, parents de grandes villes de l'Ontario aux prises avec une deuxième vague, bénéficiaires de l'AE ou de prestations de relance de la Saskatchewan, Terre-Neuve-et-Labrador, villes de taille moyenne du Québec, basses-terres continentales de la C.-B.)

À la suite des élections présidentielles américaines, qui ont eu lieu le 3 novembre 2020, de nombreux participants pensaient que les relations entre le Canada et les États-Unis allaient probablement s'améliorer, reflétant la conviction qu'une plus grande ouverture vers la recherche de solutions sur un éventail de questions allait se produire. Les descriptions des relations entretenues au cours des quatre dernières années étaient généralement négatives – des termes comme « toxique » et « intimidation » ont été fréquemment utilisés – même si les participants se sont dits fiers de la fermeté du Canada sur les questions qui revêtent de l'importance pour les Canadiens et notre économie. Nous avons constaté un plus grand optimisme quant à l'avenir et les descriptions des participants reflétaient un ton plus enthousiaste, rempli d'espoir. Beaucoup ont vu une occasion de mieux tirer parti des valeurs partagées entre les deux pays. La plupart ont indiqué que c'est dans le domaine des affaires internationales que de nombreuses améliorations pourraient être apportées.

Bien que les participants aient prévu que le ton et la nature de la relation allaient probablement s'améliorer, ils étaient également d'avis qu'un certain nombre d'irritants demeurerait dans certains secteurs d'activités et enjeux (p. ex., l'industrie laitière, les pipelines). On s'attend à ce que les échanges commerciaux occasionnent encore des frictions. Les participants ont mentionné une série d'autres questions qui pourraient donner lieu à des conflits, notamment l'approche relative à la COVID-19, que beaucoup considèrent comme la grande priorité à court terme pour les deux pays. Parmi les autres domaines dans lesquels les participants ont prédit des divergences, citons notamment la géopolitique, plus particulièrement les politiques et les relations avec Cuba, Israël et la Chine, la lutte contre la pollution par le carbone, au moyen de la tarification et de la taxation des émissions de CO₂, ainsi qu'une série de préoccupations sociales plus générales.

À plus long terme, certains ont souligné de grandes questions prioritaires, comme les changements climatiques, la défense et les relations avec la Chine. Nous avons demandé aux participants si le Canada et les États-Unis devaient collaborer à l'établissement de normes environnementales communes ou si le Canada devait aller de l'avant sans tenir compte de ce que font les États-Unis. Les participants ont fermement déclaré que les deux pays devraient se concerter sur les initiatives environnementales et l'établissement de normes. Un certain pragmatisme quant aux défis que pose la collaboration, compte tenu notamment du large éventail de normes établies par les diverses administrations, a toutefois permis de nuancer ce point de vue. Dans l'ensemble, les participants étaient favorables à une collaboration accrue en matière de réglementation, de normes et de politiques environnementales, mais ils estimaient également que le Canada ne devait pas se sentir contraint. Pour certains participants, le point essentiel était que le Canada soit disposé à bien faire les choses et qu'il exerce un leadership en matière d'environnement.

Aliénation de l'Ouest (bénéficiaires de l'AE ou de prestations de relance de la Saskatchewan)

En Saskatchewan, les participants ont dépeint négativement la relation entre le gouvernement fédéral et leur gouvernement provincial, car ils avaient l'impression que leur province était en général négligée. Invités à dire ce que le gouvernement fédéral pouvait faire afin de démontrer une meilleure compréhension des problèmes et des préoccupations des gens de la Saskatchewan, les participants ont formulé trois suggestions précises : la reconnaissance de la contribution de la province à la péréquation, une plus grande représentation à l'échelle fédérale, afin que la province puisse mieux se faire entendre et l'adoption de mesures supplémentaires pour favoriser un passage plus rapide à une économie verte.

À la question visant à savoir quels sont les enjeux propres à la Saskatchewan auxquels le gouvernement fédéral devrait consacrer plus d'attention, les participants ont donné plusieurs exemples, dont les suivants : la criminalité dans les régions rurales, les améliorations en matière de santé dans le but d'accroître l'accès et de réduire les délais pour obtenir un traitement et de façon générale, une présence plus visible du gouvernement fédéral dans la province. À cet effet, les participants souhaitaient que l'apport des secteurs clés de la province (forestier, minier, pétrolier et gazier) à l'économie canadienne soit reconnu.

Industrie pétrolière extracôtière (Terre-Neuve-et-Labrador)

À Terre-Neuve-et-Labrador, les participants ont désigné le secteur des ressources (p. ex. le pétrole et le gaz, l'exploitation minière) comme l'une des industries ou l'un des secteurs d'activités les plus importants de la province – ce secteur est considéré comme étant essentiel à la réussite économique future de la province, puisqu'il crée de nombreuses possibilités d'emploi, directement et indirectement, et qu'il contribue de manière significative au produit intérieur brut (PIB) provincial.

Assez peu de gens étaient au courant de la récente annonce selon laquelle le gouvernement du Canada allait verser 320 millions de dollars à la province de Terre-Neuve-et-Labrador pour soutenir les travailleurs de l'industrie pétrolière extracôtière, en proie à des difficultés, et aider celle-ci à réduire ses émissions de carbone. Ces fonds s'ajouteront aux 75 millions de dollars déjà engagés en avril dans le nouveau Fonds de réduction des émissions des sociétés pétrolières et gazières extracôtières. La plupart ont réagi positivement et salué l'approche qui consiste à faire transiter les fonds par le gouvernement provincial plutôt qu'à les verser directement aux sociétés pétrolières extracôtières. Les participants ont néanmoins souligné l'importance de veiller à ce que cet argent soit utilisé de manière appropriée. Selon eux, il faut donc s'assurer d'exercer une gestion efficace des ressources actuelles et promouvoir la croissance du secteur pétrolier extracôtier.

La plupart d'entre eux étaient d'avis que le gouvernement du Canada soutenait l'industrie de manière efficace. Par ailleurs, ils ont exprimé le souhait que la valeur ajoutée provenant du traitement en aval des ressources pétrolières et gazières profite aux Canadiens en tant que propriétaires des matières premières et des ressources. Selon eux, cette approche permettrait de régler le problème de l'exportation des ressources canadiennes à un faible coût et du rachat ultérieur des produits finis à un coût beaucoup plus élevé. En outre, certains participants ont estimé que les gouvernements fédéral et

provincial devraient diversifier activement l'économie provinciale, en tirant plus particulièrement parti des technologies vertes, tout en offrant un soutien continu à l'industrie pétrolière extracôtière pour faciliter la transition vers l'abandon des combustibles fossiles.

Enjeux locaux (Whitehorse)

À Whitehorse, les participants ont cerné, parfois spontanément, un certain nombre d'enjeux importants pour leur collectivité, notamment : le coût élevé de la vie dans le nord, en particulier le manque de logements abordables et les frais de services de garde, l'accès aux soins de santé et aux services de santé mentale, les pénuries de nourriture et de fournitures essentielles, la criminalité et la toxicomanie, les perspectives d'emploi et le perfectionnement des compétences de la main-d'œuvre locale, ainsi que les possibilités pour les jeunes et les jeunes adultes.

Tout en reconnaissant le mérite du gouvernement du Canada relativement aux diverses mesures de soutien financier offertes aux personnes touchées par la pandémie (p. ex., la PCU), les participants ont manifesté une certaine inquiétude quant à l'utilisation abusive de ces mesures et aux conséquences financières pour les personnes qui pourraient être ultérieurement jugées inadmissibles. Ils ont également estimé que le gouvernement fédéral avait la possibilité de s'attaquer aux déficits liés aux infrastructures clés dans les domaines de l'approvisionnement en énergie (p. ex. lorsque l'offre dépasse la demande d'électricité) et de l'accès Internet à large bande.

Interrogés sur les préoccupations environnementales dans leur collectivité, les participants ont soulevé plusieurs questions : la dépendance excessive à l'égard du mazout comme principal combustible et la nécessité de passer à des sources plus écologiques, comme l'énergie solaire et la biomasse, par exemple, ainsi que les répercussions environnementales des mines abandonnées. Par ailleurs, certaines personnes ont fait remarquer qu'il convient d'évaluer les initiatives environnementales de manière rigoureuse et de faire preuve de prudence dans la prise de décisions. Les répercussions de ces initiatives sur l'environnement, tout au long de leur cycle de vie, ainsi que les conséquences involontaires ou les effets externes doivent également être pris en compte.

La disponibilité des emplois et le contrôle des armes à feu figurent parmi les différents enjeux qui suscitent le plus d'inquiétude chez les participants. En ce qui concerne le premier point, les participants ont souligné la nécessité de mieux planifier les ressources humaines et de cibler les possibilités d'emploi pour la main-d'œuvre locale.

Pour ce qui est du contrôle des armes à feu, les préoccupations soulevées étaient axées sur les nouvelles réglementations interdisant certains types d'armes à feu, jugées trop restrictives, en particulier dans une collectivité où de nombreuses personnes dépendent de la chasse pour se nourrir. Des préoccupations ont également été formulées quant au manque de débouchés et d'infrastructures pour les jeunes et les jeunes adultes. De plus, certains participants avaient l'impression que la criminalité était en hausse à Whitehorse, un phénomène attribué, du moins en partie, au désengagement, à la démotivation et au sous-emploi des jeunes, ainsi qu'à une augmentation de la disponibilité et de la consommation de substances.

COMPLÉMENT D'INFORMATION

The Strategic Counsel

Numéro de contrat : 35035-182346/001/CY

Date d'octroi du contrat : le 18 décembre 2020

Valeur du contrat : 1 618 838,00 \$

Résultats détaillés – Partie I : COVID-19

Chronologie des annonces en novembre

Afin de situer les groupes de discussion dans le contexte des événements clés ayant eu lieu durant la pandémie de COVID-19, voici un bref rappel de la situation au Canada, de la fin octobre à la fin novembre.

- Fin octobre
 - Au 31 octobre, on dénombre 235 444 cas de COVID-19 et 10 136 décès au Canada.
 - Les taux d'infection à la COVID-19 continuent d'augmenter dans la plupart des régions du pays (sauf celle de l'Atlantique).
 - Les provinces du centre et de l'Ouest du pays rétablissent plusieurs mesures de contrôle.
 - Un décret prolonge jusqu'au 21 décembre l'interdiction d'entrée au Canada en provenance des États-Unis.
- Du 1er au 7 novembre
 - Le 3 novembre : Par l'intermédiaire du Comité consultatif national de l'immunisation, l'Agence de la santé publique du Canada publie des orientations préliminaires sur les populations à vacciner en priorité contre la COVID-19.
 - [Groupe de discussion de la population générale de la Nouvelle-Écosse \(3 novembre\)](#).

- Le 5 novembre : Santé Canada, l'Agence des services frontaliers du Canada et la Gendarmerie royale du Canada annoncent les résultats du projet Purify, visant à stopper l'importation de produits non autorisés ou contrefaits pendant la pandémie de COVID-19.
- Groupe de discussion des parents d'enfants d'âge scolaire habitant de grandes villes du Québec aux prises avec une deuxième vague de COVID-19 (5 novembre).
- Le 6 novembre : Le Nunavut confirme son premier cas de COVID-19.
- Du 8 au 14 novembre
 - Le 9 novembre : Le premier ministre et la médecin hygiéniste en chef de la Colombie-Britannique préviennent que de nouvelles restrictions sanitaires pourraient être imposées. Le gouvernement fédéral annonce un financement supplémentaire de 750 millions de dollars pour offrir aux Canadiens un accès à Internet haute vitesse, et ainsi faire croître les entreprises et créer des emplois.
 - Groupe de discussion des parents d'enfants d'âge scolaire habitant de grandes villes de l'Ontario aux prises avec une deuxième vague de COVID-19 (9 novembre).
 - Le 10 novembre : Le premier ministre appelle au maintien de la vigilance, notamment en ces termes : « J'ose espérer qu'aucun dirigeant de ce pays ne relâche sa vigilance en matière de santé publique parce qu'il sent qu'il doit garder les entreprises ouvertes ou éviter de ralentir l'économie ».
 - Groupe de discussion des bénéficiaires de l'assurance-emploi ou de prestations de relance de la Saskatchewan (10 novembre). Groupe de discussion de la population générale de Terre-Neuve (12 novembre).
- Du 15 au 21 novembre
 - Le 16 novembre : Le Nunavut impose une période de restrictions de deux semaines. Moderna annonce que son vaccin a un taux d'efficacité de 94,5 %.
 - Groupes de discussion des étudiantes de niveau postsecondaire de Calgary (16 novembre) et des étudiants de niveau postsecondaire de la GRM (17 novembre).
 - Le 19 novembre : La Colombie-Britannique suspend les rassemblements sociaux et les événements.
 - Groupe de discussion des Autochtones de la Colombie-Britannique (19 novembre).
- Du 22 au 30 novembre
 - Le 23 novembre : L'Alberta dépasse l'Ontario pour ce qui est du plus grand nombre de cas actifs confirmés de COVID-19. Toronto et la région de Peel sont reconfinées pour 28 jours au minimum.
 - Groupe de discussion de la population générale de villes de taille moyenne du Québec (23 novembre). Groupe de discussion de la population générale des basses-terres continentales de la Colombie-Britannique (25 novembre).
 - Le 26 novembre : L'application canadienne d'avis d'exposition à la COVID-19 est maintenant disponible dans les Territoires du Nord-Ouest.
 - Groupe de discussion des bénéficiaires de l'assurance-emploi ou de prestations de relance de la RGT et du sud-ouest de l'Ontario (26 novembre).
 - Le 29 novembre : Le ministre de la Sécurité publique et la ministre de la Santé du Canada prolongent l'interdiction d'entrer au Canada à des fins non essentielles en provenance de destinations internationales.

- Groupe de discussion de la population générale de Whitehorse (30 novembre).
- Au 30 novembre, le Canada comptabilise 299 972 cas de COVID-19 et 12 130 décès attribuables au virus.

Le gouvernement du Canada dans l'actualité (Nouvelle-Écosse, bénéficiaires de l'AE ou de prestations de relance de la Saskatchewan, étudiants de niveau postsecondaire de la GRM, Autochtones de la C.-B., villes de taille moyenne du Québec, basses-terres continentales de la C.-B., bénéficiaires de l'AE ou de prestations de relance de la RGT et du sud-ouest de l'Ontario, Whitehorse)

La COVID-19 dans l'actualité

Tout au long du mois de novembre, les questions entourant la COVID-19 étaient très présentes à l'esprit des participants lorsque nous leur avons demandé ce qu'ils avaient vu, lu ou entendu récemment au sujet du gouvernement du Canada. La situation des vaccins, la hausse des taux d'infection un peu partout au pays, les confinements dans l'Ouest du Canada et l'application Alerte COVID les intéressaient tout particulièrement. La fréquence de mention des vaccins s'est intensifiée dans la seconde moitié du mois. Les conversations ont alors porté sur leur date de disponibilité et sur la dépendance du Canada à l'égard des vaccins produits à l'étranger.

La réponse du gouvernement Canada à la COVID-19 (bénéficiaires de l'AE ou de prestations de relance de la Saskatchewan, étudiants de niveau postsecondaire de la GRM, Autochtones de la C.-B., villes de taille moyenne du Québec, basses-terres continentales de la C.-B., bénéficiaires de l'AE ou de prestations de relance de la RGT et du sud-ouest de l'Ontario, Whitehorse)

Nous avons demandé aux participants du cycle de novembre ce qu'ils avaient entendu dire au sujet des mesures prises par le gouvernement du Canada en lien avec la pandémie de COVID-19. Leurs commentaires ont surtout porté sur le vaccin. Les participants se rappelaient d'ententes passées entre le gouvernement fédéral et diverses sociétés pharmaceutiques travaillant à la mise au point d'un vaccin. Cette démarche, ont-ils précisé, visait à procurer aux Canadiens un vaccin efficace. Il était entendu que certains vaccins seraient approuvés plus rapidement que d'autres, puisque le développement et les essais cliniques n'en étaient pas tous aux mêmes stades.

En ce qui concerne le calendrier d'administration d'un vaccin à l'échelle canadienne, les participants ont émis des estimations variées. La plupart croyaient cependant qu'une grande majorité de la population serait vaccinée d'ici la fin de 2021. L'un des groupes a eu une discussion plus poussée sur les délais auxquels il fallait s'attendre pour la livraison et le déploiement d'un vaccin. Les faits saillants de cette discussion figurent à la section intitulée Vaccin contre la COVID-19.

Outre ce qu'ils avaient entendu sur les progrès accomplis dans le dossier des vaccins, les participants ont dit avoir reçu des communications régulières de la part du gouvernement du Canada sur les mesures de protection liées à la COVID-19, telles que l'éloignement physique et le port du masque. Sur ce front, quelques-uns ont applaudi le fait que le gouvernement recoure à la modélisation et continue de se fier aux scientifiques et aux professionnels de la santé pour orienter sa réponse à la pandémie. Certains s'inquiétaient néanmoins de la pression que la récente hausse des cas faisait peser sur les hôpitaux.

Au chapitre des aides financières destinées aux personnes touchées par la COVID-19, de nombreux participants avaient entendu parler du passage de la Prestation canadienne d'urgence (PCU) à l'assurance-emploi et à la série de prestations de relance. Les bénéficiaires de la RGT et du sud-ouest de l'Ontario étaient davantage au courant de la transition. Quelques autres ont mentionné la prolongation de la subvention salariale jusqu'en juin 2021 et la simplification du programme de subvention pour le loyer.

Impressions relatives à la réponse du gouvernement du Canada à la pandémie de COVID-19 (villes de taille moyenne du Québec, basses-terres continentales de la C.-B., bénéficiaires de l'AE ou de prestations de relance de la RGT et du sud-ouest de l'Ontario, Whitehorse)

Les participants des groupes susmentionnés, tenus dans la deuxième quinzaine de novembre, ont été explicitement invités à évaluer la réponse du gouvernement du Canada à la pandémie de COVID-19. Dans l'ensemble, leurs commentaires ont été neutres ou positifs. Les participants ont reconnu au gouvernement fédéral plusieurs mérites :

- Son intervention initiale rapide;
- L'aide financière offerte aux Canadiens qui en ont besoin – de nombreux participants étaient témoins des bienfaits de cette aide personnellement ou pour des amis et des membres de leur famille;
- Le bon travail effectué pour soutenir les petites entreprises tout au long de la pandémie.

Beaucoup trouvaient que la réponse du Canada se comparait favorablement à celle des États-Unis, encore que certains aient cité d'autres pays qui leur paraissaient mieux composer avec la COVID-19. Les participants qui avaient des opinions plutôt neutres considéraient généralement que le gouvernement fédéral n'était pas aussi actif qu'aux premiers jours de la pandémie.

D'autres mesures gouvernementales étaient envisageables, d'après les participants :

- Diffuser des messages plus forts sur les mesures de protection comme la distanciation physique et assurer une meilleure cohérence des communications relatives au port du masque;

- Faire preuve d'une transparence accrue dans les communications visant à informer les Canadiens sur le vaccin contre la COVID-19;
- Examiner de près les segments de population les plus touchés par la pandémie, de façon à mieux répondre à leurs besoins;
- Resserrer les contrôles frontaliers, et notamment réévaluer si les aéroports doivent rester ouverts dans des régions qui affichent des taux de positivité élevés;
- Mener une évaluation détaillée de la PCU, pour vérifier si elle a été versée à des Canadiens qui n'y avaient pas droit (ce que certains participants soupçonnaient) ou pour prendre la mesure des abus du programme.

Dans le groupe des bénéficiaires de l'assurance-emploi ou des prestations de relance de l'Ontario, les participants se sont dits frustrés des problèmes rencontrés en passant de la PCU à l'assurance-emploi. Il régnait une confusion générale au sujet de la transition, attribuable selon eux à un manque d'information et à des messages contradictoires. De plus, certains s'étaient heurtés à des difficultés techniques, par exemple des codes d'erreur, en remplissant les formulaires de demande ou avaient dû patienter pendant des heures pour joindre le personnel de soutien. Ils ont fait remarquer que ce genre de problèmes avait laissé des Canadiens dans une situation précaire. Les bénéficiaires estimaient que le gouvernement fédéral aurait dû prévoir des ressources adéquates pour faciliter le processus.

Autres actualités et enjeux du gouvernement fédéral

COVID-19 mise à part, les participants ont fait allusion à d'autres sujets d'actualité saillants concernant le gouvernement du Canada (présentés par ordre de fréquence des mentions) :

- Le litige sur la pêche au homard des Mi'kmaq en Nouvelle-Écosse;
- L'accord de contribution conclu avec l'organisme WE Charity;
- L'interdiction de plus de 1 500 modèles d'armes à feu de style arme d'assaut au Canada;
- Les relations canado-américaines, en particulier les résultats de l'élection présidentielle et les conjectures sur les rapports entre les deux pays;
- Le déficit du budget fédéral.

Réponse du gouvernement du Canada aux changements climatiques (Autochtones de la C.-B., villes de taille moyenne du Québec, basses-terres continentales de la C.-B., bénéficiaires de l'AE ou de prestations de relance de la RGT et du sud-ouest de l'Ontario, Whitehorse)

Dans plusieurs groupes tenus vers la fin du mois de novembre, nous avons demandé aux participants s'ils se rappelaient avoir entendu parler du plan du gouvernement du Canada pour lutter contre les changements climatiques. Le sujet était peu connu dans l'ensemble. Quelques personnes ont mentionné l'interdiction des plastiques à usage unique ou la vente de véhicules électriques, mais sans pouvoir donner de précisions.

Objectif zéro émission nette (Autochtones de la C.-B., villes de taille moyenne du Québec, basses-terres continentales de la C.-B.)

Nous avons cherché à savoir dans quelle mesure les participants de ces groupes étaient au courant du plan du Canada pour atteindre l'objectif zéro émission nette d'ici 2050. Bien que certains en connaissaient les grandes lignes, relayées par les manchettes, leur compréhension des détails était limitée.

Pour plus de clarté, nous leur avons fourni la description suivante du plan :

La semaine dernière, le ministre de l'Environnement et du Changement climatique a déposé un nouveau projet de loi (projet de loi C-12) avec une obligation légale contraignant le gouvernement fédéral d'atteindre l'objectif de zéro émission nette de carbone d'ici 2050. Si le projet de loi est adopté, il obligerait le gouvernement fédéral à fixer des objectifs quinquennaux intermédiaires de réduction des émissions au cours des 30 prochaines années pour assurer que du progrès soit réalisé. Atteindre zéro émission nette d'ici 2050 signifierait que les émissions produites dans 30 ans seraient entièrement absorbées par des gestes qui éliminent le carbone de l'atmosphère, comme la plantation d'arbres.

La plupart ont réagi avec enthousiasme à l'objectif zéro émission nette, ajoutant que c'était un plan formidable et prometteur. Ils étaient satisfaits de voir le gouvernement agir dans ce dossier qui, selon eux, tenait à cœur à beaucoup de gens. Ils ont insisté sur l'importance des jalons quinquennaux, qui venaient s'ajouter au plan général à long terme.

Les rares participants qui y étaient moins favorables avaient du mal à se représenter les détails pratiques du plan et les moyens de l'accomplir d'ici 30 ans. Certains le jugeaient trop ambitieux, alors que d'autres croyaient qu'il faudrait mettre l'accent sur la reddition de comptes pour que les cibles soient atteintes.

Invités à dire ce qu'ils pensaient de l'annonce de ce projet dans le contexte de la COVID-19, beaucoup ont répondu qu'il s'agissait d'une initiative importante, dont la mise en œuvre ne devrait pas être reportée à cause de la pandémie. Se remémorant la faible notoriété du plan, les participants ont indiqué que les nouvelles traitant de la COVID-19 avaient peut-être éclipsé les communications à son sujet. Certains ont aussi noté les progrès environnementaux déjà réalisés en lien avec la pandémie, grâce aux déplacements routiers et aériens moins fréquents.

La plupart des participants étaient d'avis que cette initiative profiterait à l'économie canadienne aussi bien à court terme qu'à long terme. Ils croyaient qu'elle remédierait au problème plus vaste des changements climatiques, tout en créant des emplois et en revigorisant l'économie.

S'ils étaient généralement optimistes quant aux conséquences financières de ce projet de loi, les participants ont tout de même formulé quelques mises en garde. Ils souhaitaient avoir l'assurance que ce plan ne paralyserait pas davantage les entreprises canadiennes, dont beaucoup étaient déjà privées de revenus importants. Certains s'interrogeaient aussi sur le niveau d'investissement fédéral nécessaire pour assurer la réussite du plan. Le niveau du déficit et de la dette globale, sensiblement accru par la COVID-19, en inquiétait plusieurs.

Opinions sur les efforts du gouvernement du Canada en matière d'environnement (villes de taille moyenne du Québec, basses-terres continentales de la C.-B., bénéficiaires de l'AE ou de prestations de relance de la RGT et du sud-ouest de l'Ontario, Whitehorse)

La question de savoir si les efforts du gouvernement du Canada pour protéger l'environnement étaient insuffisants, adéquats ou excessifs a donné lieu à des opinions divergentes. En règle générale, les participants soutenaient les mesures du gouvernement fédéral sur ce plan, mais beaucoup trouvaient qu'il pourrait faire plus.

Lorsque nous leur avons demandé d'expliquer ce point de vue, ils ont fourni plusieurs éléments de réponse : selon eux, le gouvernement n'agissait pas assez rapidement en la matière, communiquait mal les initiatives qu'il mettait en œuvre et avait failli à des promesses environnementales antérieures.

Certains participants étaient tiraillés, car il leur semblait que le gouvernement fédéral continuait de financer des activités qui vont à l'encontre de la protection de l'environnement (p. ex., les investissements consacrés aux pipelines et à l'industrie pétrolière). Ils recommandaient plutôt d'axer les efforts sur la diminution des exportations de combustibles fossiles et sur la transition vers des sources d'énergie de remplacement, par exemple en électrifiant le transport en commun à l'échelle du pays.

D'autres considéraient que, tout bien pesé, les efforts fédéraux en matière d'environnement étaient suffisants. Le Canada faisait preuve de leadership sur la scène internationale, selon eux, et œuvrait beaucoup plus en faveur de l'environnement que d'autres pays. De l'avis général, la responsabilité en ce domaine n'incombait pas uniquement au gouvernement fédéral; les particuliers et les ménages canadiens avaient un rôle essentiel à jouer dans l'atteinte des objectifs environnementaux. Personne ne croyait que le gouvernement en faisait trop.

Gestion de la pandémie par le gouvernement du Canada (Nouvelle-Écosse)

Pour le cycle de novembre, la question de savoir si le gouvernement du Canada avait bien composé avec la pandémie a été abordée dans un groupe, en prolongement des discussions menées dans plusieurs groupes durant la dernière semaine d'octobre. Nous avons demandé à ces participants ce qu'ils pensaient de la performance du gouvernement globalement ainsi que sur les plans de la gestion sanitaire, de l'information transmise aux Canadiens et des soutiens financiers offerts.

Dans l'ensemble, les participants estimaient que le gouvernement du Canada avait bien réagi à la pandémie. Ils ont cité en guise d'exemples les programmes d'aide financière comme la PCU, qui leur semblaient avoir été mis sur pied rapidement et avoir aidé beaucoup de gens, ainsi que les communications relatives aux activités du gouvernement fédéral et à l'état de la pandémie. Certains fondaient leur évaluation sur ce qu'ils savaient de la riposte donnée dans d'autres pays. Selon eux, le Canada s'était mieux débrouillé que la plupart, notamment pour ce qui est d'aider la population. Le caractère inédit de la situation et la nécessité de réagir sur-le-champ ont été maintes fois soulignés.

Dans les circonstances, la réponse du gouvernement fédéral semblait raisonnable. Quelques participants ont tout de même reconnu, avec le recul, que certains aspects auraient pu être mieux gérés. Ils pensaient qu'une analyse fouillée en mettrait d'autres en lumière dans les mois et les années à venir, mais ont expressément mentionné ceux qui suivent :

- Un manque apparent de direction à l'échelon national qui semblait laisser des décisions clés aux provinces, donnant lieu à une approche de gestion de crise fragmentée;
- Les problèmes d'admissibilité à la PCU, plus précisément le fait que certains groupes ne remplissaient pas les critères et se sont retrouvés sans soutien financier les premiers mois;
- La confusion entourant les mesures de confinement, en particulier les raisons pour lesquelles certaines entreprises avaient dû fermer alors que d'autres pouvaient poursuivre leurs activités.

Lorsque nous avons invité les participants à évaluer la performance du gouvernement du Canada pour ce qui est de protéger la santé des Canadiens durant la pandémie, leurs commentaires ont été neutres, plutôt que franchement positifs ou négatifs. Aux yeux de certains, la santé était affaire de responsabilité individuelle et, par conséquent, le seul moyen pour le gouvernement fédéral d'avoir une quelconque influence sur ce plan était de publier des directives. D'autres ont évoqué le fort impact de la COVID-19 sur les populations « à risque » en faisant remarquer que le gouvernement aurait pu mieux les protéger. Dans la plupart des cas, aucune amélioration ou détérioration notable n'avait été observée depuis le début de la pandémie dans la gestion des effets sanitaires par le gouvernement fédéral et tout le monde s'entendait pour dire que son approche était restée assez cohérente. Certains s'inquiétaient toutefois qu'on semble vouloir donner la priorité à l'économie devant la santé publique. Selon eux, l'évaluation de la performance du gouvernement fédéral pour ce qui est de protéger les Canadiens contre la COVID-19 dépendait fortement de l'importance que chacun accorde à l'économie et à la santé. De plus, comme le voulait une opinion assez répandue, cette évaluation était compliquée par les mesures à géométrie variable adoptées dans les provinces et les territoires, encore que la situation en Nouvelle-Écosse ait été jugée satisfaisante par la plupart des participants. Dans l'ensemble, peu de suggestions ont été formulées pour améliorer la prestation du gouvernement du Canada en ce domaine.

De l'avis de la majorité, le gouvernement fédéral s'acquittait relativement bien de la tâche de renseigner les Canadiens sur les moyens de prévenir la propagation du virus. La grande visibilité donnée aux experts en santé publique durant les séances d'information régulières a tout spécialement été saluée. Comme nous l'avons vu, les participants estimaient que le gouvernement avait maintenu une certaine cohérence dans ses activités de communication, et ils n'avaient pas remarqué de changement – positif ou négatif – depuis le début de la pandémie. Alors que beaucoup trouvaient suffisantes les informations fournies sur l'évolution de la pandémie et les mesures de protection, certains ont fait état d'une surcharge informationnelle qui avait pour effet de rendre la conscience publique un peu plus hermétique à cet enjeu. D'autres avaient l'impression qu'avec le temps, l'information communiquée allait diminuant. Ils attribuaient cette perception en partie à la saturation du public et à l'évolution des priorités à mesure que les gens apprenaient à vivre avec la pandémie. Quelques-uns ont indiqué qu'il était toujours assez facile, pour les plus proactifs, de trouver réponse à leurs questions. Tous s'entendaient pour dire qu'il y avait assez d'information sur la pandémie dans le domaine public. Quelques suggestions d'amélioration ont été mises de l'avant :

- Définir et gérer les attentes du public – Selon certains, il serait utile de donner aux Canadiens une idée des prévisions et des scénarios possibles pour les semaines et les mois à venir, afin qu'ils sachent à quoi s'attendre;
- Dresser un plan – Les participants souhaitaient pouvoir consulter un plan d'action qui présenterait le calendrier de développement et de livraison d'un vaccin, les objectifs à atteindre dans l'intervalle, et les objectifs à atteindre une fois le vaccin disponible (p. ex., les délais de distribution, l'horizon de réouverture envisagé, les comportements attendus des citoyens durant cette période).

En dernier lieu, le groupe devait réfléchir à la performance du gouvernement du Canada sous l'angle de l'aide financière versée aux personnes touchées par la pandémie de COVID-19. Les participants sont revenus sur le fait que la PCU avait peut-être laissé de côté certains groupes. De l'avis de la plupart, le gouvernement fédéral ne faisait ni mieux, ni moins bien sur ce plan qu'au début de la pandémie, mais quelques-uns s'estimaient trop peu informés pour donner un avis éclairé. D'autres, qui avaient plutôt l'impression d'une baisse de performance, ont remis en question la justesse de l'équilibre instauré entre l'accessibilité des aides financières et le risque que les gens abusent des programmes. Certains participants ont également indiqué que leurs finances s'étaient détériorées avec le passage à l'assurance-emploi et qu'il aurait fallu prolonger la PCU. Enfin, certains craignaient qu'étant donné les sommes déjà englouties dans les programmes de soutien, le gouvernement fédéral n'ait pas les moyens d'agir si une deuxième vague causait de nouveaux déboires économiques. Au chapitre des suggestions d'améliorations, les participants ont surtout recommandé d'offrir d'autres types de programmes et de services aux personnes en difficulté, au lieu d'un soutien financier uniquement. Ils ont mentionné l'accès à des logements abordables, à des garderies abordables et à d'autres services susceptibles d'aider les gens à s'aider eux-mêmes plutôt que de trop compter sur les soutiens directs au revenu.

Changements de comportement

(Nouvelle-Écosse, parents de grandes villes du Québec aux prises avec une deuxième vague, parents de grandes villes de l'Ontario aux prises avec une deuxième vague, étudiantes de niveau postsecondaire de Calgary, étudiants de niveau postsecondaire de la GRM, Autochtones de la C.-B., villes de taille moyenne du Québec, basses-terres continentales de la C.-B., bénéficiaires de l'AE ou de prestations de relance de la RGT et du sud-ouest de l'Ontario, Whitehorse)

Dans neuf des douze groupes tenus au cours du mois de novembre, nous avons invité les participants à décrire l'incidence de la COVID-19 sur leur vie, en particulier la façon dont ils s'adaptaient à l'évolution de la pandémie ainsi que leurs attentes en ce début de saison grippale et à l'approche des Fêtes.

Les comportements des participants variaient, et la mesure dans laquelle ils les avaient modifiés dépendait étroitement du bilan des cas et des taux d'infection dans leur localité ou leur région. Les participants de la Nouvelle-Écosse et des petites villes de la Colombie-Britannique ont souvent affirmé que peu de choses avaient changé pour eux. C'était également le cas des étudiantes et des étudiants de niveau postsecondaire, en particulier ceux de la GRM.

Parmi ceux qui avaient peu modifié leurs comportements, certains l'attribuaient au fait d'avoir retrouvé leur zone de confort au fil de la pandémie. Tout en continuant de prendre des précautions, ils se sentaient plus sereins face à la situation. Quelques-uns avaient confiance que plusieurs amis et membres de leur famille élargie avaient aussi des comportements responsables et qu'ils pouvaient donc les inclure dans leur cercle sans trop d'inquiétudes. D'autres ont indiqué qu'ils s'en tenaient volontairement à un confinement strict. Ils restaient chez eux et s'abstenaient de voir famille et amis, comme ils l'avaient fait tout au long de la pandémie. Certains de ces participants ont dit qu'ils ne voulaient surtout pas contribuer par inadvertance à la transmission du virus au sein de leur famille ou dans la communauté. C'est pourquoi ils demeuraient réticents à accepter les invitations de nature sociale ou à recevoir les gens chez eux, même dans les régions où les petits rassemblements étaient autorisés.

La discussion a suscité chez les participants de la Nouvelle-Écosse un débat parallèle sur l'efficacité de la bulle atlantique. Nombre d'entre eux s'accommodaient bien de cette formule, mais certains croyaient qu'une autre vague de propagation du virus était inévitable et qu'elle entraînerait sans doute de nouvelles restrictions dans la communauté. D'autres trouvaient futile d'imposer des restrictions sévères dans la région de l'Atlantique, vu la hausse inéluctable des cas de COVID-19 et la relative facilité avec laquelle les Canadiens se déplacent d'une région à l'autre sans faire de quarantaine. Plusieurs participants ont ajouté que même s'ils trouvaient difficile de ne pas pouvoir rendre visite à leur famille et à leurs amis, surtout lors d'événements marquants comme un mariage ou une naissance, ils appuyaient tout de même le maintien des restrictions liées aux déplacements internationaux. Les participants de ce groupe avaient tendance à se montrer plus inquiets à l'égard des déplacements entre le Québec et les provinces de l'Atlantique. Plusieurs ont fait remarquer que la restriction de la circulation interprovinciale et l'obligation de quarantaine avaient puissamment contribué à ce que la région maintienne un taux d'infection et de transmission communautaire faible.

En comparaison, les participants habitant dans des zones désignées à haut risque – où le nombre de cas de COVID-19 était élevé et les taux de transmission allaient croissant (principalement les grandes villes de l'Ontario et du Québec, mais aussi de la Colombie-Britannique) – ont signalé qu'ils se montraient plus vigilants. Il en allait de même pour les participants qui s'occupaient d'un membre de la famille plus âgé ou immunodéprimé. Plusieurs avaient renoué avec les mesures sanitaires qu'ils suivaient scrupuleusement au début de la pandémie. D'autres ont dit que leur vie avait radicalement changé, citant l'éventail des précautions qu'ils appliquaient, notamment celles-ci :

- Sortir moins souvent, rester davantage à la maison
- Éviter les lieux trop fréquentés (centres sportifs, centres commerciaux)
- Commander des produits en ligne
- Opter pour la collecte à l'auto
- Utiliser le paiement sans contact, dans la mesure du possible
- Décontaminer l'épicerie en rentrant à la maison
- Faire livrer les repas plutôt qu'aller au restaurant
- Se laver régulièrement les mains
- Porter un masque et des gants
- Respecter l'éloignement physique et éviter de voir des gens qui ne font pas partie du ménage
- Ne pas toucher ou étreindre des amis ou des membres de la famille élargie
- Se changer et laver ses vêtements en rentrant chez soi
- Repenser le programme des Fêtes de manière à réduire le plus possible, sinon éliminer, les rassemblements familiaux

Quelques participants autochtones ont mentionné que leur communauté s'était organisée pour venir en aide aux résidents qui en avaient besoin (p. ex., ces derniers pouvaient mettre une affiche à la fenêtre pour recevoir de l'assistance ou se faire livrer des provisions).

Plusieurs parents ont dit que la gestion du travail, de l'école et de la garderie accaparait l'essentiel de leur temps. La situation leur avait paru plus simple pendant l'été, quand ils pouvaient sortir davantage avec les enfants, et ils s'attendaient à ce que les choses se corsent maintenant que la météo changeait. Certains réfléchissaient déjà aux activités extérieures qu'ils pourraient organiser dans le jardin ou non loin de chez eux, pour que leur famille ait du plaisir et reste active pendant les mois d'hiver. De l'avis général, l'hiver serait ardu; les parents s'inquiétaient des effets de l'isolement et du manque d'interactions sociales sur la santé mentale de leurs enfants. Plusieurs parents dont les enfants allaient à l'école en ligne ont mentionné leur temps d'écran excessif. Ils croyaient important de surveiller la routine des enfants, pour veiller à ce qu'ils aient des activités physiques extérieures. Ceux qui résidaient dans des zones à risque hésitaient à emmener leurs enfants au parc et étaient désormais moins enclins à les laisser jouer avec un petit groupe d'amis dehors.

Nombre d'étudiants de niveau postsecondaire, en particulier ceux qui avaient conservé un emploi à temps partiel, avaient peu de changements de comportement à signaler. Ils continuaient d'aller au travail et parfois de fréquenter des amis, jugeant ces interactions sociales nécessaires à leur santé mentale. Certains ont expliqué que les ajustements les plus importants avaient été faits au début de la pandémie, et qu'ils se contentaient maintenant de suivre leurs nouvelles habitudes. Quelques étudiants se sont tout de même dits portés à prendre plus de précautions, vu l'évolution à la hausse du nombre de cas : certains avaient peur de mettre en danger des membres de leur famille et avaient donc réduit leurs activités sociales ou renoncé à rentrer chez eux pendant les vacances.

Attentes relatives à la saison grippale et à la période des Fêtes (étudiantes de niveau postsecondaire de Calgary, étudiants de niveau postsecondaire de la GRM, Autochtones de la C.-B., villes de taille moyenne du Québec, basses-terres continentales de la C.-B., bénéficiaires de l'AE ou de prestations de relance de la RGT et du sud-ouest de l'Ontario, Whitehorse)

Nombre de participants ont évoqué la difficile adaptation à la vie en temps de pandémie, plus particulièrement avec l'arrivée du temps froid. Certains ne trouvaient guère réjouissante l'idée d'endurer de longues files d'attente à l'extérieur en portant un masque et de lourds vêtements d'hiver.

Ils ont mentionné l'attention accrue qu'ils portaient à l'hygiène, notamment le fait qu'ils gardaient du désinfectant pour les mains à proximité et l'utilisaient plus souvent. D'autres s'attendaient à être confinés chez eux tout l'hiver à cause de la pandémie et commençaient à s'équiper pour pouvoir faire de l'exercice à domicile au lieu d'aller dans un centre sportif.

Tout compte fait, la saison grippale inquiétait un nombre assez restreint de participants; la plupart estimaient que la distanciation physique, le lavage des mains fréquent et le port du masque miniseraient vraisemblablement les cas de grippe. D'autres avaient entendu dire que les cas étaient en baisse par rapport aux années précédentes, et en déduisaient que la prudence éveillée par la COVID-19 avait eu des effets salutaires sur ce plan. Beaucoup ont dit s'être fait vacciner contre la grippe, surtout dans le but de limiter les risques de transmission à d'autres membres de la famille ou parce qu'ils craignaient que la grippe réduise leur immunité contre la COVID-19.

Lorsque nous avons interrogé les participants sur leurs attentes pour les prochains mois, leurs commentaires ont révélé des sentiments d'incertitude et une résignation à ce que rien ne change tant qu'un vaccin ne serait pas disponible. La question de savoir si le vaccin serait obligatoire ou non a aussi été soulevée, avec certaines inquiétudes à l'idée qu'une preuve de vaccination soit exigée pour entrer dans les lieux publics (p. ex., centres commerciaux, magasins, etc.).

À vrai dire, bon nombre de participants dressaient un portrait plutôt morose de l'avenir. Ils s'attendaient à ce que la reprise des voyages et des activités transfrontalières entraîne une hausse de la transmission communautaire au cours des prochains mois, suivie d'un durcissement des restrictions. Même si certains étaient déçus à cette idée, ils comprenaient que les gouvernements doivent réagir rapidement face à une montée des taux d'infection.

Les étudiants ont été nombreux à dire qu'ils n'iraient pas dans leur famille pendant la période des Fêtes. C'était plus particulièrement le cas de ceux du Québec, qui ne voulaient pas envisager pour l'instant d'avoir à faire deux semaines de quarantaine. Ceux qui avaient prévu un retour à la maison ont indiqué qu'ils s'en tiendraient à de petites réunions familiales et, dans certains cas, qu'ils feraient une croix sur les célébrations du Nouvel An entre amis. La plupart des participants croyaient que la taille des rassemblements pendant les vacances ferait l'objet de restrictions supplémentaires. Beaucoup jugeaient ces mesures nécessaires, mais d'autres déploraient le caractère contradictoire des messages (p. ex. les voyages par avion à l'étranger étaient autorisés alors que rendre visite à sa famille dans la même ville ou le même pays était soumis à des restrictions) et s'attendaient à ce qu'un grand nombre de gens fassent fi des directives. Ces participants croyaient qu'il serait difficile de séparer les familles, et que la lassitude générale à l'égard de la pandémie, conjuguée à une plus forte consommation

d'alcool pendant cette période, entraînerait un certain laxisme dans les comportements, notamment pour ce qui est de respecter l'éloignement physique. Ils pensaient qu'une flambée de cas de COVID-19 se produirait après les Fêtes. Selon plusieurs participants, les difficultés de santé mentale associées à cette période et jusqu'au Nouvel An risquaient de s'accroître si des personnes déjà atteintes de dépression étaient privées de contacts avec les membres de leur famille et leurs amis.

Décision des parents d'envoyer les enfants à l'école (parents de grandes villes du Québec, parents de grandes villes de l'Ontario)

Beaucoup de parents tâchaient de s'adapter à la routine scolaire, parfois perturbée par les fermetures et les réouvertures d'écoles et l'obligation de garder à la maison les enfants qui présentent des symptômes du virus.

Dans la majorité des cas, les parents avaient choisi d'envoyer leurs enfants à l'école. Les élèves du secondaire suivaient généralement un horaire en alternance, à raison de quelques journées en présentiel, suivies de quelques journées d'apprentissage en ligne à la maison. Pour les participants ayant de jeunes enfants, plusieurs facteurs avaient milité en faveur du retour en classe :

- La santé mentale – Les parents craignaient que leurs enfants se replient sur eux-mêmes ou pâtissent des périodes d'isolement prolongées et du manque d'interactions sociales avec leurs camarades;
- Les troubles ou les difficultés d'apprentissage – Plusieurs parents pensaient que l'environnement d'apprentissage en ligne ne réussirait pas à leur enfant, en raison de ses troubles d'apprentissage, et que l'expérience en classe avait des chances de donner de meilleurs résultats;
- La qualité douteuse de l'apprentissage en ligne – Certains ont évoqué les difficultés vécues par leurs enfants au début de la pandémie, lors du passage à l'apprentissage à distance. Les parents qui n'avaient pas été impressionnés par le calibre des modules d'apprentissage en ligne préféraient que leurs enfants retournent à l'école;
- La fatigue parentale et la gestion des obligations professionnelles – Plusieurs parents ont mentionné le stress de la cohabitation à temps plein conjuguée au télétravail. Ils ont parlé de la fatigue accumulée des parents et de la difficulté de gérer le déroulement des tâches au sein du ménage, surtout lorsqu'il fallait activement aider les jeunes enfants à faire leurs devoirs et leurs exercices en ligne.

D'après les commentaires des parents, il semble que les bienfaits sur le plan de l'éducation et de la santé mentale associés à l'interaction avec les enseignants et les pairs l'emportaient généralement sur les risques perçus. Certains parents avaient décidé de se tourner vers le système d'enseignement privé, car selon eux, la taille réduite des cohortes facilitait le respect de la distanciation physique, rehaussait l'expérience en classe et assurait un enseignement de qualité. Ils pensaient aussi que les écoles privées géraient mieux les difficultés de l'enseignement en classe liées à la COVID-19, alors que le système public semblait diffuser des informations qui changeaient de jour en jour, leur donnant l'impression d'avoir moins de contrôle sur le milieu éducatif de leur enfant.

Nous avons demandé aux parents ce qui permettrait de rendre les écoles plus sécuritaires pour les enfants, les enseignants et le personnel. La plupart ont recommandé de réduire la taille des classes en divisant les groupes ou en recrutant de nouveaux enseignants. Les autres suggestions consistaient à améliorer la ventilation, à promouvoir une application plus rigoureuse des protocoles de sécurité (port du masque, hygiène des mains) et à mieux coordonner les mesures de lutte contre la COVID-19 afin de limiter les changements et revirements constatés par les parents.

Opinions sur les règles et les restrictions liées à la COVID-19 (villes de taille moyenne du Québec, basses-terres continentales de la C.-B., bénéficiaires de l'AE ou de prestations de relance de la RGT et du sud-ouest de l'Ontario, Whitehorse)

Les participants de plusieurs groupes devaient se prononcer sur la clarté des règles et des règlements concernant la COVID-19 dans leur collectivité et sur le caractère approprié ou non des restrictions.

Tous lieux confondus, les participants s'entendaient sur le fait qu'ils recevaient beaucoup d'information, mais la mesure dans laquelle celle-ci était jugée claire variait. Ceux de la Colombie-Britannique avaient de bonnes choses à dire sur les communications provenant de leur médecin hygiéniste en chef, D^{re} Bonnie Henry, sur les avis affichés par les municipalités et sur le travail des agents d'exécution des règlements, qui vérifiaient que les gens réunis dans des lieux publics (p. ex., des sentiers, etc.) appartiennent au même ménage. Tout en approuvant l'approche de leur localité, les participants trouvaient délicat de confier aux employés de commerce et aux enseignants, par exemple, la tâche de faire respecter les consignes d'éloignement physique et le port du masque, au lieu de rendre ces mesures plus largement obligatoires.

Les participants de l'Ontario ont davantage eu tendance à signaler ce qu'ils considéraient comme des messages contradictoires de la part de plusieurs responsables. D'après plusieurs, les déplacements dans la Région du Grand Toronto (RGT), entre zones à risque élevé et zones à risque faible, aggravaient la confusion et étaient source de frustration, en particulier chez ceux qui trouvaient que les petites entreprises étaient démesurément pénalisées, puisqu'elles étaient contraintes de fermer alors que les magasins à grande surface pouvaient rester ouverts. Certains ont également critiqué les lacunes en matière d'application des directives, surtout dans les transports en commun, et souhaitaient que l'on impose des amendes aux contrevenants.

Malgré les inquiétudes de certains quant au non-respect des recommandations de santé publique, beaucoup ont reconnu la difficulté d'une application généralisée et le fait qu'elle risquait d'avoir des conséquences imprévues. Lorsqu'il a été question des restrictions adoptées dans leur ville, les participants se sont rangés dans deux camps :

- Certains participants préconisaient la mise en place de nouvelles restrictions, assorties de mesures d'application plus musclées pour rappeler à l'ordre ceux qui dérogent aux consignes. L'accent mis sur les mesures d'application s'inscrivait dans une optique selon laquelle il ne suffit pas de demander aux gens d'observer les directives. D'autres, qui abondaient dans leur sens, souhaitaient a fortiori que les règles du jeu soient uniformisées de manière à permettre aux petites comme aux grandes entreprises de continuer leurs activités. Ils trouvaient injuste, par exemple, que les centres

commerciaux restent ouverts alors que les restaurateurs étaient visés par des restrictions sévères qui limitent leur capacité de tirer un revenu. Chez quelques participants, le soutien en faveur d'une application plus rigoureuse des recommandations procédait davantage d'un désir de réduire les risques courus, selon eux, lorsque des résidents de zones chaudes vont faire leurs courses dans des zones froides.

- D'autres participants estimaient qu'il serait plus efficace de mener des campagnes d'information et d'éducation véhiculant des messages clairs au sujet des restrictions. Quelques-uns prônaient un équilibre entre la sensibilisation aux consignes et les efforts pour les faire appliquer. En règle générale toutefois, les personnes de ce camp étaient d'avis que la diffusion d'information saurait mieux convaincre. Les participants des basses-terres continentales de la Colombie-Britannique, en particulier, ont signalé que bon nombre d'immigrants plus âgés, d'immigrants récents et de Canadiens de première génération dont la langue maternelle n'est pas l'anglais, gagneraient à être exposés à des messages clairs et cohérents, dans leur langue maternelle, sur la transmission du virus et les pratiques recommandées pour éviter sa propagation. D'après eux, les responsables avaient raté des occasions de communiquer avec certains groupes démographiques cibles comme ceux-là. Quelques autres conseillaient également de diversifier les canaux de communication pour faire parvenir l'information au public, car certains segments de la population ne consultent pas régulièrement les médias grand public.

Nous avons demandé aux participants du groupe de Whitehorse comment les restrictions liées à la COVID-19 les avaient affectés, surtout par rapport à ce qui se passait dans les grandes villes canadiennes aux prises avec un nombre de cas élevé. La plupart se trouvaient chanceux d'habiter dans le Nord, une région relativement épargnée où ils avaient facilement accès à des espaces extérieurs ouverts, ce qui facilitait la distanciation physique. Cela dit, la COVID-19 leur semblait poser plusieurs défis propres aux conditions du Nord :

- Déplacements et quarantaine – Certains participants ont mentionné les fréquents aller-retour des résidents du Nord vers le sud pour obtenir des soins médicaux et d'autres services. L'obligation de s'isoler pendant quatorze jours chaque fois qu'ils font le voyage était une source de stress. D'autres ont parlé du faible nombre de passagers prenant l'avion, qui mettait en péril la viabilité des transporteurs aériens desservant les communautés du Nord.
- Incidence sur la santé mentale – Plusieurs participants ont évoqué les problèmes de santé mentale causés par l'isolement et les périodes de quarantaine ainsi que les difficultés d'adaptation à la thérapie en ligne. D'autres ont mentionné l'impossibilité de se rassembler ou de tenir des repas et des fêtes communautaires, activités très attendues, surtout pendant les mois d'hiver. Selon eux, ce changement modifiait les normes sociales et entraînait un effritement du tissu social de leur communauté.
- Sentiments de peur – Dans la même veine, plusieurs participants ont fait état d'une montée de l'anxiété, de la peur et de l'intolérance dans leur communauté, notamment en ce qui concerne le respect du port du masque. Ces participants trouvaient que la pandémie divisait les gens entre ceux qui portent le masque et ceux qui ne le portent pas et créait des antagonismes entre les deux groupes.

Pour ce qui est des plus grands inconvénients que leur avait causés la COVID-19 sur le plan personnel, les participants de Whitehorse ont cité ce qui suit :

- L'impossibilité de voir des amis et de prendre part à des activités sociales ou récréatives – Les participants ont dit que les réunions autour d'une tasse de café ou d'un bon dîner leur manquaient et qu'il n'y avait aucun divertissement pour les égayer. Les interactions sociales informelles et spontanées faisaient cruellement défaut à beaucoup de gens, tout comme la possibilité de participer à des activités sportives ou récréatives plus structurées (p. ex., séances d'entraînement au gymnase, groupes de danse, etc.).
- Le manque de contacts familiaux – De nombreux participants trouvaient difficiles à vivre les longues périodes passées sans voir leurs parents, leurs enfants et leurs petits-enfants qui habitent ailleurs.
- Le port du masque – Certains s'irritaient de devoir porter le masque en s'entraînant au centre sportif ou dans d'autres lieux publics.
- Les courses – Quelques participants, surtout ceux qui ont des enfants, ont mentionné que faire les courses rapidement était devenu un véritable défi à cause des nouvelles exigences en matière de sécurité et des files d'attente.
- Les restrictions relatives aux voyages – Plusieurs participants étaient déçus de ne pas pouvoir partir en vacances cet hiver.
- L'accès aux soins de santé – Les participants ont parlé de la difficulté d'accéder aux soins, y compris de la quarantaine imposée aux patients qui doivent se déplacer pour se faire soigner, mais également du passage en ligne des consultations et des thérapies en santé mentale et de l'arrêt des traitements de fertilité à la suite de la fermeture des installations médicales.

Impacts de la COVID-19 (étudiantes de niveau postsecondaire de Calgary, étudiants de niveau postsecondaire de la GRM, Autochtones de la C.-B., villes de taille moyenne du Québec, basses-terres continentales de la C.-B., bénéficiaires de l'AE ou de prestations de relance de la RGT et du sud-ouest de l'Ontario, Whitehorse)

Un grand nombre de participants se sont dits très préoccupés par les répercussions de la COVID-19 sur les membres de leur famille, en particulier ceux qui sont âgés ou dont le système immunitaire est fragile. La prestation de soins adéquats aux aînés était vue comme un enjeu important. Dans les communautés autochtones, cela supposait de veiller à ce que ces personnes aient des réserves de nourriture suffisantes et du bois pour se chauffer. D'autres ont évoqué le sort des résidents des centres de soins de longue durée, qui seraient isolés tout l'hiver, sans visites possibles. Certains participants connaissaient des gens qui étaient immunodéprimés, ou l'étaient eux-mêmes, et s'inquiétaient des risques accrus de contracter le virus. Plusieurs ont parlé de parents et de grands-parents récemment sortis de l'hôpital ou dont les problèmes de santé exigeaient un suivi médical, décrivant leur vulnérabilité et le souci qu'ils se faisaient pour eux. D'autres ont mentionné des membres âgés de la famille, dont l'anglais n'est pas la langue maternelle, à qui il avait été difficile d'expliquer pourquoi les activités du temps des Fêtes ne se dérouleraient pas comme d'habitude cette année.

Les étudiantes et les étudiants de niveau postsecondaire craignaient moins de contracter le virus, sachant que les symptômes sont généralement moins graves chez les jeunes. Cependant, ils ont mentionné les effets de l'isolement, au premier chef la disparition de leur vie sociale, ainsi que le défi de s'adapter à un enseignement donné exclusivement en ligne. Pour beaucoup, ce point constituait en fait le plus gros ajustement. Quelques-uns ont parlé de la dépression saisonnière, expliquant qu'en tant que jeunes, ils la ressentaient plus fortement cette année. Ils ont aussi signalé l'impact de la pandémie sur les étudiants étrangers, qui pouvaient moins facilement faire des rencontres et retourner chez eux pendant la semaine de relâche ou les vacances.

Il a également été question des répercussions de la COVID-19 sur les entreprises locales. Outre le fait que les fermetures privaient maints employés de leurs moyens de subsistance, les participants ont mentionné que certains propriétaires risquaient de faire faillite. L'avenir même de la petite entreprise suscitait des inquiétudes : plusieurs estimaient que la pandémie aurait des effets négatifs durables, susceptibles de tuer les aspirations entrepreneuriales des plus jeunes générations. Un certain nombre de participants s'interrogeaient sur les conséquences économiques plus vastes de cette situation, car les entreprises leur paraissaient vitales à la croissance et à la prospérité.

En ce qui concerne l'impact sur les collectivités, les participants ont évoqué plusieurs enjeux. Certains pensaient que le mouvement massif en faveur du télétravail entraînerait peut-être des changements permanents dans le paysage urbain si les entreprises devaient finir par quitter leurs locaux, laissant déserts les immeubles de bureaux et de magasins.

À Whitehorse, les problèmes de toxicomanie ont été signalés par certains participants qui croyaient que sous l'effet du confinement, la consommation d'alcool et le nombre de décès attribuables aux opioïdes avaient augmenté. Ces problèmes risquaient selon eux d'avoir de graves répercussions à long terme dans leur communauté. D'autres participants, qui estimaient que leur communauté avait bien affronté la première vague de la pandémie au début du mois mars, craignaient fort qu'elle manque de capacités pour traverser des vagues ultérieures.

En plus des problèmes de toxicomanie, le sans-abrisme et la fermeture de plusieurs refuges inquiétaient certains participants des communautés nordiques de la Colombie-Britannique. L'accès aux services de santé mentale posait aussi problème, ont-ils noté, à cause des longs délais d'attente. Enfin, pour les personnes aux prises avec des dépendances, le manque de contact personnel avec les thérapeutes et les groupes de soutien était un obstacle au progrès. Bien que la prestation de services virtuels soit une mesure utile dans l'intervalle, les participants considéraient que ce n'était pas une solution de rechange acceptable aux interactions en face à face.

D'autres groupes ont également fait état d'importantes répercussions de la COVID-19 sur la santé mentale, notamment liées aux facteurs suivants :

- L'isolement
- La perte d'emplois
- L'endettement et la faillite
- La violence conjugale
- La toxicomanie

- L'impossibilité de voyager
- Le manque de contacts personnels avec la famille et les amis
- L'amplification de la dépression saisonnière
- Le deuil d'une personne chère

Nombre de participants s'attendaient à ce que des effets en chaîne se produisent et deviennent plus visibles durant l'hiver. Ils estimaient que les facteurs qui précèdent, seuls ou en combinaison, étaient susceptibles d'amplifier les répercussions de la COVID-19 sur la santé mentale.

Vaccin contre la COVID-19 (Whitehorse, villes de taille moyenne du Québec, basses-terres continentales de la C.-B., bénéficiaires de l'AE ou de prestations de relance de la RGT et du sud-ouest de l'Ontario)

Comme il a été mentionné à la section Le gouvernement du Canada dans l'actualité, les participants ont été nombreux participants à citer d'emblée le développement et la distribution prochaine d'un vaccin contre la COVID-19 lorsque nous leur avons demandé ce qu'ils avaient vu, lu ou entendu au sujet du gouvernement fédéral. À Whitehorse, les participants devaient plus précisément indiquer ce qu'ils avaient entendu récemment au sujet d'un vaccin. Certains ont évoqué les discussions entourant le caractère obligatoire ou non du vaccin, et d'autres, le fait que le Canada recevrait les doses plus tard que d'autres pays. Loin de regretter ce retard de livraison, beaucoup espéraient que le délai supplémentaire permettrait de régler tout problème, le cas échéant, avant le début de la vaccination au Canada. Quelques participants avaient cru comprendre que les provinces et les territoires établiraient chacun leur plan de déploiement et ont dit s'inquiéter que cette approche manque d'uniformité.

Nous avons aussi demandé aux participants de Whitehorse à quel moment ils pensaient que le vaccin serait disponible et s'ils comptaient se faire vacciner. De l'avis général, le personnel de première ligne serait vacciné dans le courant du premier trimestre de 2021 (janvier à mars) et, avec un peu de chance, le reste des Canadiens le seraient d'ici la fin de l'été. La plupart des participants avaient l'intention de se faire vacciner. Les autres, sans y être fortement opposés, ont expliqué que les effets indésirables de vaccins antérieurs les faisaient hésiter.

La question de savoir si le gouvernement du Canada faisait du bon travail pour se procurer un vaccin et planifier sa distribution a été abordée dans l'ensemble des groupes énumérés plus haut. Il a été reconnu que le gouvernement avait pris des mesures énergiques pour sécuriser l'approvisionnement du pays en vaccins, au moyen d'une série d'ententes qui assureraient leur disponibilité en temps utile. Cependant, les commentaires des participants dénotaient un manque de clarté sur la situation actuelle. Certains considéraient que le Canada s'était doté du meilleur portefeuille de vaccins au monde, alors que d'autres craignaient qu'il n'y ait pas suffisamment de doses pour tous et que le déploiement traîne

en longueur. Un point faisait consensus : les participants étaient déçus que les vaccins ne soient pas produits au Canada pour les Canadiens. Quelques-uns s'inquiétaient à l'idée que les Canadiens soient vaccinés après les citoyens d'autres pays, mais, comme on l'a vu précédemment, une majorité était d'avis que ce décalage pouvait contribuer à réduire les risques courus.

Si certains participants estimaient ne pas en savoir assez sur la question pour trancher, les autres ont le plus souvent affirmé que le gouvernement du Canada faisait plutôt du bon travail pour ce qui est de planifier la distribution des vaccins. Ils voyaient d'un bon œil que l'armée ait un rôle à jouer dans la planification et l'exécution. Certains ont dit que la distribution ne fonctionnerait pas sans la participation des forces armées, qu'ils considéraient comme l'une des seules organisations au pays disposant des compétences et des infrastructures voulues pour s'acquitter de la tâche. À leurs yeux, le déploiement et l'aide à la vaccination s'inscrivaient dans le prolongement logique du rôle joué par les militaires lors de catastrophes naturelles, par exemple des inondations ou des feux de forêt.

Lorsque nous avons demandé aux participants si le Canada était mieux placé que d'autres pays pour se procurer le vaccin et le distribuer, leurs réponses ont varié, mais le spectre des opinions allait généralement du neutre au positif. À nouveau, les participants neutres manquaient surtout d'information et ne se sentaient pas en mesure de tirer des conclusions sur la performance du gouvernement fédéral. Les quelques personnes un peu plus critiques avaient l'impression que le gouvernement n'avait pas de plan concret, ou ne l'avait pas communiqué au public. Enfin, les participants qui croyaient le Canada en meilleure posture ont invoqué parmi ses atouts la présence d'infrastructures nationales qui faciliteraient la distribution des vaccins, l'esprit de coopération des communautés ainsi que l'expérience des Canadiens dans le transport de marchandises sur de longues distances et dans des conditions difficiles.

Répercussions de la COVID-19 sur les étudiants (étudiantes de niveau postsecondaire de Calgary, étudiants de niveau postsecondaire de la GRM)

En novembre, nous avons tenu deux groupes de discussion auprès d'étudiants. Le premier groupe était composé d'étudiantes de niveau postsecondaire de Calgary et le second, d'étudiants de niveau postsecondaire de la grande région de Montréal (GRM). Les discussions ont porté sur un éventail de sujets s'articulant autour des impacts de la COVID-19 dans leur vie, notamment sur leur expérience postsecondaire, leurs perspectives d'emploi et leurs points de vue sur le soutien financier offert aux étudiants de niveau postsecondaire ainsi qu'aux récents diplômés de niveau secondaire et postsecondaire.

Expérience des étudiants de niveau postsecondaire

Les étudiants de niveau secondaire ont fait mention de nombreux problèmes et défis découlant surtout de la transition à l'apprentissage à distance en raison de la COVID-19. La plupart des étudiants étaient déçus de la qualité de l'enseignement qu'ils recevaient en ligne. Voici les éléments qu'ils ont mentionnés :

- la mauvaise qualité des cours donnés sous forme de vidéos;
- le manque d'interactions sociales avec le personnel et les autres étudiants, qui rend les cours moins stimulants et interactifs, les cours en ligne sous forme de vidéos étant considérés comme passifs et plus statiques;
- la nature asynchrone des cours en ligne (p. ex. il est possible de regarder les vidéos à toute heure du jour, plutôt que selon un horaire fixe, comme c'est le cas pour les cours en classe), qui nuit à la discipline et à la motivation de certains étudiants;
- la charge de travail accrue, certains professeurs ayant décidé de donner plus de devoirs pour compenser le temps moindre consacré aux cours et aux discussions en classe;
- de façon générale, des interactions en personne insuffisantes avec les professeurs et les assistants d'enseignement, par exemple, certains pouvant communiquer uniquement par courriel avec les professeurs et les assistants d'enseignement, ce qui nuit à leur capacité de poser des questions et de comprendre les principales notions qui leur permettront de réussir leurs études;
- l'annulation des séances en laboratoire et du tutorat sur le campus, qui sont utiles selon les étudiants pour améliorer leur expérience d'apprentissage, surtout dans certains types de programmes (p. ex. en sciences);
- les modifications apportées aux protocoles d'examen (p. ex., examens avec consultation de documents, moins de temps pour faire les examens), car les établissements postsecondaires se sont adaptés à l'environnement en ligne et tentent de trouver des moyens de réduire le plagiat, de sorte que les étudiants trouvent les examens plus difficiles et stressants.

D'après les commentaires des étudiants, l'environnement d'apprentissage à distance a surtout eu des répercussions négatives sur eux. Par exemple, beaucoup ont mentionné ressentir une baisse d'intérêt et de motivation. Outre les enjeux mentionnés ci-dessus, les étudiants avaient de la difficulté à trouver un endroit tranquille sans sources d'interruption pour étudier, notamment ceux qui habitaient avec d'autres membres de la famille ou des colocataires, et les interactions habituelles avec leurs pairs et les autres aspects sociaux de la vie postsecondaire leur manquaient. Certains étudiants ont révélé avoir abandonné des cours et que les frais payés pour ces cours ne leur avaient pas été crédités par la suite.

Perception quant à la valeur des études postsecondaires

La majorité des étudiants étaient d'avis que les protocoles mis en place pour la session en cours avaient nui à la qualité de leur éducation postsecondaire. Même s'ils étaient conscients en général que les établissements postsecondaires faisaient de leur mieux pour s'adapter à la situation, beaucoup ont critiqué le fait que leurs frais de scolarité n'ont pas été diminués pour tenir compte de leur expérience de moindre qualité, qui les empêchait de tirer pleinement parti de la vie étudiante tant sur le campus

que hors campus. La plupart ont précisé que leurs frais de scolarité étaient restés tels quels, malgré la transition vers les cours en ligne. Les étudiants ont également ajouté que par le passé, les mêmes établissements auraient facturé des frais moindres pour des cours en ligne par rapport aux cours donnés sur le campus. Selon eux, ces frais réduits auraient dû être appliqués dans la situation actuelle. De plus, plusieurs avaient l'impression qu'il était moins coûteux pour les établissements postsecondaires d'offrir les cours en ligne et que ceux-ci nécessitaient un engagement moins important de la part des professeurs et moins d'infrastructures.

Les étudiantes et les étudiants des deux groupes convenaient que la COVID-19 avait eu des répercussions importantes, en particulier ceux de première année qui n'avaient pu tisser de véritables liens, et ils estimaient que leur éducation s'était dévaluée à cause de ces impacts. Les participants ont fourni plusieurs exemples pour étayer ce point de vue : un manque d'uniformité dans les directives d'apprentissage en ligne ou la responsabilité du personnel enseignant et une mise en œuvre non uniforme de l'apprentissage en ligne (p. ex., prestation au moyen de différentes plateformes).

Invités à préciser ce que les établissements d'enseignement pouvaient faire pour améliorer l'apprentissage et l'expérience globale au niveau postsecondaire durant la pandémie, les étudiants ont formulé les recommandations suivantes :

- organiser des rassemblements et des activités sociales en ligne animés par l'association étudiante;
- donner une séance d'orientation et de formation sur les protocoles d'apprentissage en ligne aux étudiants et aux professeurs;
- présenter des cours aussi bien en mode asynchrone que synchrone (p. ex., donner les cours en ligne à un moment précis dans la journée, tout en publiant l'enregistrement des cours que les étudiants pourront visionner plus tard, afin qu'ils disposent d'une certaine flexibilité).

Emploi d'été et perspectives d'emploi

Nous avons demandé aux étudiants comment la COVID-19 s'était répercutée sur leurs projets d'emploi d'été. Il y avait presque autant d'étudiants pour qui la pandémie avait facilité leur recherche d'emploi que d'étudiants qui avaient eu de la difficulté à trouver un emploi ou avaient été mis à pied. Pour certains, la pandémie avait créé des possibilités d'emplois supplémentaires, car des entreprises de services faisaient face à une demande accrue et devaient donc embaucher plus de personnel. De plus, d'autres postes devaient être pourvus, car des personnes avaient quitté le monde du travail pour différentes raisons liées à la COVID-19. D'autres devaient composer avec une réduction de leurs heures de travail ou des mises à pied à cause de la baisse d'achalandage dans les commerces de détail ou la fermeture d'entreprises. Plusieurs étudiants ont mentionné que les stages et les postes coopératifs avaient aussi été touchés et d'autres ont souligné que c'était difficile d'en arriver à un réseautage efficace quand on ne pouvait pas rencontrer les employeurs potentiels en personne.

La plupart des étudiants s'inquiétaient à propos de leurs perspectives d'emploi. Ils s'attendaient à ce qu'il y ait moins de possibilités d'emplois, compte tenu des mises à pied massives provoquées par la COVID-19. Certains se disaient préoccupés à l'idée d'obtenir leur diplôme alors que le chômage est élevé, étant donné que la recherche d'emploi serait beaucoup plus compétitive. Ils appréhendaient

l'idée d'avoir à se mesurer comme récents diplômés dans un domaine à de nombreux candidats ayant perdu leur emploi qui avaient beaucoup plus d'expérience en milieu de travail. Ils avaient donc l'impression d'être nettement désavantagés sur le marché du travail. Quelques participants ont mentionné que l'annulation des stages et des travaux pratiques signifiait également qu'ils n'acquerraient pas l'expérience concrète du travail nécessaire pour devenir compétents dans leur domaine.

Programmes et prestations du gouvernement du Canada

Beaucoup d'étudiants avaient bénéficié du soutien financier offert par le gouvernement du Canada, le plus souvent la PCU, mais quelques-uns ont plutôt reçu des prestations d'assurance-emploi pendant une certaine période. Les rares participants qui ont obtenu la Prestation canadienne d'urgence pour les étudiants (PCUE) se sont dits reconnaissants, car cela les avait aidés à subvenir à leurs besoins durant l'été.

Dans l'ensemble, les participants étaient relativement peu nombreux à connaître la PCUE, si ce n'est ceux qui l'avaient demandée et reçue. Certains participants étaient admissibles à la PCU et avaient choisi de recevoir cette prestation à la place de la PCUE parce qu'elle versait un montant plus élevé. D'autres ont mentionné avoir un emploi ou avoir fait une demande de prêt ou de bourse d'études.

Les étudiants ont dit être au courant de certains changements apportés au Programme de prêts d'études canadiens. Selon eux, les principales modifications étaient la baisse du taux d'intérêt, les modes de paiement différé et le financement accru du programme. Nous les avons ensuite informés que les critères d'admissibilité avaient été élargis afin qu'un plus grand nombre d'étudiantes et d'étudiants puissent recevoir des prêts, notamment en doublant la Bourse canadienne pour étudiants (qui est non remboursable). Nous leur avons également montré une liste d'initiatives du gouvernement du Canada qui visent à aider les étudiantes et les étudiants pendant la pandémie de COVID-19, dont les suivantes :

- *La création de 80 000 emplois d'été par le biais du programme Emplois d'été Canada*
- *La création d'une prestation d'urgence pour étudiants de 1 250 \$/mois destinée aux étudiantes et étudiants ayant perdu leurs emplois ou ne pouvant pas se trouver du travail en raison de la pandémie de COVID-19*
- *Doubler les bourses d'études*
- *Augmenter de 50 % le montant des prêts étudiants*

Les participants ont d'abord été invités à choisir parmi les quatre initiatives celle qui aurait le plus d'impact pour eux personnellement. Dans les deux groupes, de nombreux étudiants et étudiantes ont désigné la création de 80 000 emplois, jugeant que ce type de programme les aiderait à acquérir une expérience de travail nécessaire et à avoir une chance auprès des employeurs. Dans le groupe des étudiantes de Calgary, la création d'une prestation d'urgence pour étudiants suivait de près en deuxième place. Elles ont expliqué que cet argent serait très utile pour payer leurs frais de scolarité. Pour leur part, les étudiants de la GRM préféraient que le montant des bourses d'études soit doublé et l'augmentation de 50 % du montant des prêts étudiants.

Nous avons ensuite demandé aux participants de choisir les deux programmes ou initiatives qui auraient le plus d'impact à leur avis sur les étudiants à l'échelle du Canada. Presque tous les étudiants étaient favorables à l'augmentation du montant des prêts étudiants, car elle rendrait les études postsecondaires plus accessibles pour tous les Canadiens, peu importe leur situation financière. La plupart des étudiants privilégiaient également la création de 80 000 emplois d'été, pour les raisons mentionnées précédemment. Les participants étaient assez en faveur des initiatives visant à créer une prestation d'urgence pour étudiants et à doubler les bourses d'études. Les participants ont choisi surtout les programmes qui profiteraient selon eux au plus grand nombre d'étudiants. La principale préoccupation relative à l'initiative consistant à doubler les bourses d'études reposait sur la croyance qu'un nombre relativement restreint d'étudiants en bénéficieraient, contrairement aux prêts, aux prestations pour étudiants et aux emplois d'été, qui s'adressent à un groupe plus vaste d'étudiants.

Compte tenu de ces renseignements, nous avons demandé aux étudiants s'ils pensaient que le gouvernement du Canada en faisait assez pour les soutenir. Les participants de la GRM estimaient que oui, mais recommandaient d'améliorer les communications sur ces initiatives. Les opinions étaient moins positives à Calgary, plusieurs participantes jugeant que la PCUE aurait dû être accessible plus longtemps et que davantage de subventions et bourses d'études auraient dû être offertes.

En guise de conclusion, les participants ont été invités à donner des exemples de moyens par lesquels le gouvernement du Canada ou les établissements postsecondaires pouvaient soutenir la population étudiante. Ils ont formulé peu de suggestions, si ce n'est de plafonner les frais de scolarité et de verser la PCUE (ou d'offrir un programme équivalent) toute l'année aux étudiants, même si le montant des prestations était réduit, pour aider ceux qui n'obtiennent pas suffisamment d'heures de travail.

Passage de la PCU à l'assurance-emploi (bénéficiaires de l'AE ou de prestations de relance de la Saskatchewan, bénéficiaires de l'AE ou de prestations de relance de la RGT et du sud-ouest de l'Ontario)

Dans les groupes composés de bénéficiaires de l'assurance-emploi ou de prestations de relance, nous avons demandé aux participants ce qu'ils pensaient des soutiens financiers fédéraux offerts aux Canadiens touchés par la pandémie. Dans l'ensemble, la performance du gouvernement du Canada sur ce plan a récolté des commentaires plutôt favorables. Certains trouvaient que le gouvernement avait fait ce qu'on attendait de lui dans les circonstances, mais d'autres ont décrit sa réponse en des termes plus élogieux, soulignant à la fois la rapidité de l'intervention et les efforts déployés pour soutenir ceux qui en avaient besoin. L'aide financière aux travailleurs de l'économie à la demande a été expressément reconnue. Les participants ont aussi félicité le gouvernement de s'être montré prêt à écouter et à ajuster les programmes en fonction des besoins.

Lorsqu'il a fallu dire si la performance du gouvernement fédéral en matière d'aide financière était aussi bonne maintenant qu'au début de la pandémie, les participants se sont montrés moins enthousiastes, voire un tant soit peu critiques. Leurs commentaires négatifs s'expliquaient par les inquiétudes face à une réduction du montant des prestations et les difficultés rencontrées lors du processus de demande ou lors du traitement des prestations (p. ex. des codes et des messages d'erreurs), qui avaient donné lieu à des paiements irréguliers ou discontinus. Le fait de ne pas savoir si les soutiens financiers seraient maintenus, ni combien de temps durerait la pandémie, s'ajoutait aux facteurs négatifs mentionnés. Quelques participants ont parlé des groupes Facebook auxquels ils s'étaient joints pour discuter de leurs préoccupations. D'autres participants, en revanche, avaient toujours supposé qu'il y aurait un terme tant aux programmes de soutien qu'à la pandémie.

Connaissance des soutiens financiers

Les participants des deux groupes ont été invités à dire ce qu'ils avaient vu, lu ou entendu récemment au sujet de la PCU et de l'assurance-emploi. La plupart en avaient entendu parler, mais croyaient que ces programmes étaient restés essentiellement les mêmes, hormis une légère réduction du niveau de prestation. D'autres pensaient que le programme avait été reclassé ou renommé, ou le serait bientôt, sans que cela n'ait de conséquences importantes pour les bénéficiaires. En général, les participants étaient peu au courant des détails, et ceux qui en savaient un peu plus tenaient leurs informations des médias plutôt que des communications du gouvernement du Canada. Comme l'a révélé la discussion, un certain flou régnait sur les changements apportés et leur raison d'être.

Nous avons fourni les explications qui suivent aux groupes, puis avons demandé leurs réactions.

Le gouvernement du Canada est récemment passé à un régime d'assurance-emploi simplifié.

Pour faire suite au discours du Trône, le gouvernement du Canada a annoncé qu'il allait bonifier le versement hebdomadaire proposé pour les chômeurs canadiens qui passent de la PCU à l'assurance-emploi à 500 \$ par semaine, plutôt que les 400 \$ initialement annoncés. Toute personne admissible à l'assurance-emploi devra avoir travaillé 120 heures pour y avoir droit, ce qui est bien inférieur aux critères actuels de l'assurance-emploi – puisqu'un grand nombre de Canadiennes et de Canadiens n'ont pas pu travailler en raison de la pandémie et accumuler le nombre d'heures requis.

Le gouvernement du Canada a également annoncé une série de trois nouvelles prestations de relance économique :

La nouvelle Prestation canadienne de la relance économique verserait un montant de 500 \$ par semaine pour les travailleurs qui ne sont pas admissibles à l'assurance-emploi – principalement les travailleurs(-euses) autonomes, y compris ceux et celles qui font partie de l'économie à la demande (par exemple, les pigistes, les consultant(e)s, les entrepreneur(e)s indépendant(e)s, les personnes ayant un contrat temporaire, etc.)

La nouvelle Prestation canadienne de relance économique pour proches aidants verserait 500 \$ par semaine à toute personne qui ne peut travailler parce qu'elle doit s'occuper d'enfants ou

d'autres personnes à charge qui ont dû rester à la maison (par exemple, elle a dû arrêter de travailler en raison d'une fermeture d'école ou de garderie due à la COVID-19).

La nouvelle Prestation canadienne de maladie pour la relance économique verserait 500 \$ par semaine pour une période maximale de deux semaines à toute personne qui n'a pas de congés de maladie payés et qui tombe malade ou doit s'isoler pour des raisons liées à la COVID-19.

La plupart des participants ont fait bon accueil à cette approche, mais quelques-uns se demandaient si les modifications étaient justifiées. Certains ne voyaient pas grande différence, sur le fond, entre la PCU et les nouveaux programmes. D'autres considéraient la stratégie à trois volets comme une amélioration par rapport à l'approche plus générale de la PCU. Le risque de demandes frauduleuses demeurait un sujet de préoccupation, l'opinion voulant que ce problème n'ait pas été adéquatement traité dans les programmes précédents ou actuels. La difficulté de documenter les heures de travail en vue de bénéficier du nouveau régime d'assurance-emploi a également été soulevée par certains participants.

Lorsqu'il a été question du taux de prestation minimum et des critères d'admissibilité à la nouvelle série de prestations, plusieurs ont affirmé que certains Canadiens ne reçoivent toujours pas l'aide dont ils ont besoin. Ils songeaient en particulier aux aînés, mais aussi aux gens qui n'entrent dans aucune des trois catégories prévues, notamment ceux qui ont gagné un revenu supérieur au seuil pour ensuite être mis à pied ou voir leur horaire réduit. Une discussion s'en est suivie sur la perte d'heures de travail prévues, le moment auquel elle se produit et les conséquences qui en découlent pour l'admissibilité à l'assurance-emploi; cela dit, en règle générale, l'exigence des 120 heures a paru raisonnable. Les participants étaient d'accord sur le fait que les programmes ne répondent pas suffisamment aux besoins des groupes vulnérables, notamment les aînés, les personnes handicapées et les étudiants, une lacune qui méritait selon eux d'être corrigée. Le taux de prestation minimum de 500 \$ a été jugé insuffisant.

De l'avis des participants, les prestations offertes aux proches aidants et aux personnes qui tombent malades et doivent s'isoler constituaient les grands points forts de la nouvelle approche, car elles venaient remédier à des lacunes dans le programme précédent. La prise en compte des travailleurs autonomes et des travailleurs temporaires, surtout ceux de l'économie à la demande (les conducteurs Uber ont été cités en guide d'exemple), a également été vue comme une bonne chose.

Transition de la PCU à l'assurance-emploi

Le passage de la PCU à l'assurance-emploi a soulevé des inquiétudes, principalement liées à la rapidité du changement. Les participants considéraient que ces prestations étaient vitales pour les bénéficiaires et qu'une transition hâtive pouvait accroître le risque que certains passent entre les mailles du filet et n'aient pas rapidement accès au nouveau régime. Les participants sont revenus sur le fait que beaucoup de gens dépendent de ces versements pour payer leur loyer et d'autres dépenses courantes. Certains auraient souhaité que le gouvernement fédéral en fasse plus, d'une part, pour informer le public des changements sur le point de se produire, et d'autre part, pour rendre la transition vers la nouvelle série de prestations plus aisée et plus fluide.

Les sentiments assez vifs exprimés à ce sujet découlaient en partie des mauvaises expériences personnelles vécues durant la transition. Bien que la plupart des participants n'avaient pas eu recours aux prestations et ne prévoyaient pas le faire, d'autres s'en étaient prévalus avec des résultats inégaux. Pour certains, la démarche n'avait posé aucune difficulté (un participant avait reçu l'argent dans un délai de cinq jours), alors que pour d'autres, elle avait été beaucoup plus longue.

Durée attendue des prestations de relance

Nous avons demandé aux participants combien de temps à leur avis les trois prestations de relance devraient être en vigueur. La question n'a pas donné lieu à un consensus clair. Plusieurs ont recommandé une période de dix-huit mois à compter du début de la pandémie, soit jusqu'au troisième trimestre de 2021. Selon d'autres, l'accès à ces aides financières devrait être maintenu jusqu'à ce que la vaccination soit terminée.

La discussion a amené les participants à exprimer des inquiétudes quant à la dette fédérale croissante liée à ces soutiens financiers, dont hériteront les générations futures. Beaucoup ont conclu qu'il serait préférable de pouvoir clore ces programmes le plus tôt possible. D'autres ont plutôt mis l'accent sur les conséquences durables des pertes d'emplois entraînées par la pandémie et fait valoir qu'à un certain stade ces prestations devraient être remplacées par un revenu universel de base permanent.

Nous avons présenté l'explication qui suit aux participants de la Saskatchewan uniquement, puis leur avons demandé si la durée de 26 semaines leur semblait raisonnable.

Le système d'assurance-emploi simplifié et les nouvelles prestations de relance économique seront en place pendant un an et donneront droit à un minimum de 26 semaines de prestations régulières (à l'exception de la Prestation canadienne de maladie pour la relance économique – qui est d'une durée maximale de deux semaines).

À nouveau, il ne s'est pas dégagé de consensus sur ce point et les opinions exprimées ont fait écho à celles qui précèdent. Certains participants estimaient qu'en réalité, tout dépendrait du moment où la campagne de vaccination prendrait fin et qu'on ne pouvait fixer de date définitive sans avoir cet élément d'information. D'autres trouvaient la durée des prestations raisonnable, mais ont formulé quelques réflexions sur le coût associé au maintien des soutiens financiers, l'intérêt d'un retrait progressif des prestations et la nécessité d'inciter les gens à retourner au travail.

Lorsque nous leur avons demandé si cette approche laissait qui que ce soit de côté, les participants ont réitéré leurs hésitations à l'égard des 120 heures exigées pour toucher l'assurance-emploi. Ils ont fait remarquer que malgré la réduction du nombre d'heures de travail requis, cette exigence demeurerait difficile à respecter vu la concurrence actuelle sur le marché du travail. Les difficultés de la main-d'œuvre saisonnière ont également été évoquées dans ce contexte.

Évaluation des noms de programmes de formation, d'acquisition de compétences et de croissance de l'emploi (Nouvelle-Écosse, parents de grandes villes du Québec aux prises avec une deuxième vague, parents de grandes villes de l'Ontario aux prises avec une deuxième vague, Terre-Neuve-et-Labrador, étudiantes de niveau postsecondaire de Calgary)

Le gouvernement du Canada lançait plusieurs nouveaux programmes pour promouvoir les perspectives d'emplois chez les jeunes ainsi que la formation, l'acquisition de compétences et la croissance de l'emploi au sein de la population canadienne, en général. Nous avons fourni aux participants de plusieurs groupes de discussion tenus en novembre des renseignements à propos de chacun des programmes. Ils devaient ensuite donner leur opinion sur les possibilités de noms pour ces programmes, compte tenu de leur compréhension des objectifs et de la clientèle des programmes.

La clientèle cible de deux des programmes était les jeunes Canadiens de 15 à 30 ans. Nous avons informé les participants qu'un des programmes s'adressait aux jeunes vulnérables, y compris des jeunes qui vivent avec un handicap, de ménages à faible revenu ou de jeunes autochtones, et visait à offrir à ces jeunes Canadiens, âgés de 15 à 30 ans, un large éventail de formations axées sur des compétences et de soutiens à l'emploi. Ensuite, nous leur avons présenté les quatre noms possibles suivants et demandé de choisir celui qui convenait le plus selon eux :

- *Programme Développement des compétences;*
- *Programme acquérir des expériences;*
- *Programme de formation et d'employabilité des jeunes;*
- *Jeunes au travail.*

Les choix variaient d'un groupe à l'autre, mais, tout compte fait, la majorité des participants ont choisi *Programme de formation et d'employabilité des jeunes*, suivi de *Jeunes au travail* et de *Programme acquérir des expériences*. Le nom *Programme Développement des compétences* a eu la cote auprès d'un nombre assez faible de participants.

Beaucoup de participants avaient un penchant pour le nom *Programme de formation et d'employabilité des jeunes*, parce qu'il était clair et simple, mais il faisait moins l'unanimité dans les groupes de discussion tenus en Nouvelle-Écosse et au Québec. Les participants jugeaient utile que l'objectif du

programme, à savoir l'employabilité, soit mentionné dans le nom et ils l'avaient choisi en particulier pour cette raison. Selon eux, ce nom renseignait à la fois sur l'avantage d'une participation à ce programme et les résultats pouvant en découler.

La version anglaise du nom *Jeunes au travail* (*Youth @Work*) se démarquait d'après certains participants par l'utilisation du symbole « @ » dans le nom. Beaucoup étaient d'avis que cela aiderait à attirer l'attention du public cible et à montrer que le programme est tourné vers l'ère numérique. D'autres trouvaient ce nom accrocheur, simple et concis, des caractéristiques importantes pour mieux le retenir, et qu'il renforçait l'objectif, soit d'avoir un emploi. Quelques participants ont fait remarquer que la portée du programme pourrait éventuellement être élargie, car ce nom était moins spécifique que les autres noms de programmes. Les critiques formulées se rapportaient surtout à l'emploi du terme « jeunes » et aux craintes que le nom véhicule des promesses exagérées quant aux résultats du programme (p. ex. des emplois).

Presque autant de participants ont choisi le nom *Programme acquérir des expériences* que le nom *Jeunes au travail*. Ils préféraient ce nom parce qu'il présentait selon eux le programme sous un jour plus positif. Ils aimaient en particulier la mention de l'acquisition d'expériences au lieu de l'employabilité, qui laissait supposer à leur avis que les participants du programme étaient en général inemployables ou moins employables que les autres jeunes Canadiens. De plus, certains avaient l'impression que les jeunes cherchent davantage à acquérir de l'expérience qu'à devenir employables et que la présence du premier terme dans le nom du programme capterait leur attention.

Même si *Programme Développement des compétences* est le nom qui a le moins plu, ceux qui le préféraient trouvaient qu'il évoquait directement l'avantage du programme (p. ex. la possibilité d'acquérir des compétences) et ils aimaient le fait qu'il ne fasse pas expressément mention des jeunes, contrairement à deux des autres noms proposés. Ils reprochaient l'emploi du terme « jeunes » pour désigner une plage d'âge aussi étendue (à savoir les 15 à 30 ans) et avaient notamment l'impression que les personnes dans la vingtaine ne se considéreraient pas comme des jeunes et risquaient donc de ne pas présenter de demande. Les critiques portaient surtout sur le caractère moins officiel de ce nom, qui ne faisait pas aussi sérieux que les autres programmes relevant du gouvernement fédéral. Un commentaire dans la même veine a été formulé à propos de la version anglaise du nom *Jeunes au travail* (*Youth @Work*), certains jugeant l'utilisation du symbole « @ » non professionnelle, le « a commercial » leur semblant trop familier et plus approprié pour un programme qui cible les enfants que les personnes de 15 ans et plus.

Même si les participants ont discuté des aspects positifs et négatifs de chacun des noms de programme, dans l'ensemble, un grand nombre d'entre eux trouvaient qu'aucun des noms ne convenait parfaitement. Le principal reproche était qu'ils ne reflétaient pas bien le public cible ou n'y faisaient pas allusion. Comme mentionné précédemment, certains participants se demandaient si les personnes dans la vingtaine pouvaient être qualifiées de jeunes. De plus, quelques participants trouvaient qu'aucun des noms ne faisait référence aux jeunes vulnérables, mais reconnaissaient que l'utilisation du terme « vulnérable » ou « à risque » serait inappropriée, voire jugée offensante par certains. D'autres participants ont proposé de remplacer le mot « programme » par « projet » et le terme « employabilité » par « emploi », pour éviter les connotations négatives associées au chômage

ou à l'inemployabilité. Enfin, certains recommandaient d'intégrer le terme « autonomisation » pour susciter un intérêt à l'égard du programme et remonter le moral.

Nous avons fourni aux participants une brève description d'un deuxième programme qui s'adressait aux jeunes en général, pas seulement aux jeunes vulnérables. Ils ont été informés que ce programme serait d'une durée limitée et viserait à aider les jeunes Canadiens à se trouver un emploi grâce à des partenariats avec des employeurs de secteurs dans lesquels la demande est forte. Nous leur avons aussi expliqué que les employeurs recevraient des fonds du gouvernement pour offrir des possibilités de travail aux jeunes — à temps plein ou à temps partiel — pour une période allant de quelques mois, jusqu'à un an. Encore une fois, nous leur avons présenté quatre noms possibles pour ce programme et demandé de choisir celui qui convenait le plus selon eux :

- *Programme canadien de relance pour l'emploi des jeunes;*
- *Créateurs d'emploi;*
- *Programme de compétences, de formation et d'emploi des jeunes;*
- *Programme de partenariat pour le travail de jeunesse.*

Programme de compétences, de formation et d'emploi des jeunes est le nom que les participants ont préféré. Beaucoup trouvaient son acronyme en anglais (Y-STEP) accrocheur et facile à retenir. Selon eux, le nom intégral décrivait bien la portée du programme, notamment ses avantages et ses objectifs.

Une proportion comparable de participants a formulé des commentaires élogieux sur les noms *Programme canadien de relance pour l'emploi des jeunes* et *Programme de partenariat pour le travail de jeunesse*. Les participants aimaient le nom *Programme canadien de relance pour l'emploi des jeunes*, estimant qu'il représentait bien les objectifs du programme. Le nom *Programme de partenariat pour le travail de jeunesse* a également eu la cote auprès des participants en raison de l'emploi du terme « partenariat », qui selon nombre d'entre eux capterait à la fois l'attention des employeurs et des employés potentiels.

Le nom *Créateurs d'emploi* a suscité très peu d'enthousiasme, mais sa concision plaisait à certains, qui trouvaient les autres noms un peu longs. Selon d'autres participants, ce nom était vague et ne décrivait pas vraiment les objectifs du programme, à savoir trouver des emplois grâce à des partenariats.

Les participants ont de nouveau fait part de leurs préoccupations à propos de l'inclusion du mot « jeunes » ou « jeunesse » dans le titre, compte tenu de la plage d'âge cible. Certains estimaient préférable d'utiliser l'expression « jeunes adultes ». D'autres se demandaient si ces programmes étaient précisément liés à la pandémie de COVID-19 et si le nom devrait en faire mention, pour accroître la pertinence du programme pour le public cible.

En dernier lieu, nous avons demandé aux participants de tous les groupes (sauf celui de Calgary) d'évaluer cinq noms différents pour une initiative du gouvernement du Canada visant à favoriser la croissance de l'emploi pendant la phase de relance liée à la pandémie de COVID-19, en partie, au moyen d'une formation axée sur l'emploi et les compétences pour les Canadiens et grâce à un soutien destiné aux employeurs et aux collectivités. Voici les possibilités de noms présentées aux participants :

- *Plan de relance canadien pour les travailleurs;*

- *Plan d'action canadien pour la relance de la formation;*
- *Stratégie canadienne de relance de la main-d'œuvre;*
- *Plan canadien de perfectionnement de la main-d'œuvre;*
- *Initiative canadienne pour la formation de la main-d'œuvre.*

Sur les cinq noms proposés, les participants préféraient les trois suivants : *Stratégie canadienne de relance de la main-d'œuvre*, *Initiative canadienne pour la formation de la main-d'œuvre* et *Plan d'action canadien pour la relance de la formation*. Ils trouvaient que *Stratégie canadienne de relance de la main-d'œuvre* sonnait bien et étaient nombreux à penser que c'est ce nom qui décrivait le mieux l'objectif du programme. Certains ont mentionné que les mots « stratégie » et « relance » les interpellaient. Les participants aimaient les noms *Initiative canadienne pour la formation de la main-d'œuvre* et *Plan d'action canadien pour la relance de la formation*, car ils intégraient les termes « formation » et « plan d'action ». La mention d'un plan d'action était vue d'un bon œil, puisqu'elle éveillait un sentiment d'optimiste découlant de la mise en œuvre d'un processus de planification qui guide les mesures ou les activités.

En général, les participants n'étaient pas en faveur de l'emploi du mot « perfectionnement », tandis que d'autres ont émis des réserves à propos de l'utilisation du terme « relance », surtout si le programme devait se poursuivre après la pandémie. Le terme « initiative » a par ailleurs suscité des réactions défavorables chez quelques participants, qui l'associaient à l'absence de plan concret. Enfin, d'autres trouvaient que le nom *Plan de relance canadien pour les travailleurs* avait un caractère impersonnel et qu'il n'expliquait pas suffisamment le but ou la raison d'être du programme.

Évaluation des campagnes publicitaires (villes de taille moyenne du Québec, basses-terres continentales de la C.-B., bénéficiaires de l'AE ou de prestations de relance de la RGT et du sud-ouest de l'Ontario)

Tout au long de la pandémie, le gouvernement fédéral a mené différentes campagnes publicitaires à la fois dans les médias traditionnels et sur les réseaux sociaux pour informer la population canadienne sur la COVID-19 ainsi que sur les programmes de soutien financier offerts et les consignes et mesures de santé publique en place pour protéger les Canadiens.

Vers la fin du mois de novembre, nous avons présenté aux participants de trois groupes de discussion trois publicités vidéo tirées de campagnes différentes qui visaient à sensibiliser la population aux protocoles de sécurité et à les inciter à continuer de les respecter. Nous avons mentionné aux participants que ces publicités avaient déjà été diffusées et qu'il se pouvait qu'ils les aient déjà visionnées. Pour les besoins de l'évaluation et afin d'éliminer tout biais possible relatif à l'ordre, les trois publicités ont été présentées en alternance aux groupes, dans un ordre différent chaque fois. Nous avons laissé aux participants le temps de visionner chaque publicité, puis nous leur avons posé

une série de questions pour recueillir leurs réflexions et leurs impressions à propos de chacune, obtenir leurs commentaires sur ce qu'ils considéreraient être le message principal et savoir comment ils réagiraient probablement à l'information fournie. Après avoir évalué tour à tour les trois publicités, les participants ont précisé celle qui selon eux serait la plus efficace parmi les trois pour encourager les gens à modifier leurs comportements afin de limiter la propagation de la COVID-19. Les principaux résultats de ces discussions sont résumés ci-dessous.

Publicité « Tout ça pour ça »

La publicité intitulée « Tout ça pour ça » était de loin la préférée des participants, et ce, dans les trois groupes et beaucoup pensaient qu'elle serait la plus efficace pour encourager les Canadiens à modifier leurs comportements afin de freiner la transmission du virus.



3 Tout ça pour ça.mp4

La vidéo ci-dessus commence par une séquence dans laquelle on voit une femme dans sa voiture. Elle met ensuite masque, puis entre dans un magasin. La séquence suivante met en scène plusieurs jeunes réunis dans un salon, qui rient et sont en train de manger et de boire ensemble. La séquence fait place à l'image d'un homme qui dort dans l'avion, la bouche ouverte. Pendant que ces trois séquences défilent, on entend une narratrice dire : « Chaque fois que vous portez un masque, souvenez-vous que c'est pour qu'on puisse recommencer à faire ça et ça. » Les trois séquences qui suivent montrent tour à tour un homme qui se lave les mains à l'eau savonneuse et une jeune femme qui lui tend un linge, un plan en plongée de convives qui lèvent leurs verres et en dernier lieu, un couple de personnes âgées qui dansent au milieu d'un petit groupe. Durant ces séquences, on entend une narratrice dire : « Chaque fois que vous vous lavez les mains, souvenez-vous que c'est pour qu'un jour on en profite comme eux et eux. » On voit ensuite une série de brèves séquences qui montrent un jeune homme en conférence vidéo avec ses amis, un mariage en plein air, un DJ qui joue devant une grosse foule et à la fin, une partie de hockey au cours de laquelle deux amis célèbrent dans les estrades. La narratrice dit : « Chaque fois que vous vous rassemblez ici, souvenez-vous qu'à un moment donné, on pourra tous être ensemble ici, ici et ici. » On voit ensuite un écran bleu sur lequel figurent en blanc le message « Continuons de suivre les mesures de santé publique de la COVID-19. » ainsi que l'adresse URL « canada.ca/le-coronavirus » et le numéro de téléphone « 1 833 784-4397 » dans le bas de l'écran. La narratrice dit ensuite : « Protégeons-nous les uns les autres de la COVID-19. Un message du gouvernement du Canada. » À la fin de la publicité, on voit un écran noir sur lequel figure le mot-symbole « Canada ».

De façon générale, les participants voyaient la publicité comme un rappel amical, qui soulignait les principales raisons pour lesquelles on demandait aux Canadiens de respecter à la lettre les protocoles de lutte contre la COVID-19. Beaucoup trouvaient que le ton de la publicité était plein d'espoir. Elle a également fait vibrer les cordes sensibles des participants, plusieurs d'entre eux ayant pris plaisir à voir la représentation d'activités auxquelles ils n'avaient pu prendre part à cause de la COVID-19, mais qu'ils avaient très hâte de recommencer à faire une fois la pandémie derrière eux. Les autres commentaires élogieux formulés avaient trait aux messages d'unité et d'appartenance ainsi qu'à la diversité et au caractère multigénérationnel de la publicité, qui mettait en scène des personnes à différentes périodes de la vie et de toutes origines, afin de rejoindre un vaste public. Les participants convenaient que la publicité véhiculait un triple message : la situation concerne tous les Canadiens, individuellement et collectivement, les Canadiens doivent se protéger et protéger leurs proches et les efforts que les Canadiens font maintenant leur permettront un jour de reprendre les activités et d'assister aux événements qui leur sont chers et leur font plaisir.

Après avoir visionné les deux autres publicités, une majorité de participants ont choisi cette publicité comme étant la plus efficace pour induire des changements de comportement et un respect plus strict des mesures de santé publique en place pour lutter contre la propagation de la COVID-19. Par ailleurs, plusieurs participants pensaient que la publicité aurait possiblement plus d'impact auprès des personnes qui suivaient déjà à la lettre les protocoles de sécurité que celles qui respectaient moins les mesures ou adoptaient des comportements plus à risque en contexte de pandémie. Selon eux, la force de persuasion de la publicité serait moindre au sein de certains groupes, en particulier chez ceux qui avaient développé des habitudes au début de la pandémie et étaient peut-être moins ouverts au changement ou encore ressentaient une grande lassitude face aux restrictions en place. À ce propos, certains pensaient qu'il aurait été bénéfique pour en maximiser l'impact de présenter cette publicité ou ce message à tous les Canadiens plus tôt dans la pandémie, à un moment où une partie de la population ne mesurait pas forcément la gravité de la crise de santé publique.

Publicité « Paillettes »

Dans l'ensemble, la plupart des participants ont bien réagi à cette publicité, même si elle était loin de les interpeller autant que la publicité précédente.



1 Paillettes.mp4

La vidéo ci-dessus débute par une séquence dans laquelle on voit une jeune femme recouverte de poudre pailletée mauve qui arrive à un party et enlace un jeune homme. Durant l'accolade, la jeune femme laisse de la poudre pailletée sur le chandail du jeune homme. Dans la séquence suivante, on voit un homme mangeant des croustilles qu'il pige dans un bol recouvert de poudre pailletée mauve et une jeune femme qui lui tient la main. Le même jeune homme est ensuite transposé chez lui, dans sa cuisine. Ses vêtements sont couverts de poudre pailletée, tout comme différents endroits dans la cuisine, comme le comptoir, le frigo et les armoires. Sur le comptoir repose une boîte de biscuits aussi couverte de poudre pailletée à partir de laquelle il mange. La mère du jeune homme entre dans la pièce, vêtue d'une robe de chambre. Elle s'approche et prend dans la boîte couverte de poudre pailletée un biscuit qu'elle porte à sa bouche. On entend une narratrice dire : « Est-ce que ça vaut vraiment la peine d'aller à un party? » Dans la dernière séquence, on voit un gros plan de la mère qui mange le biscuit. Elle aussi a de la poudre pailletée autour de la bouche et on voit sa main prendre un autre biscuit de la boîte pailletée, à côté d'un verre de lait couvert de la même poudre pailletée. Le texte « Te mettre à risque, ça met tout le monde à risque. » est superposé sur l'écran, pendant qu'on entend la narratrice le lire. La narratrice lit ensuite le texte « Aidons à limiter la propagation de la COVID-19. », qui est affiché en rose foncé sur fond rose pâle. Le mot COVID-19 est affiché en jaune à l'écran sur un fond de poudre pailletée mauve. À la fin de la publicité, on voit un écran noir sur lequel figure le mot-symbole « Canada ».

En général, les participants comprenaient l'analogie entre la poudre pailletée mauve et le virus et trouvaient que c'était une façon efficace d'illustrer la force invisible du virus. La plupart pensaient que la publicité s'adressait avant tout aux étudiants. Quant au message principal, il s'agissait selon eux de montrer que la COVID-19 se propage facilement et d'illustrer comment elle se transmet d'une personne à l'autre. À cet égard, une majorité des participants trouvaient le message clair et simple. En ce qui concerne l'efficacité générale de la publicité, la plupart des participants doutaient de sa force de persuasion. À leur avis, il était peu probable que les personnes qui vont à des partys modifient leurs comportements après avoir vu cette publicité et certains pensaient que le message était peut-être trop subtil. De rares participants ont avancé que le psychisme des adolescents (p. ex., un sentiment

d'invincibilité) était difficile à sonder. Ils avaient l'impression que ce groupe démographique remettrait en doute la gravité de la COVID-19 étant donné que les jeunes qui sont porteurs du virus dans la publicité sont en santé. D'après les participants, ceux qui appartiennent à ce groupe d'âge sont nombreux à penser que s'ils contractent le virus, leurs symptômes seront relativement légers et ils vont se rétablir rapidement. D'autres croyaient que la publicité serait mal accueillie par les jeunes et les jeunes adultes, qui à défaut de saisir le message principal sur la transmission virale, se sentiraient pointés du doigt, comme une menace pour les autres.

Lors de la discussion, une certaine confusion régnait chez les participants à propos de l'histoire, quant à savoir si le personnage principal était responsable de la transmission du virus aux autres membres de la famille. Certains participants ne voyaient pas le lien entre la séquence dans laquelle on voyait un jeune dans une cuisine avec une autre femme et les séquences précédentes. D'autres ont cependant compris immédiatement que la séquence finale se déroulait après celles tournées dans un autre lieu, pour illustrer que la transmission du virus dans un petit groupe de pairs fait place à une propagation plus rapide et étendue chez les autres membres de la famille une fois à la maison.

De plus, les participants avaient des opinions divergentes sur la justesse du ton de cette publicité. Aux yeux de certains, elle minimisait la gravité du virus et aurait été plus percutante si, en plus d'illustrer la transmission du virus, elle en avait montré les conséquences, par exemple en mettant en scène une personne branchée à un ventilateur et en remplaçant la poudre pailletée mauve par une substance plus menaçante. Enfin, certains avaient l'impression que la publicité attisait la peur chez les adolescents et avaient des réserves concernant un énième recours à cette tactique alarmiste.

Publicité mettant en vedette la D^{re} Theresa Tam (en anglais) et le D^r Njoo (en français)

Bien qu'elle ait en général été bien accueillie par rapport aux autres, la publicité dans laquelle la D^{re} Theresa Tam, administratrice en chef de la santé publique du Canada (dans la version anglaise) et le D^r Njoo, administrateur en chef adjoint de la santé publique du Canada (dans la version française) parlaient des protocoles de lutte contre la COVID-19 et encourageaient les Canadiens à continuer de les respecter était considérée comme la moins efficace par les participants.



2 Dr Njoo.mp4

La vidéo ci-dessous met en vedette le D^r Njoo assis à un bureau, avec un masque et du désinfectant à proximité et un drapeau du Canada en arrière-plan. Le titre du D^r Njoo, administrateur en chef adjoint de la santé publique du Canada, est affiché à l'extrémité gauche de l'écran tout au long de la vidéo. Le D^r Njoo dit ce qui suit : « La pandémie de COVID-19 est une situation sérieuse. Il faut continuer d'appliquer toutes les mesures de santé publique. Suivez les consignes locales sur les rassemblements, pratiquez l'éloignement physique, lavez vos mains, portez un masque et téléchargez l'application Alerte COVID. Si vous avez des symptômes, même légers, restez à la maison. Protégeons-nous les uns les autres. On a fait trop de chemin pour s'arrêter. Vers la fin de la publicité, le texte suivant est superposé au bas de l'écran : « Plus de détails au Canada.ca/le-coronavirus ou au 1 833 784-4397. » À la fin de la publicité, on voit un écran noir sur lequel figure le mot-symbole « Canada » et une narratrice dire : « Un message du gouvernement du Canada. »

Les participants convenaient que le message principal visait à rappeler qu'un vaccin s'en venait, mais que d'ici là, malgré la lassitude, il était important de continuer d'adhérer aux consignes de santé publique.

À leur avis, cette publicité faisait un survol exact des protocoles pour lutter contre la COVID-19 et se voulait un rappel utile aux Canadiens sur l'importance de pratiquer l'éloignement physique et de porter un masque dans les lieux publics. Ils la trouvaient claire, intelligente, fondée sur la science et crédible, en raison surtout de l'expertise du porte-parole.

Toutefois, de nombreux participants estimaient qu'elle avait un ton professoral, qui pourrait nuire à son efficacité générale, notamment à sa capacité de persuader les gens de continuer d'appliquer les consignes de sécurité. Pour certains, il manquait aussi un lien émotionnel. De plus, quelques participants ont critiqué le fait que la publicité n'abordait pas les conséquences du non-respect des directives de santé publique. Selon eux, cela la rendait moins efficace pour faire adopter des changements plus positifs qui constituent un pas dans la bonne direction. Plusieurs participants ont également dit que la publicité ne véhiculait aucune nouvelle information. Étant donné que les Canadiens voyaient régulièrement la D^{re} Tam et le D^r Njoo dans les médias, certains se demandaient si l'emploi des responsables de la santé publique bien connus de chaque province ou territoire comme porte-parole aurait permis d'améliorer la publicité et le scénario.

Ouverture des frontières internationales (parents de grandes villes du Québec aux prises avec une deuxième vague, parents de grandes villes de l'Ontario aux prises avec une deuxième vague, bénéficiaires de l'AE ou de prestations de relance de la Saskatchewan, Terre- Neuve-et-Labrador)

Invités à dire sous quelles conditions le Canada devrait rouvrir la frontière canado-américaine, les participants ont reconnu le caractère délicat de la question ainsi que les enjeux pour les nombreuses personnes qui ont de solides liens transfrontaliers. Essentiellement, ils croyaient que cette décision devrait être prise une fois que les éclosions de COVID-19 auraient été maîtrisées dans les régions les plus touchées, que la transmission du virus aux États-Unis aurait diminué et que l'efficacité des campagnes de vaccination aurait été démontrée. Des commentaires semblables ont été formulés à propos du maintien de la « bulle de l'Atlantique » en guise de protection contre le reste du Canada.

Les participants des différents groupes ont discuté longuement des mesures supplémentaires à prendre pour faciliter la réouverture des frontières. La mise en quarantaine des personnes qui arrivent au Canada, conjuguée à une application stricte ainsi que la réalisation à grande échelle de tests obligatoires de dépistage rapide en sont des exemples. Certains ont avancé que le Canada n'ouvrirait

peut-être ses frontières qu'à certains pays, en s'appuyant sur la situation de santé publique respective des pays.

L'intérêt pour les voyages et l'intention de voyager à l'étranger concordaient avec les attitudes exprimées ci-dessus. Des participants souhaitaient que les Canadiens puissent recommencer à voyager à l'étranger, mais ce point de vue ne faisait pas consensus au sein des groupes. Même ceux qui ont manifesté l'intérêt de voyager dans d'autres pays ont soulevé de nombreux obstacles. D'autres étaient moins préoccupés par les risques des voyages internationaux que par l'étape du retour et de la rentrée au Canada. Les participants estimaient qu'il était essentiel de comprendre la situation dans le pays de destination, notamment de connaître les taux d'infection et l'incidence de la pandémie à l'échelle locale et régionale et de savoir s'il y a des établissements de santé publique et s'ils sont accessibles. Certains jugeaient que le fait d'autoriser les voyages dans des destinations contrôlées (p. ex., un lieu de villégiature d'accès restreint où le climat est doux) était un compromis acceptable. De rares participants trouvaient préférable de permettre les déplacements internationaux, peu importe si des régimes de dépistage rigoureux sont disponibles ou non.

Nous avons demandé aux participants s'ils avaient entendu parler d'un programme s'adressant aux voyageurs entrant au Canada par voie terrestre ou aérienne qui était mis à l'essai par l'Alberta. Ils étaient très peu nombreux à le connaître, mais certains savaient que la durée de la quarantaine avait été écourtée et qu'il était possible de passer un test de dépistage rapide à l'aéroport de Calgary. Nous leur avons ensuite montré le texte suivant en guise d'éclaircissements :

(Groupe du Québec seulement) L'Alberta met à l'essai un nouveau programme dans le cadre duquel les voyageurs entrant au Canada par voie terrestre ou aérienne auront la possibilité de subir un test de dépistage pour la COVID-19 à la frontière. Cela leur permettra de renoncer à la quarantaine de 14 jours, s'ils acceptent de se soumettre à un test dès leur arrivée ainsi que de s'isoler jusqu'à ce qu'ils obtiennent les résultats de leur test et fassent une vérification des symptômes. Ils devront également s'engager à subir un deuxième test, une semaine après leur arrivée, dans une pharmacie locale prenant part au projet pilote. Si le test s'avère négatif, les voyageurs seront autorisés à quitter leur lieu de quarantaine tant qu'ils resteront en Alberta pendant les 14 premiers jours. Ils pourraient recevoir une contravention s'ils ne respectent pas les exigences publiques du projet pilote. / (Les autres groupes) L'Alberta met à l'essai un nouveau programme pour les voyageurs entrant au Canada par voie terrestre ou aérienne. Dans le cadre de ce nouveau programme, un voyageur entrant en Alberta ne sera pas soumis à la quarantaine obligatoire de 14 jours si cette personne suit ces nouvelles étapes :

- *Passer un test de dépistage de la COVID-19 à son arrivée et s'auto-isoler jusqu'à ce qu'elle obtienne les résultats.*
- *Remplir une liste de vérification pour s'assurer qu'elle ne présente pas de symptômes.*
- *Passer un deuxième test de dépistage de COVID-19 une semaine après avoir atterri ou être arrivé en Alberta. Ce test peut être effectué dans n'importe quelle pharmacie participante.*
- *Si les résultats sont négatifs, elle peut quitter sa quarantaine, mais doit rester en Alberta pendant les 14 premiers jours.*
- *Elle risque de recevoir une contravention si elle ne respecte pas ces nouvelles directives.*

Ces renseignements ont été bien accueillis par les participants, qui voyaient d'un bon œil la politique. Elle se comparait avantageusement à l'approche adoptée en Allemagne, une réussite aux dires de nombreux participants. Il a été mentionné que cette politique forcerait les gens à rester en Alberta 21 jours au lieu d'avoir à faire une quarantaine de 14 jours, et que ce serait peut-être plus juste de mettre ce programme à l'essai à l'échelle du pays.

Les critiques formulées se rapportaient à l'honnêteté et à l'application. De plus, des questions ont été soulevées à propos de la nécessité du programme. Certains participants du Québec pensaient que les voyageurs ne respecteraient pas les règles du programme, par exemple, qu'ils ne s'isoleraient pas en attendant le résultat de leur test. Ils mettraient donc les autres à risque. Les participants estimaient que la remise de contraventions n'était pas assez sévère comme mesure d'application, mais leur principale critique concernait la question de l'honnêteté et l'impression que les règles d'un tel programme peuvent être contournées facilement. Ils étaient plus à l'aise avec le programme en sachant qu'il s'appliquait surtout aux personnes ayant voyagé pour des raisons essentielles. À l'inverse, les participants étaient moins en faveur de l'application de cette politique aux voyages d'agrément. Par ailleurs, certains considéraient que les citoyens canadiens rentrant au pays devaient avoir priorité sur les autres voyageurs et que toutes les personnes devaient payer elles-mêmes les tests de dépistage.

Cette discussion a permis de mettre en lumière des enjeux plus vastes associés aux frontières. Maintenant que ces contrôles étaient en place, d'autres croyaient qu'il était temps d'ouvrir les frontières, de promouvoir les voyages, de réduire les restrictions et d'appliquer les mêmes mesures à l'ensemble des citoyens et des non-citoyens. Ce groupe de participants pensait également qu'étant donné qu'un vaccin serait bientôt disponible, il fallait se concentrer sur l'activité économique. D'autres jugeaient le programme inutile. À leur avis, les restrictions en place à la frontière et la quarantaine de 14 jours devaient être maintenues. Il fallait aussi limiter le nombre de personnes qui entrent au Canada et attendre qu'un programme de vaccination soit en vigueur avant de modifier les règles frontalières.

Résultats détaillés – Partie II : autres enjeux

La pêche en Nouvelle-Écosse (Nouvelle-Écosse)

Connaissance et opinions sur le conflit de la pêche

La plupart des participants de ce groupe étaient au courant du conflit qui oppose les pêcheurs autochtones et les pêcheurs non autochtones dans la province. Certains avaient entendu des points de vue variés sur le sujet, notamment des perceptions d'injustice d'un côté et le sentiment d'ayant droit de l'autre. Quelques participants ont parlé d'un manque généralisé de compréhension des faits et plus particulièrement du contexte historique, qui témoigne selon eux d'un besoin d'éduquer la population.

Avant de poursuivre la discussion, les participants ont été informés de certains faits. Nous leur avons expliqué qu'une bande Mi'kmaq avait lancé sa propre pêche au homard, réglementée par les Mi'kmaq et fondée sur les droits, dans la baie Sainte-Marie. En réaction au lancement de la pêche, des pêcheurs non autochtones auraient tenté de bloquer les bateaux qui sortaient pour pêcher, coupé des lignes de casiers sur des propriétés autochtones et retiré les casiers de l'eau. Nous leur avons également mentionné que le conflit avait abouti à la destruction de biens (p. ex., un bateau a été incendié, un

véhicule a été détruit et un vivier à homard contenant des prises de pêcheurs autochtones a été endommagé tandis qu'un autre a été brûlé). Par la suite, nous leur avons demandé de partager leurs réflexions sur le sujet. Alors que certains avaient l'impression que la GRC aurait dû intervenir plus rapidement, l'opinion générale était qu'il serait préférable de résoudre le problème en négociant une entente et en établissant des règles claires plutôt qu'en utilisant des mesures de contrôle et de sanction. La majorité des participants étaient d'avis que le problème relevait carrément du gouvernement fédéral et que la résolution dépendait de l'établissement d'une définition claire de la « subsistance convenable » dont il est question dans la décision rendue par la Cour suprême du Canada dans l'affaire Marshall en 1999¹ et qui accorde aux pêcheurs autochtones le droit de chasse, de pêche et de cueillette dans ces conditions. Plusieurs ont mentionné qu'un dialogue constructif entre les pêcheurs commerciaux autochtones et non autochtones était nécessaire et avait déjà trop tardé. D'autres ont fait valoir que le gouvernement fédéral, notamment Pêches et Océans Canada, devait faire preuve de leadership pour agir comme médiateur entre les parties et faire avancer les choses. Dans le même ordre d'idées, un certain nombre de participants ont mentionné qu'on ne devrait pas laisser les pêcheurs commerciaux se faire justice, mais que la définition de « subsistance convenable » devait être clarifiée lors de discussions menées par des représentants du gouvernement fédéral avec les communautés autochtones. Même s'ils ont compris que les pêcheurs commerciaux sentaient que leur moyen de subsistance était menacé et craignaient de voir les stocks de homard diminuer au fil du temps, tout compte fait, la plupart des participants considéraient comme inacceptables les comportements démontrés à l'égard des pêcheurs autochtones. Ils ont également fait valoir que le conflit avait dégénéré à un point tel que l'absence de mise en application de la loi ou la résolution du problème plus vaste de déterminer ce qu'est une « subsistance convenable » constituait en fait une permission tacite pour un petit groupe de pêcheurs de poser des gestes illicites et dommageables.

Le rôle du gouvernement du Canada

Tous les participants étaient d'accord pour dire qu'il s'agissait d'un problème important qui nécessite l'intervention du gouvernement du Canada. Certains l'ont qualifié de priorité pour le gouvernement fédéral qui s'est engagé à améliorer les conditions de vie et la prospérité économique des peuples autochtones. D'autres avaient simplement l'impression que ce problème, qui n'était peut-être pas la priorité absolue du gouvernement du Canada, existait depuis trop longtemps et qu'une solution convenable aux deux parties s'imposait de toute urgence pour assurer une résolution pacifique.

Divers points de vue ont été exprimés en réponse à la question sur les actions que devrait prendre le gouvernement fédéral. Quelques participants croyaient fermement qu'il fallait appliquer la loi. Selon eux, le phénomène du justicier et les actes illégaux auraient été très peu tolérés si la situation inverse s'était produite. Ils étaient également d'avis que la non-application des lois avait amené certains à se livrer à des activités criminelles. L'opinion prédominante voulait que le problème soit plus facilement résolu par les décideurs politiques et par une entente négociée qui fournirait des directives claires à toutes les parties en cause. Bien que quelques participants étaient d'avis qu'on devrait inclure les pêcheurs commerciaux dans les négociations, d'autres étaient plus catégoriques en affirmant que les

¹ <https://www.rcaanc-cirnac.gc.ca/eng/1100100028614/1539611557572>

discussions devraient se tenir exclusivement avec les pêcheurs autochtones. Ces derniers ont ajouté que la première étape vers une résolution consistait à établir clairement les paramètres (p. ex., la subsistance convenable grâce à la pêche) et que seuls les pêcheurs autochtones et le gouvernement fédéral devraient prendre part aux discussions. Les participants avaient l'impression qu'une définition précise apporterait une plus grande clarté en ce qui a trait à l'application des lois et des règlements.

Questions autochtones (Autochtones de la Colombie-Britannique)

Une discussion approfondie des questions autochtones a eu lieu dans un groupe composé d'Autochtones de la Colombie-Britannique. Divers sujets ont été abordés, dont les priorités clés pour les peuples autochtones, les opinions des mesures prises par le gouvernement du Canada pour résoudre les questions autochtones et le conflit qui oppose les pêcheurs en Nouvelle-Écosse, la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones (DNUDPA), le racisme systémique et l'eau potable dans les réserves.

Les questions autochtones et les principales priorités du gouvernement du Canada

Les participants ont mentionné plusieurs enjeux importants concernant les Autochtones sur lesquels le gouvernement du Canada devrait se pencher :

- Soins de santé – Plusieurs participants ont parlé de discrimination et des lacunes qui existent dans le système de soins de santé et qui touchent directement les Autochtones. Certains ont parlé de la méfiance généralisée des peuples autochtones à l'égard des institutions et des systèmes du gouvernement fédéral, étant donné leur expérience avec les pensionnats et la stérilisation forcée des femmes autochtones. Les données indiquant que les populations autochtones sont en plus mauvaise santé que les Canadiens non autochtones ont également été citées en exemple comme un facteur qui contribue à la méfiance généralisée. D'autres participants ont souligné les défis que doivent affronter les Autochtones pour obtenir des soins de santé adéquats. Plusieurs ont parlé des difficultés qu'ils avaient éprouvées, et que d'autres Autochtones avaient éprouvées, pour trouver un fournisseur primaire de soins de santé. Ils ont fourni des exemples de fournisseurs qui refusaient carrément d'offrir un service à une personne autochtone. Ces participants avaient le sentiment qu'on les regardait de haut dès qu'ils présentaient leur carte de statut. Sur ce point, certains avaient l'impression que des questions administratives créaient des obstacles supplémentaires qui empêchent les Autochtones d'accéder aux soins. Selon eux, les fournisseurs de soins de santé étaient moins enclins à servir la population autochtone, compte tenu des exigences pour remplir des formulaires additionnels et des délais de paiement pour les services rendus. Ils ont cité en exemple le dernier cas rapporté dans les médias et qui concernait cette femme autochtone qui avait été victime de mauvais traitements de la part du personnel d'un hôpital du Québec pour prouver que la discrimination était bel et bien présente dans le système de santé.

- Renforcement des capacités autochtones – Plusieurs participants ont fait allusion à l'éducation, en particulier à la nécessité d'accroître la capacité des peuples autochtones à entreprendre des carrières professionnelles et à décrocher des postes de direction, notamment au sein de leurs propres communautés. Bien qu'ils aient reconnu que de nombreuses subventions et bourses d'études étaient offertes aux Autochtones qui désiraient suivre une formation professionnelle, certains participants ont indiqué qu'il y avait moins de financement pour les universitaires autochtones, en particulier ceux qui ont besoin de soutien financier pour faire des études supérieures. Plusieurs ont parlé du désir de pouvoir choisir parmi un bassin de candidats autochtones hautement scolarisés pour combler des postes de direction au sein des organisations des Premières Nations, en plus d'améliorer les chances pour ceux-ci de postuler des emplois bien rémunérés de façon plus générale. Les participants étaient préoccupés du fait que dans les entreprises et organisations au service des peuples autochtones, de nombreux postes de direction étaient pourvus par des non-Autochtones. Ils avaient l'impression que cette pratique contribuait à la discrimination, en plaçant des non-Autochtones en position de privilège dans des affaires qui concernent la population autochtone.
- Assistance pour la transition vers le milieu urbain – Une autre question soulevée spontanément par les participants concernait les défis pour certains Autochtones de passer de la réserve à la vie en milieu urbain. Ils avaient le sentiment que peu d'efforts étaient faits pour faciliter la transition des personnes concernées et qui pourraient avoir besoin d'aide supplémentaire pour acquérir les aptitudes essentielles à la vie quotidienne (p. ex., gestion financière, recherche d'emploi). Les participants ont aussi mentionné qu'il serait utile de promouvoir les services et les soutiens offerts aux Autochtones dans les centres urbains, en particulier aux nouveaux venus. Selon eux, ce genre de soutien favoriserait une meilleure transition.

En plus des trois principaux sujets mentionnés ci-haut, les participants ont également parlé de la discrimination en général qui, selon eux, est présente non seulement dans le système de soins de santé, mais également dans le système de justice pénale, y compris l'appareil judiciaire et les forces de l'ordre.

La discussion s'est poursuivie sur ce que le gouvernement du Canada a fait de bien et sur ce qu'il pourrait améliorer. Bien qu'ils aient soulevé plusieurs points en réponse à cette question en deux parties, les participants ignoraient s'ils étaient du ressort du gouvernement fédéral ou provincial. Néanmoins, ils ont souligné quelques améliorations apportées dans les services à l'enfance et pour les familles, notamment le financement qui pourrait être offert aux parents autochtones pour s'assurer qu'ils assument davantage de responsabilités pour leurs enfants. Ils ont également mentionné les efforts pour étendre le service Internet aux petites communautés rurales et éloignées. Certains ont commenté les progrès réalisés pour financer directement les communautés et les organisations autochtones, de même que les initiatives dirigées par des Autochtones, citant en exemple le New Relationship Trust² et la B.C. Indigenous Clean Energy Initiative (BCICEI)³.

² <http://www.newrelationshiptrust.ca/>

³ <https://www.newrelationshiptrust.ca/initiatives/bcicej/>

Parallèlement, plusieurs ont suggéré d'apporter des améliorations dans chacun des secteurs suivants :

- Soutien aux enfants des Premières Nations – Plus particulièrement, les participants étaient d'avis qu'un suivi plus approfondi était nécessaire pour la réunification des parents et des enfants autochtones. Plusieurs ont évoqué les traumatismes intergénérationnels permanents, la toxicomanie et les travailleurs mal formés. Certains ont suggéré que le personnel du ministère du Développement de l'enfance et de la famille pourrait bénéficier d'une formation sur la sensibilisation aux réalités culturelles lorsqu'ils interagissent avec les communautés des Premières Nations. Encore une fois, la distinction entre les paliers gouvernementaux – fédéral et provincial – semblait floue pour la plupart des participants, même s'ils ont indiqué que le principe de Jordan⁴, une initiative du gouvernement fédéral qui consiste à s'assurer que tous les enfants des Premières Nations qui habitent au Canada aient accès aux produits, aux services et au soutien dont ils ont besoin, était un pas dans la bonne direction. Ils ont toutefois ajouté qu'on pourrait toujours faire mieux dans ce domaine.
- Lutte à la toxicomanie – Bien qu'ils considèrent les versements de la PCU comme étant nécessaires et utiles, certains participants étaient inquiets à l'idée que cet argent stimule la consommation de substances illicites et les comportements de dépendance.
- Racisme et discrimination – Les participants ont réclamé qu'on s'attaque au racisme, qu'ils jugent généralisé et systématique, dont sont victimes les peuples des Premières Nations partout au pays.

La pêche en Nouvelle-Écosse

La vaste majorité des participants étaient au courant du conflit qui oppose les pêcheurs commerciaux de homard autochtones et non autochtones en Nouvelle-Écosse. Ceux qui étaient au fait de la situation croyaient que les pêcheurs Mi'kmaq ne faisaient qu'exercer leur droit de pêche durant la saison morte et qu'ils étaient injustement attaqués par les pêcheurs non autochtones et dans les médias. Selon eux, pendant que de grandes sociétés et des pêcheurs non autochtones accaparaient souvent une large part des quotas de pêche, les pêcheurs autochtones étaient pointés du doigt pour pêche excessive. Certains se sont demandé si les perceptions erronées des actions posées par les pêcheurs autochtones avaient un lien avec la confusion entourant la définition de « subsistance convenable » dont il est question dans la décision de la Cour suprême dans l'affaire Marshall. Les participants s'entendaient pour dire que l'expression était floue et ouverte à de vastes interprétations.

Les participants ont également parlé du manque de coopération entre les pêcheurs autochtones et non autochtones, qui a contribué à l'ignorance de la culture et des traditions autochtones et perpétué le conflit. Certains étaient d'avis que tous les paliers de gouvernement pourraient et devaient en faire davantage pour résoudre la situation.

Ce bref rappel des faits a été présenté aux participants : en réaction à la décision prise par une bande Mi'kmaq de lancer sa propre pêche au homard dans la baie Sainte-Marie, pêche autoréglementée et fondée sur les droits issus de traités, des pêcheurs non autochtones ont tenté de bloquer les bateaux

⁴ <https://www.sac-isc.gc.ca/eng/1568396042341/1568396159824#chp02>

qui sortaient pour pêcher, ont apparemment coupé des lignes de casiers sur la propriété des Autochtones, ont retiré les casiers de l'eau et se sont rassemblés devant la maison d'un acheteur présumé. De façon générale, les participants ont qualifié la réaction des pêcheurs non autochtones d'inappropriée et ont parlé d'intimidation. Ils s'entendaient pour dire que la GRC aurait pu agir de façon plus proactive en appuyant les Mi'kmaq et ont suggéré qu'il existait clairement un double standard dans le traitement des manifestants autochtones par rapport aux non autochtones, les premiers étant traités plus durement et avec plus de force que les autres. Quelques participants ont fait remarquer qu'il ne s'agissait pas d'un incident isolé, mais plutôt d'une manifestation du traitement injuste et inéquitable réservé aux Autochtones.

Les participants s'entendaient pour dire que le gouvernement du Canada devrait se pencher sur le problème. Selon eux, le gouvernement devrait apporter un soutien accru aux Premières Nations qui exercent leurs droits issus de traités. D'autre part, certains ont indiqué que le gouvernement fédéral avait l'obligation de résoudre d'autres problèmes qui touchent les Autochtones, notamment celui de l'eau potable dans les réserves.

Les participants avaient un niveau de connaissance modéré en ce qui concerne l'acquisition par les communautés Mi'kmaq de Clearwater Seafood en Nouvelle-Écosse, pour la somme d'un milliard de dollars. Les participants ont été informés qu'en vertu de l'entente, les pêcheurs Mi'kmaq auront l'entière propriété de la licence de pêche en haute mer de Clearwater, ce qui aura pour effet de diminuer les captures de homard, de pétoncles, de crabes et de palourdes des pêcheurs non autochtones dans une vaste zone de pêche appelée LFA 41. La plupart des participants ont réagi favorablement à cette annonce. Selon eux, l'acquisition renforcera les capacités autochtones, augmentera la diversité économique et favorisera le développement économique au sein de la communauté autochtone, et pourrait réduire les tensions entre les communautés autochtones et non autochtones et contribuer aux efforts de réconciliation. Certains étaient toutefois hésitants, croyant que la propriété de l'entreprise pourrait mener à une diminution de l'engagement envers la chasse et la pêche et de l'importance de celles-ci dans le contexte de la culture traditionnelle de préservation des aliments chez les Autochtones. Somme toute, les opinions étaient majoritairement favorables.

Nous avons demandé aux participants si l'acquisition de Clearwater pouvait avoir un impact sur le conflit de la pêche au homard avec les pêcheurs non autochtones, même si elle ne réglait pas le débat sur la pêche de « subsistance convenable ». La plupart des participants ont répondu par l'affirmative en donnant les raisons suivantes :

- Elle permettrait aux peuples autochtones d'être plus indépendants financièrement ;
- Elle démontre aux Canadiens les capacités commerciales des Autochtones ;
- Elle mène à une saine compétition entre les entreprises appartenant à des Autochtones et celles détenues par des non-Autochtones ;
- La propriété autochtone et l'engagement envers la durabilité de l'environnement permettront de protéger la pêche (et d'autres ressources).

Certains se sont toutefois dits inquiets que la transaction puisse mener au départ volontaire de certains employés qui pourraient avoir des sentiments racistes à l'idée de travailler pour une entreprise autochtone.

La Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones (DNUDPA)

De façon spontanée, peu de participants avaient entendu parler de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones (DNUDPA). Avant de poursuivre la discussion, nous leur avons fourni l'explication suivante :

La Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones est un document international adopté par les Nations Unies en 2007 qui énonce les droits fondamentaux que les peuples autochtones devraient avoir dans le monde entier. Elle explique comment les gouvernements devraient respecter les droits de l'homme des peuples autochtones.

La Déclaration universelle des droits de l'homme comprend 46 articles qui décrivent les droits spécifiques et les mesures que les gouvernements doivent prendre pour protéger ces droits. Les principaux thèmes de la déclaration sont les suivants :

- *Le droit à l'autodétermination*
- *Le droit à l'identité culturelle*
- *Le droit au consentement libre, préalable et éclairé (c'est-à-dire le droit d'être consulté et de prendre des décisions sur toute question susceptible d'affecter les droits des peuples autochtones)*
- *La protection contre la discrimination*

Interrogés sur les changements auxquels ils s'attendaient si le Canada mettait en œuvre intégralement la DNUDPA, certains ont répondu que les peuples autochtones auraient un plus grand poids dans les décisions et les questions qui les concernent. Par exemple, certains ont parlé d'une situation où les réserves pourraient décider de la manière dont elles reçoivent les soins, alors que d'autres ont mentionné une plus grande représentation des Autochtones dans les postes de haute direction au sein de Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord Canada et Services aux Autochtones Canada, les deux ministères fédéraux qui ont des contacts réguliers avec les communautés autochtones. Quelques participants croyaient que la mise en œuvre de la DNUDPA permettrait de simplifier l'information sur les questions autochtones pour mieux éduquer la population. Néanmoins, certains sont demeurés sceptiques quant à la rapidité à laquelle la DNUDPA pourrait être mise en œuvre.

Le racisme systémique

Même si certains n'étaient pas familiarisés avec l'expression « racisme systémique », les participants s'entendaient généralement pour dire que le racisme à l'endroit des peuples autochtones était omniprésent au Canada. Ils ont décrit le racisme systémique comme étant des idées préconçues qui dépeignent les Autochtones de façon négative. Ils ont ajouté que le racisme systémique était soutenu

par une série de lois et de règlements qui traitent les Autochtones comme s'ils étaient inférieurs aux autres.

Avant de poursuivre la discussion, nous leur avons fourni cette explication :

Le racisme systémique est généralement défini comme un problème lié à la manière dont la société est organisée, et pas seulement aux attitudes individuelles à l'égard de certains groupes. C'est donc comme s'il y avait des préjugés structurels ou si une lentille raciste était intégrée dans nos divers systèmes et institutions, qui mènent à un traitement ou à des dénouements injustes pour certains groupes. Ainsi, plutôt que de se pencher sur le problème de quelques « brebis galeuses » (par exemple, quelques personnes racistes), le racisme systémique est essentiellement lorsque le troupeau entier est gâté.

Les participants étaient d'avis que le racisme systémique était manifeste dans de nombreux systèmes et institutions au Canada, y compris le système de protection de l'enfance, le système de soins de santé, le système judiciaire, le secteur du logement et le système de l'éducation. Certains ont affirmé que leurs expériences du racisme systémique les avaient amenés à dissimuler leur identité autochtone.

Quand nous leur avons demandé quels étaient les changements qu'il faudrait apporter pour améliorer le traitement des Autochtones à l'intérieur de ces institutions et dans l'ensemble des systèmes, les participants ont d'abord suggéré d'améliorer l'agilité culturelle. Par cela, ils entendaient que les institutions devaient revoir leur système de pensée et leur compréhension à l'égard des communautés culturelles. Les systèmes de l'éducation et de la santé ont été pointés du doigt. D'autres ont également remarqué que dans certains cas, une excuse pourrait contribuer grandement à résoudre les problèmes. Ils ont insisté sur le fait que pour progresser vers la réconciliation, il fallait s'engager, en paroles et en actions (p. ex., sans excuse, tout financement additionnel s'avère moins efficace pour résoudre un problème).

Dans la dernière partie de la discussion, nous avons également demandé aux participants s'ils croyaient que le racisme systémique était présent à la GRC, les corps policiers locaux et le système judiciaire canadien. Presque tous étaient d'accord pour dire que oui. En ce qui concerne la GRC et les corps policiers locaux, bon nombre d'entre eux avaient l'impression que les problèmes prenaient racine dans le recrutement, les pratiques d'embauche et de formation qui sont défavorables aux Autochtones. Ils ont recommandé d'améliorer la formation sur la sensibilisation aux réalités culturelles et de prolonger les cycles de déploiement des travailleurs de la santé dans les communautés autochtones pour leur permettre de s'imprégner des méthodes autochtones. Les participants étaient d'avis que bon nombre de ces travailleurs sont affectés pour une période relativement courte (4 ans ou moins) – ils arrivent avec des connaissances limitées de la communauté et ils partent avoir d'avoir pu acquérir une meilleure compréhension ou établir des liens positifs. En ce qui concerne le système judiciaire canadien, les participants ont émis l'opinion que la gestion du dossier des femmes et des filles autochtones disparues et assassinées témoignait d'un racisme sous-jacent et d'une dévaluation des Autochtones en général.

L'eau potable

De nombreux participants connaissaient l'essentiel des avis sur l'eau potable à long terme dans les réserves, et savaient que le gouvernement du Canada prenait des mesures concrètes pour résoudre le problème. Avant de poursuivre la discussion sur le sujet, nous avons présenté aux participants une infographie résumant les progrès du gouvernement dans ce dossier.

Mis à jour le 15 février 2020



Tous

les avis à long terme sur la qualité de l'eau potable touchant les systèmes publics dans les réserves seront **levés** d'ici



88 avis à long terme sur la qualité de l'eau potable levés depuis novembre 2015

61 avis à long terme étaient toujours en vigueur

Projets en cours ou achevés au 30 septembre 2019



441

projets d'infrastructure axés sur l'eau et les eaux usées



59

projets et services de soutien



74

études de faisabilité et projets de conception

L'infographie ci-dessus est présentée sur fond blanc et passe au bleu pâle au tiers de l'image, puis au bleu foncé dans le bas. Dans le coin supérieur gauche figure la mention « Mis à jour le 15 février 2020 » en caractères gris surlignés d'un trait ondulé bleu. Du côté droit, on voit l'image d'un robinet blanc qui laisse échapper une goutte d'eau, dans une bulle bleue. Au centre de l'image, du côté gauche, figure le texte « Tous les avis à long terme sur la qualité de l'eau potable touchant les systèmes publics dans les réserves seront levés d'ici » en caractères gris, avec les mots « tous » et « levés » en bleu. Juste à droite de ce texte, on

voit l'image d'un calendrier de mars 2021. À droite du calendrier, il y a une ligne verticale pointillée bleue puis à droite de la ligne, le texte suivant : « 88 avis à long terme sur la qualité de l'eau potable levés depuis novembre 2015 » et en dessous, « 61 avis à long terme étaient toujours en vigueur ». Dans les deux cas, les chiffres sont imprimés beaucoup plus gros que le reste du texte. Dessous, dans le dernier tiers de l'image, on voit une banderole bleue avec ce texte : « Projets en cours ou achevés au 30 septembre 2019 » en caractères blancs. Juste en dessous et séparées par des lignes verticales pointillées bleues se trouvent trois sections. Celle à l'extrême gauche illustre un cône dans une goutte d'eau en bleu, avec ce texte en gris : « 441 projets d'infrastructure axés sur l'eau et les eaux usées ». La section du centre contient trois personnes dans la goutte d'eau en bleu, avec en dessous le texte « 59 projets et services de soutien » en gris. Dans la section de droite figurent une carte et une loupe dans une goutte d'eau en bleu, avec le texte « 74 études de faisabilité et projets de conception » en dessous.

L'information présentée dans l'infographie n'a pas réussi à satisfaire les participants, même si certains ont suggéré qu'elle indiquait clairement que des progrès à tout le moins modestes avaient été réalisés. Bon nombre d'entre eux avaient l'impression que les statistiques et autres données fournies ne faisaient que mettre en relief l'effort qu'ils jugeaient médiocre de la part du gouvernement fédéral. Ils étaient particulièrement indignés de voir la lenteur des progrès ou que le problème ait pu se produire. Ils s'entendaient pour dire qu'étant donné les avancées dans le domaine des systèmes de traitement des eaux, les problèmes d'infrastructure comme celui-là ne devraient pas exister en 2020. Ils ont ajouté que l'eau potable était essentielle pour la santé de communautés entières et un droit fondamental enchâssé dans les droits et libertés des peuples autochtones. Dans le contexte de la pandémie, certains participants ont fait valoir l'importance pour le gouvernement fédéral de consulter et de mobiliser les communautés autochtones, et d'accélérer le rythme afin de résoudre la situation. Certains voyaient cet enjeu comme un stratagème politique – une façon de démontrer des progrès alors que le problème existe depuis au moins 25 ans.

Les participants ont tenté de comprendre pourquoi des progrès avaient été réalisés lors d'autres projets essentiels d'infrastructure dans les communautés autochtones. L'exemple des microréseaux pour fournir de l'électricité à de petites communautés rurales et éloignées a été cité et des questions ont été soulevées pour savoir pourquoi on ne pouvait adopter une approche similaire en créant des centres de microfiltration dans ces mêmes communautés.

Plusieurs recommandations ont été formulées :

- Affecter des fonds publics supplémentaires pour résoudre le problème ;
- S'attaquer au problème plus rapidement et devancer les échéanciers ;
- Mettre sur pied une équipe dédiée ou un groupe de travail qui veille à ce que le problème soit résolu ;
- Lier le problème à d'autres préoccupations environnementales connexes et former une coalition de parties intéressées pour élaborer de meilleures politiques en matière de ressources hydriques en général ;
- Déterminer les raisons pour lesquelles la situation s'est détériorée à ce point et faire en sorte que cela ne se reproduise plus.

Plans en matière d'environnement (Nouvelle-Écosse, parents de grandes villes du

Québec aux prises avec une deuxième vague, parents de grandes villes de l'Ontario aux prises avec une deuxième vague, Terre-Neuve-et-Labrador, étudiantes de niveau postsecondaire de Calgary, étudiants de niveau postsecondaire de la GRM)

Nous avons demandé aux participants quelles étaient, selon eux, les grandes priorités du Canada en matière d'environnement. Plusieurs d'entre eux ont indiqué qu'elles concernaient les changements climatiques, la réduction des émissions de gaz à effet de serre et l'abandon des combustibles fossiles. En ce qui concerne cette dernière question, les participants ont fait remarquer que le Canada avait l'occasion de faire valoir son leadership dans ce domaine à l'échelle mondiale et que, ce faisant, il pouvait montrer comment équilibrer efficacement les intérêts économiques et les objectifs en matière de changements climatiques. Ce point a été considéré comme étant particulièrement pertinent pour les Albertains.

L'accent a également été mis sur la pollution en général, la lutte contre les abandons de débris (avec des amendes plus conséquentes) et la gestion des déchets, en particulier les programmes de recyclage et de compostage. Un certain nombre de participants ont estimé que le Canada avait réalisé des progrès sur le plan du recyclage, tandis que d'autres pensaient qu'il y avait encore du travail à faire, notamment en ce qui concerne l'expansion des programmes de recyclage, la réutilisation efficace des déchets et la conversion des matériaux recyclés en nouveaux produits de plus grande valeur. Certains ont également indiqué que du financement supplémentaire était nécessaire pour développer ou améliorer les installations de recyclage. D'autres questions ont été soulevées, notamment les transports en commun, la gestion de l'eau (p. ex. la salubrité de l'eau, les océans, la pollution des sources d'eau douce et l'accès des peuples autochtones à de l'eau potable), la réduction de l'utilisation du plastique, la préservation des forêts et des espaces verts et la protection de la faune.

Une discussion sur les changements climatiques et les questions connexes a donné lieu à des commentaires de la part de certains, selon lesquels une trop grande confiance a été accordée jusqu'à présent aux mesures volontaires pour atténuer les changements climatiques. Ainsi, on a notamment souligné le fait que, puisque les changements climatiques sont un problème mondial, le Canada devrait se concentrer principalement sur les questions environnementales qui peuvent être traitées à l'intérieur des frontières nationales.

Interrogés sur la mesure dans laquelle la réponse du gouvernement du Canada à ces questions était efficace, les participants ont signalé des progrès dans certains domaines, comme l'interdiction des plastiques à usage unique, les efforts visant à accroître le nombre d'usagers dans les transports en commun et l'imposition d'une taxe pour les entreprises en fonction de leurs émissions de carbone. D'autres, en revanche, se sont toutefois montrés moins précis quant aux mesures prises par le gouvernement fédéral dans ce domaine. Il s'agissait moins d'une critique que d'un commentaire lié au repositionnement du gouvernement du Canada qu'ils considéraient comme nécessaire pour faire face à l'évolution de la situation en ce qui concerne la COVID-19. Plusieurs participants ont également

soulevé des préoccupations concernant les investissements importants du gouvernement fédéral dans les grands projets d'oléoducs, tout en prétendant donner la priorité à la lutte contre les changements climatiques, suggérant que cette approche contribuait à envoyer des messages contradictoires sur l'engagement du Canada envers l'environnement.

Dans l'ensemble, les plans environnementaux du gouvernement du Canada ont été décrits comme étant modestes, bien que certains participants aient déclaré qu'ils n'avaient pas l'impression d'en savoir assez pour parler de ce sujet en connaissance de cause ou de manière équitable. Certains étaient d'avis que le gouvernement fédéral est animé des meilleures intentions en ce qui concerne ses plans environnementaux, mais qu'il n'est pas en mesure de les mettre en œuvre efficacement. D'autres ont déclaré que certains progrès avaient été réalisés, mais pas suffisamment, selon eux. À Calgary, par exemple, les initiatives perçues comme ayant des répercussions négatives sur le secteur pétrolier et gazier ont fait l'objet de critiques, les participants craignant que le gouvernement fédéral fasse preuve d'un manque de vision et de réalisme dans son approche.

Nous avons présenté aux participants une liste contenant différentes descriptions de plans environnementaux et leur avons demandé de choisir celles qui, selon eux, résument le mieux ce sur quoi le gouvernement du Canada devrait concentrer ses efforts, notamment :

- *Un environnement sain et une économie saine*
- *Construire l'économie verte de demain*
- *Plan canadien de croissance verte*
- *Des emplois propres pour aujourd'hui et demain*
- *La voie vers une économie et un environnement plus résilients*
- *Réduire la pollution, faire croître l'économie*
- *Garantir des emplois pour l'avenir et protéger notre environnement*
- *Lutter contre le changement climatique dès maintenant*
- *Le plan d'action sur la croissance propre et le changement climatique*

Le choix de nombreux participants s'est porté sur *Un environnement sain et une économie saine*. Cette description a été choisie pour sa clarté, parce qu'elle est apolitique et que la plupart des Canadiens la soutiendraient. En outre, elle ne comprend pas les termes « changements climatiques », que plusieurs jugeaient plus chargés de valeurs à l'heure actuelle. Il a également été fait mention que cette expression reflétait de manière adéquate l'équilibre vital et délicat entre la protection des emplois et celle de l'environnement, tout en faisant référence à la question de la santé, reconnue comme un thème qui suscite un large consensus parmi les Canadiens. Il a été souligné qu'une économie prospère était essentielle pour créer les conditions nécessaires à un environnement sain – ce point a été renforcé dans le contexte de la nécessité de protéger le secteur pétrolier et gazier.

Un soutien raisonnable a également été exprimé à l'égard des options *Réduire la pollution, faire croître l'économie, Garantir des emplois pour l'avenir et protéger notre environnement, et Lutter contre le changement climatique dès maintenant*. En choisissant une ou plusieurs de ces options, les participants ont à nouveau souligné l'équilibre entre les questions économiques et environnementales. Les deux premières étaient également perçues comme permettant d'éviter l'utilisation de termes sensibles, comme « changements climatiques ». Certains ont pour leur part concentré leur attention sur des mots

spécifiques, comme « s’attaquer » aux changements climatiques, ce qui pourrait suggérer l’existence d’un plan ou d’une feuille de route, d’autres ont trouvé que cette expression ne les rejoignait pas, leur semblant plus limitée ou restreinte en matière d’actions à mener et de résultats souhaités.

Le choix de nombreux participants était fondé sur des termes ou des phrases spécifiques qui avaient une forte résonance pour eux, comme le terme « vert », que la plupart connaissaient. Pour certains, ce mot évoquait la création d’emplois et le développement d’une société écologique, ce qu’ils préféraient. Ils étaient également d’avis que cette expression faisait allusion à une approche incitative plutôt que répressive. Les références à un « plan » ou à une « voie » ont également touché une corde sensible chez certains participants, ces termes suggérant à la fois une orientation et un processus pour y parvenir. Plusieurs ont préféré relier ces termes à la notion de résilience (p. ex. *La voie vers une économie et un environnement plus résilients*), estimant que cela mettait en relief une approche axée sur la diversification économique et, en réduisant la dépendance à l’égard de l’activité économique dans un secteur en particulier, sur la capacité de rebondir rapidement, au besoin.

Par ailleurs, la discussion a donné lieu à des avis partagés sur des termes et des expressions en particulier. Par exemple, si la « croissance verte » a été privilégiée par certains (comme indiqué ci-dessus), d’autres l’ont interprétée de manière plus limitée, la considérant comme liée à la durabilité de l’environnement naturel et moins à l’activité économique. L’expression « *Des emplois propres pour aujourd’hui et demain* » a été très mal reçue par les participants, principalement parce qu’elle leur semblait désuète (c.-à-d. qu’ils l’associaient davantage à une autre décennie – les années 1960 – et qu’elle n’était donc pas représentative du monde actuel). Le terme « propre » lui-même a fait l’objet de différentes interprétations, mais plusieurs ont indiqué qu’il laissait entendre que certains emplois pouvaient être qualifiés de « sales », bien que toujours nécessaires (ce qui pourrait compromettre la réputation des travailleurs qui occupent ces emplois). L’utilisation des termes « changements climatiques » a également polarisé les participants pour les raisons mentionnées plus haut.

En résumé, un fort consensus s’est dégagé autour des expressions qui englobent les préoccupations relatives à l’environnement et à l’économie, surtout si le mot « santé » est inclus. Comme on l’a remarqué, l’expression « changements climatiques » a suscité de fortes réactions, tant positives que négatives, bien que les premières aient été plus nombreuses. Un clivage régional est également évident dans les réponses des participants.

Relations canado-américaines (parents de grandes villes du Québec aux prises avec une deuxième vague, parents de grandes villes de l’Ontario aux prises avec une deuxième vague, bénéficiaires de l’AE ou de prestations de relance de la Saskatchewan, Terre-Neuve-et-Labrador, villes de taille moyenne du Québec, basses-terres continentales de la C.-B.)

Dans plusieurs groupes, le thème des relations entre le Canada et les États-Unis a été abordé afin de recueillir l'opinion des participants sur la teneur et la nature évolutive de ces relations, ainsi que sur la gestion des principaux enjeux, comme l'environnement.

À la suite des élections présidentielles américaines, qui ont eu lieu le 3 novembre 2020, de nombreux participants pensaient que les relations entre le Canada et les États-Unis allaient probablement s'améliorer, bien que plusieurs mises en garde aient été formulées. Les opinions des participants reflétaient ainsi la conviction que les États-Unis feraient preuve d'une plus grande ouverture vers la recherche de solutions sur un éventail de questions. Selon le point de vue de certains, le plus grand nombre de valeurs partagées entre les deux pays permettra de faciliter le traitement des problèmes imprévus. Plusieurs participants ont fait remarquer que ces dernières années, les relations n'avaient été ni positives ni productives. Ils ont estimé que la plus grande amélioration des relations se situait dans le domaine plus large des affaires internationales et du commerce.

Bien que les participants aient généralement estimé que le ton et la nature des relations s'amélioreraient, ils pensaient également qu'un certain nombre d'irritants demeurerait. Ceux-ci comprennent notamment les questions relatives à l'industrie laitière, les pressions exercées sur le Canada pour qu'il augmente ses importations d'aliments de moindre qualité en provenance des États-Unis, l'opposition au développement des oléoducs et d'autres questions liées au commerce.

Descriptions des relations canado-américaines

Un exercice a été réalisé dans lequel les participants devaient fournir trois termes décrivant les relations entre le Canada et les États-Unis au cours des dernières années. C'est avec un ton assez négatif que les participants ont fourni de nombreuses descriptions, utilisant des termes comme « froides », « tendues », « hostiles », « menaçantes » et « intimidantes » pour qualifier ces relations. Lorsque nous leur avons demandé d'expliquer leurs choix, les participants ont fait des commentaires sur ce qu'ils percevaient comme des relations difficiles entre les deux pays, mentionnant également le manque de confiance, le sentiment que les États-Unis maintiennent des intérêts et des programmes protectionnistes et ont développé un milieu toxique et intimidant. Par ailleurs, plusieurs participants ont exprimé leur fierté à l'égard de la fermeté du Canada sur les questions de libre-échange en Amérique du Nord, comme les tarifs sur l'aluminium et d'autres domaines importants pour les Canadiens et notre économie.

Un deuxième exercice similaire a été réalisé dans lequel les participants ont été invités à choisir trois termes décrivant ces relations dans les années à venir. Cela a donné lieu à une liste dont le ton était plus positif et enthousiaste – les termes « optimiste », « excellent » et « prometteur », ont ainsi été utilisés. Certains ont toutefois exprimé des réserves ou souligné la domination des États-Unis au sein des relations canado-américaines. Un sentiment de lassitude et de prudence est également apparu dans les réponses des participants, certains affirmant qu'ils faisaient preuve de réalisme quant au risque de désaccord entre les deux pays sur les questions commerciales et d'autres enjeux.

Sources de conflits

Nous avons demandé aux participants de nous faire part de leurs points de vue sur les domaines qui, selon eux, sont source de tensions entre le Canada et les États-Unis. Comme nous l'avons déjà souligné, les participants s'entendent pour dire que les frictions découlant des échanges commerciaux devraient demeurer constantes. D'autres ont soulevé des questions sur les conflits potentiels concernant l'accès aux matières premières, bien que les particularités varient d'une région à l'autre : au Québec, les participants se sont concentrés principalement sur la question de l'aluminium, ceux de la Saskatchewan ont parlé des produits laitiers et d'autres produits agricoles, à Terre-Neuve-et-Labrador, on a cité les oléoducs, tandis que dans basses-terres continentales de la Colombie-Britannique, il a surtout été question du pétrole, du gaz et de l'eau douce. Une série d'autres enjeux ont été désignés comme des sources de conflits possibles, notamment l'approche à l'égard de la COVID-19, la géopolitique, notamment en ce qui concerne les relations extérieures avec Cuba, Israël et la Chine, la taxe carbone et des préoccupations sociales plus larges.

Lorsque la discussion s'est orientée vers les questions que les participants considéraient comme étant les domaines de coopération les plus urgents à court terme, le caractère prioritaire de la COVID-19 a fait consensus. Par ailleurs, les participants ont également mentionné les changements climatiques et l'environnement, ainsi que l'immigration. Ces questions ont été qualifiées d'urgentes, mais aussi perçues comme des domaines où les deux pays sont étroitement liés. Les changements climatiques ont été soulevés de différentes manières, en soulignant notamment le développement conjoint de solutions énergétiques et de carburants propres, ainsi que les préoccupations relatives à leur impact sur l'Arctique.

Normes environnementales nord-américaines

Nous avons demandé aux participants si le Canada et les États-Unis devaient collaborer à l'établissement de normes environnementales communes ou s'il était préférable que le Canada aille de l'avant sans tenir compte de ce que font les États-Unis. Les participants ont fermement déclaré que les deux pays devraient se concerter sur les initiatives environnementales et l'établissement de normes. Un certain pragmatisme quant aux défis que pose la collaboration, compte tenu notamment du large éventail de normes établies par les diverses administrations aux États-Unis, a toutefois permis de nuancer ce point de vue. Il a également été souligné que la forte utilisation du charbon et de la fracturation hydraulique aux États-Unis créait des obstacles à la coopération. Certains participants estimaient également que le Canada en fait peut-être déjà trop dans le domaine de l'environnement et qu'il est peu probable que les États-Unis adoptent une politique suffisamment stricte en matière de changements climatiques.

Dans l'ensemble, les participants étaient favorables à une collaboration accrue en matière de réglementation, de normes et de politiques environnementales, mais ils estimaient également que le Canada ne devait pas se sentir contraint. Pour certains participants, le point essentiel était que le Canada soit disposé à bien faire les choses et qu'il exerce un leadership en matière d'environnement. Interrogés sur l'incidence qu'aurait l'adoption de normes environnementales plus élevées que celles des États-Unis sur l'économie et les entreprises canadiennes, quelques participants ont exprimé des

inquiétudes quant à la perte de compétitivité de certaines industries et aux coûts supplémentaires possibles pour les consommateurs. Cependant, les participants ont également suggéré un scénario plus réaliste selon lequel tous les États n'adopteront probablement pas de normes inférieures; en fait, plusieurs étaient d'avis que de nombreux États pourraient établir des normes plus élevées. Dans l'ensemble, la plupart des participants ont estimé que les coûts supplémentaires encourus par le Canada en vaudraient probablement la peine.

En revanche, lorsque nous leur avons demandé ce que le Canada devrait faire dans une situation où les États-Unis auraient des normes environnementales plus élevées, certains ont répondu qu'il serait logique que le Canada suive l'exemple des États-Unis, d'autant plus qu'ils s'attendent à ce que toutes les normes évoluent dans cette direction de toute façon. La plupart estimaient toutefois que ce scénario était hautement improbable.

Aliénation de l'Ouest (bénéficiaires de l'AE ou de prestations de relance de la Saskatchewan)

Dans l'un des groupes composés de participants habitant en Saskatchewan, une partie de la discussion portait sur l'aliénation de l'Ouest. Pour lancer les échanges, les participants ont été invités à dépeindre en quelques mots la relation actuelle entre la Saskatchewan et le gouvernement du Canada. Les réponses ont laissé transparaître des tensions entre les deux ordres de gouvernement, les participants qualifiant ainsi la relation : conflictuelle, tendue, inexistante et au point mort. Ces descriptions témoignaient de l'impression d'être oubliée qui caractérisait bien la relation selon les participants. Plusieurs d'entre eux ont dit que la Saskatchewan et l'Ouest en général figurent loin dans la liste de priorités du gouvernement fédéral, renforçant la croyance que les besoins et les souhaits des Québécois et des Ontariens orientent normalement les politiques publiques et les décisions à l'échelle nationale. Certains considéraient que la Saskatchewan était nettement désavantagée parce qu'elle avait une faible population comparativement aux régions plus peuplées du pays et avaient l'impression que les Canadiens moyens, ainsi que les fonctionnaires fédéraux, sont déconnectés par rapport aux questions qui touchent les Canadiens de l'Ouest.

Invités à dire ce que le gouvernement fédéral pouvait faire afin de démontrer une meilleure compréhension des problèmes et des préoccupations des gens de la Saskatchewan, les participants ont formulé trois suggestions précises :

- La reconnaissance de la contribution de la province à la péréquation – Beaucoup de participants souhaitaient que l'apport de la province à l'économie canadienne et les transferts qu'elle fait aux autres provinces dans le cadre du système de paiements de péréquation soient reconnus de manière plus proactive. D'après eux, peu de Canadiens savaient qu'en fonction de la formule de péréquation actuelle la province ne fait plus partie des provinces qui reçoivent des paiements de transfert et on devait les informer de la contribution nette de la Saskatchewan aux transferts versés à la province de Québec. De plus, certains croyaient à tort que l'Ontario était du nombre des provinces recevant des paiements de transfert.

- Une représentation accrue à l'échelle fédérale – Plusieurs participants pensaient que la province devait mieux se faire entendre sur la scène fédérale, estimant qu'en vertu du système actuel, la province n'avait pas suffisamment de poids dans les décisions du gouvernement fédéral. En plus d'avoir plus de représentants élus, ils croyaient que la province pouvait employer d'autres moyens pour promouvoir les intérêts de la Saskatchewan à l'échelle nationale et auprès des personnes en position d'autorité.
- En dernier lieu, certains participants jugeaient que le gouvernement fédéral pouvait en faire plus pour favoriser l'économie verte, par exemple en offrant des incitatifs pour accélérer le passage à cette économie.

Dans la dernière partie de la discussion, nous avons demandé aux participants de préciser les enjeux auxquels le gouvernement fédéral devrait consacrer plus d'attention en Saskatchewan. Voici les exemples donnés par les participants, en ordre aléatoire :

- La criminalité dans les régions rurales – Certains participants ont dit que le problème du crime organisé avait pris de l'ampleur dans les deux ou trois dernières années et que des vols avaient été commis dans les établissements agricoles. Une majorité croyait que la GRC devrait intervenir, mais certains doutaient que cela se produise, puisque le gouvernement fédéral considère que ce problème est propre à la Saskatchewan et relève des autorités provinciales.
- Les soins de santé – Quelques participants ont souligné les longs délais avant de voir un spécialiste et le besoin d'embaucher plus de travailleurs de la santé dans la province afin d'améliorer l'accès aux traitements.
- Présence fédérale et reconnaissance de l'apport de la province – Les participants souhaitaient aussi que le gouvernement fédéral soit plus présent en Saskatchewan, en particulier pour souligner les vastes ressources de la province et sa contribution dans les secteurs forestier, minier, pétrolier et gazier.

Industrie pétrolière extracôtière (Terre-Neuve-et-Labrador)

Une discussion sur l'industrie pétrolière extracôtière a eu lieu avec des participants résidant à Terre-Neuve-et-Labrador à la mi-novembre.

Principaux secteurs

Nous avons demandé aux participants de désigner les secteurs et les industries qui, selon eux, sont les plus importants pour l'économie provinciale. Spontanément, ils ont indiqué le secteur des ressources (pétrole, gaz et mines). L'éducation a également été mentionnée, plus particulièrement les programmes postsecondaires dans les technologies de l'information (TI), domaine considéré comme un secteur de croissance. Par la suite, à la question de savoir quelles industries avaient le plus besoin d'aide, les participants ont désigné la transformation primaire et la fabrication de produits en aval afin d'accroître la valeur de l'extraction des ressources dans les secteurs minier, pétrolier et gazier, agricole

et aquacole. La discussion a porté sur l'opinion des participants selon laquelle il faudrait prendre davantage de mesures pour s'assurer que les ressources extraites et les matières premières produites dans la province soient également raffinées et transformées sur place. De cette façon, les résidents de Terre-Neuve-et-Labrador bénéficieraient d'une production à valeur ajoutée, plutôt que d'exporter des matières premières et de devoir acheter à fort prix les produits finis.

Lorsque nous leur avons posé une question plus directe sur l'importance de l'industrie pétrolière extracôtière pour la réussite économique future de la province, les participants l'ont décrite comme vitale. Le secteur génère de nombreuses possibilités d'emploi pour les résidents de Terre-Neuve-et-Labrador, tant directement qu'indirectement, et contribue de façon importante au produit intérieur brut (PIB) de la province.

Soutien de l'industrie pétrolière extracôtière par le gouvernement du Canada

Assez peu de participants étaient au courant du soutien consenti par le gouvernement du Canada à l'industrie pétrolière extracôtière, annoncé récemment. Pour faire avancer la discussion, les informations suivantes ont été communiquées aux participants :

Le 25 septembre 2020, le gouvernement du Canada a annoncé qu'il verserait 320 millions de dollars au gouvernement provincial pour soutenir les travailleurs et réduire les émissions de carbone de l'industrie pétrolière extracôtière chancelante de Terre-Neuve-et-Labrador. Un groupe de travail sera mis sur pied pour décider précisément de la façon dont cet argent sera dépensé. L'argent pourrait être consacré à l'amélioration de la sécurité, à l'entretien et à la mise à niveau des infrastructures extracôtières existantes, aux services environnementaux et aux technologies propres. Cet argent s'ajoute aux 75 millions de dollars déjà engagés en avril pour un fonds de réduction des émissions extracôtières.

La plupart des participants ont réagi positivement aux détails décrits plus haut. Ils ont salué l'approche qui consiste à faire transiter les fonds par le gouvernement provincial plutôt qu'à les verser directement aux sociétés pétrolières extracôtières. Les participants ont néanmoins souligné l'importance de veiller à ce que cet argent soit utilisé de manière appropriée. Selon eux, il faut donc s'assurer d'exercer une gestion efficace des ressources actuelles et promouvoir la croissance du secteur pétrolier extracôtier.

La plupart d'entre eux étaient d'avis que le gouvernement du Canada soutenait l'industrie de manière efficace, mais ont exprimé quelques mises en garde. Ils ont réaffirmé que le gouvernement fédéral devait cultiver et encourager le développement des industries en aval. Encore une fois, ils ont exprimé le souhait que la valeur ajoutée provenant des industries en aval revienne aux Canadiens, en tant que propriétaires des matières premières et des ressources. Selon eux, cette approche permettrait de régler le problème de l'exportation des ressources canadiennes à un faible coût et du rachat ultérieur des produits finis à un coût beaucoup plus élevé. Certains estimaient plutôt que les Canadiens devraient pouvoir profiter des avantages du fait de vivre dans un pays riche en ressources en ayant accès à des produits finis moins coûteux, produits et transformés au Canada. En outre, plusieurs personnes ont indiqué que les gouvernements fédéral et provincial devraient diversifier activement l'économie, en

tirant plus particulièrement parti des technologies vertes, tout en offrant un soutien continu à l'industrie pétrolière extracôtière pour faciliter la transition vers l'abandon des combustibles fossiles.

Enjeux locaux (Whitehorse)

Une discussion a eu lieu à Whitehorse dans le but d'obtenir les commentaires des participants concernant les questions locales importantes et l'impact des initiatives du gouvernement du Canada sur leur collectivité. Les participants ont identifié trois questions clés qu'ils considèrent comme importantes, à savoir :

- Coût élevé de la vie dans le Nord : plusieurs participants ont souligné le coût élevé de la vie dans les collectivités du nord, en particulier le manque de logements abordables. Certains ont mentionné spécifiquement le coût élevé du chauffage, et exprimé leurs inquiétudes quant au fait que le système de tarification de la pollution par le carbone du gouvernement du Canada, et les augmentations de prix proposées, ajouteraient aux difficultés rencontrées par les résidents du Nord.
- Accès aux services de santé mentale : les défis liés à l'accès aux services de counselling et de soutien ont été soulignés par plusieurs participants, et certains ont fait référence aux longs délais d'attente pour accéder aux services en santé mentale.
- Pénurie de nourriture et de fournitures de base : les participants ont parlé de la logistique de l'acheminement des fournitures vers les collectivités nordiques plus importantes et plus éloignées, en particulier des longues chaînes d'approvisionnement, qui, selon eux, ont été touchées par la COVID-19.

Les participants ont souligné un certain nombre d'initiatives que le gouvernement du Canada a entreprises au cours de l'année dernière et qui ont profité à Whitehorse. Les soutiens financiers offerts pendant la pandémie, en particulier la PCU, ont été les plus cités, bien que certains aient exprimé des inquiétudes quant aux conséquences fiscales pour les bénéficiaires. Le gouvernement fédéral a également été félicité pour son soutien au secteur des ressources, notamment pour l'avancement d'un certain nombre de projets, ainsi que pour les investissements visant à améliorer les infrastructures au sein de la collectivité.

Les participants se sont dits préoccupés par le défi que pourrait représenter pour le gouvernement fédéral le recouvrement des sommes perçues auprès des personnes qui n'étaient pas admissibles à la PCU. Certains participants ont estimé que cela pourrait avoir des conséquences négatives sur un segment des résidents de Whitehorse. De plus, certaines critiques ont été formulées à l'égard de l'initiative du gouvernement du Canada, prise plus tôt dans l'année, d'interdire certaines armes à feu. Sur cette question, les participants étaient d'avis que les citoyens respectueux de la loi pourraient trouver les modifications apportées aux règlements sur les armes à feu quelque peu problématiques.

La discussion a ensuite porté spécifiquement sur les besoins en infrastructures de la région. Trois questions sont ainsi apparues dans ce contexte :

- Hydroélectricité : les participants ont indiqué que, parfois, la demande en énergie hydroélectrique de la collectivité dépassait l'offre et mentionné que des infrastructures énergétiques supplémentaires étaient nécessaires pour combler ces lacunes lorsqu'elles se produisent, en particulier pendant les mois d'hiver.
- Besoins en main-d'œuvre pour les projets d'infrastructures : quelques participants ont formulé des commentaires sur la nécessité de valoriser la main-d'œuvre locale, en assurant une formation visant à transmettre des connaissances et des compétences adéquates. Ils ont exprimé un vif désir que le recrutement soit effectué à l'échelle locale pour les projets liés aux infrastructures et qu'on assure le perfectionnement de compétences précieuses qui demeureront dans la collectivité, plutôt que de demander aux entreprises de faire appel à des ressources externes. Ils ont estimé qu'une meilleure planification était nécessaire dans ce domaine.
- Internet : des préoccupations ont été exprimées quant à la fiabilité de l'Internet et les participants ont fait remarquer que la question a gagné en importance en raison de la pandémie.

Interrogés sur les préoccupations environnementales dans leur collectivité, les participants ont soulevé plusieurs questions : la dépendance excessive à l'égard du mazout comme principal combustible et la nécessité de passer à des sources plus écologiques, comme l'énergie solaire et la biomasse, par exemple, ainsi que les répercussions environnementales des mines abandonnées. Par ailleurs, certaines personnes ont fait remarquer qu'il convient d'évaluer les initiatives environnementales de manière rigoureuse et de faire preuve de prudence dans la prise de décisions. Les répercussions de ces initiatives sur l'environnement, tout au long de leur cycle de vie, ainsi que les conséquences involontaires ou les effets externes doivent également être pris en compte.

Pour conclure la discussion, nous avons montré aux participants une liste d'éléments, puis leur avons demandé de choisir ceux qui leur semblaient être un enjeu important ou deux ou trois sujets qui les préoccupaient le plus. Voici les éléments que nous leur avons présentés :

- La réduction de la classe moyenne
- La capacité des entreprises et des industries locales à réussir
- Une population vieillissante
- La disponibilité d'options abordables de services de garde d'enfants
- La disponibilité de l'Internet haute vitesse
- La disponibilité du service de téléphonie mobile
- La disponibilité des services de santé
- La disponibilité d'emplois
- La disponibilité de transport en commun
- La disponibilité de services
- Le coût du logement
- La criminalité
- Les surdoses de drogue
- Le contrôle des armes à feu
- L'itinérance

- Intégrer les immigrants dans la communauté
- Le niveau des prestations d'assurance-emploi pour ceux qui ne peuvent pas trouver d'emploi
- Les faibles taux d'obtention du diplôme de fin d'études secondaires
- La pauvreté
- Préserver un environnement propre
- La qualité des routes et des ponts
- La sécurité de la retraite
- La congestion routière
- Les jeunes qui partent en quête de possibilités ailleurs

Les choix des participants correspondaient à bon nombre des enjeux qu'ils avaient soulevés précédemment. Par exemple, le coût du logement, la pauvreté, les services de santé et le taux de surdoses de drogue faisaient partie de leurs principales préoccupations. D'autres questions qui ont été soulevées de manière plus ponctuelle avaient tendance à porter sur les points suivants :

- Offre de services de garde d'enfants abordables : les participants ont indiqué que les frais de logement et de garde d'enfants absorbent entre 60 % et 70 % de leur salaire, ce qui laisse à certains résidents très peu de revenus disponibles ou complique le paiement d'autres factures.
- Accès aux soins de santé : plusieurs participants ont à nouveau souligné les difficultés d'accès aux services médicaux, en particulier en santé mentale, et l'impact de la pandémie qui a entraîné des retards supplémentaires.
- Capacité des entreprises et industries locales à réussir : cette question est liée aux commentaires précédents sur la formation et le perfectionnement de la main-d'œuvre locale pour soutenir les entreprises existantes et nouvelles de la collectivité.

La disponibilité des emplois et le contrôle des armes à feu sont les questions qui préoccupent le plus les participants. En ce qui concerne la disponibilité des emplois, les participants ont souligné la nécessité d'améliorer la planification des ressources humaines et de favoriser l'emploi de la main-d'œuvre locale. En ce qui concerne le contrôle des armes à feu, les participants ont répété que les nouvelles réglementations étaient considérées comme étant trop restrictives, en particulier dans une collectivité où de nombreuses personnes dépendent de la chasse au petit et au grand gibier comme source de nourriture, notamment pendant les mois d'hiver.

En plus de ces éléments, certains participants ont soulevé la question des jeunes qui partent ailleurs, en quête de possibilités. Cette situation a été perçue comme le résultat de plusieurs problèmes interconnectés, notamment une diminution du taux d'obtention de diplômes d'études secondaires et le manque général d'installations sportives et récréatives destinées à favoriser la santé et l'activité des jeunes et des jeunes adultes. Le sentiment est que les jeunes demeureraient au sein de la collectivité s'il y avait de meilleures installations, davantage de possibilités d'éducation et de meilleures perspectives d'emploi.

Enfin, certains participants avaient l'impression que la criminalité était en hausse à Whitehorse, un phénomène attribué, du moins en partie, au désengagement, à la démotivation et au sous-emploi des jeunes, ainsi qu'à une augmentation de la disponibilité et de la consommation de substances.

Annexe A – Questionnaires de recrutement

Questionnaire de recrutement, version anglaise

Privy Council Office Recruiting Script – November 2020 English Groups

Recruitment Specifications Summary

- Groups conducted online
- Each group is expected to last for two hours
- Recruit 8 participants for 6-8 to show
- Incentives will be \$90 per person and will be sent to participants via e-transfer following the group

Specifications for the focus groups are as follows:

GROUP	DATE	TIME (EST)	TIME (LOCAL)	LOCATION	COMPOSITION	MODER-ATOR
1	Tues., Nov. 3	5:00-7:00	6:00-8:00 (AST)	Nova Scotia	Gen Pop	DN
3	Mon., Nov. 9	6:00-8:00	6:00-8:00 (EST)	Experiencing 2 nd Wave – Ottawa, Toronto, Peel and York Regions	Parents of school-aged children	DN
4	Tues., Nov. 10	8:00-10:00	7:00-9:00 (CST)	Saskatchewan	CERB Replacement Recipients	TBW
5	Thurs., Nov. 12	4:30-6:30	6:00-8:00 (NST) 5:30-7:30 (ADT)	Newfoundland/Labrador	Gen Pop	DN
6	Mon., Nov. 16	8:00-10:00	6:00-8:00 (MST)	Calgary	Post-secondary students (women)	DN
8	Thurs., Nov. 19	8:00-10:00	5:00-7:00 (PST)	B.C.	Indigenous peoples	DN
10	Wed., Nov. 25	8:00-10:00	5:00-7:00 (PST)	Lower Mainland B.C.	Gen Pop	TBW
11	Thurs., Nov. 26	6:00-8:00	6:00-8:00 (EST)	GTA and Southwestern Ontario – London, Windsor, Cambridge, Guelph, Kitchener	CERB replacement recipients	DN
12	Mon., Nov. 30	8:00-10:00	6:00-8:00 (MST)	Whitehorse	Gen Pop	TBW

Recruiting Script

INTRODUCTION

Hello, my name is **[RECRUITER NAME]**. I'm calling from The Strategic Counsel, a national public opinion research firm, on behalf of the Government of Canada. / Bonjour, je m'appelle **[NOM DU RECRUTEUR]**. Je vous téléphone du Strategic Counsel, une entreprise nationale de recherche sur l'opinion publique, pour le compte du gouvernement du Canada.

Would you prefer to continue in English or French? / Préférez-vous continuer en français ou en anglais ?
[CONTINUE IN LANGUAGE OF PREFERENCE]

RECORD LANGUAGE

English **CONTINUE**
French **THANK AND END**

On behalf of the Government of Canada, we're organizing a series of online video focus group discussions to explore current issues of interest to Canadians.

The format is a "round table" discussion, led by an experienced moderator. Participants will be given a cash honorarium in appreciation of their time.

Your participation is completely voluntary and all your answers will be kept confidential. We are only interested in hearing your opinions - no attempt will be made to sell or market you anything. The report that is produced from the series of discussion groups we are holding will not contain comments that are attributed to specific individuals.

But before we invite you to attend, we need to ask you a few questions to ensure that we get a good mix/variety of people in each of the groups. May I ask you a few questions?

Yes **CONTINUE**
No **THANK AND END**

SCREENING QUESTIONS

1. Have you, or has anyone in your household, worked for any of the following types of organizations in the last 5 years?

A market research firm	THANK AND END
A marketing, branding or advertising agency	THANK AND END
A magazine or newspaper	THANK AND END
A federal/provincial/territorial government department or agency	THANK AND END
A political party	THANK AND END
In public/media relations	THANK AND END
In radio/television	THANK AND END
No, none of the above	CONTINUE

1a. **IN ALL LOCATIONS:** Are you a retired Government of Canada employee?

Yes **THANK AND END**
 No **CONTINUE**

2. In which city do you reside?

LOCATION	CITIES	
Nova Scotia	Cities could include (but are not limited to): Amherst, Antigonish, Bridgewater, Cape Breton, Glace Bay, Halifax, Kentville, Liverpool, New Glasgow, Truro, Wolfville, Windsor, Yarmouth MAX OF 3 PARTICIPANTS FROM HALIFAX. ENSURE A GOOD MIX OF CITIES ACROSS THE REGION. INCLUDE THOSE RESIDING IN LARGER AND SMALLER COMMUNITIES.	CONTINUE – GROUP 1
Experiencing the 2 nd wave – Ottawa, Toronto, Peel and York Regions	Ottawa-Carleton, Toronto, Peel Region (Brampton, Mississauga, Caledon), York Region (Aurora, East Gwillimbury, Georgina, King, Markham, Newmarket, Richmond Hill, Vaughn, Whitchurch-Stouffville) 2 PARTICIPANTS FROM EACH REGION. ENSURE A GOOD MIX OF CITIES ACROSS THE REGION.	CONTINUE – GROUP 3
Saskatchewan	Cities could include (but are not limited to): Saskatoon, Regina, Prince Alberta, Moose Jaw, Yorkton, Swift Current, North Battleford, Lloydminster, Estevan, Warman, Weyburn, Martensville, Melfort, Humboldt, Meadow Lake MAX 2 PARTICIPANTS FROM EACH MAJOR CITY – SASKATOON AND REGINA. ENSURE A GOOD MIX OF CITIES ACROSS THE REGION. INCLUDE THOSE RESIDING IN LARGER AND SMALLER COMMUNITIES.	CONTINUE – GROUP 4
Newfoundland/ Labrador	Cities could include (but are not limited to): St. John’s, Mount Pearl, Corner Brook, Conception Bay South, Paradise, Grand Falls-Windsor, Gander, Happy Valley-Goose Bay, Torbay, Labrador City, Portugal Cove-St. Phillip’s, Stephenville, Clarenville, Bay Roberts, Marystown MAX OF 3 PARTICIPANTS FROM ST. JOHN’S. ENSURE A GOOD MIX OF CITIES ACROSS THE REGION. INCLUDE THOSE RESIDING IN LARGER AND SMALLER COMMUNITIES	CONTINUE – GROUP 5
Calgary	Calgary PARTICIPANTS SHOULD RESIDE IN THE ABOVE-NOTED CENTERS PROPER.	CONTINUE – GROUP 6
B.C.	Vancouver, Victoria, Kelowna, Abbotsford, Nanaimo, Kamloops, White Rock, Chilliwack, Prince George,	CONTINUE – GROUP 8

	Vernon, Port Alberni, Squamish, Prince Rupert, Williams Lake, Kitimat, Smithers MAX 2 PARTICIPANTS FROM THE LOWER MAINLAND. ENSURE A GOOD MIX OF CITIES ACROSS THE REGION. INCLUDE THOSE RESIDING IN LARGER AND SMALLER COMMUNITIES.	
Lower Mainland B.C.	Cities could include (but are not limited to): Abbotsford, Burnaby, Chilliwack, Coquitlam, Delta, Hope, Langley, Maple Ridge, Mission, New Westminster, North Vancouver, Port Coquitlam, Port Moody Richmond, Surrey, Vancouver ENSURE A GOOD MIX OF CITIES ACROSS THE REGION. INCLUDE THOSE RESIDING IN LARGER AND SMALLER COMMUNITIES.	CONTINUE – GROUP 10
GTA and Southwestern Ontario	GTA: City of Toronto, Durham, Halton, Peel, York, Dufferin, Simcoe Regions SW Ontario: London, Windsor, Cambridge, Guelph, Kitchener ENSURE 4 PARTICIPANTS FROM THE GTA AND 4 FROM SW ONTARIO. MAX 2 PARTICIPANTS FROM CITY OF TORONTO. ENSURE A GOOD MIX OF CITIES ACROSS THE REGION.	CONTINUE – GROUP 11
Whitehorse	Whitehorse PARTICIPANTS SHOULD RESIDE IN THE ABOVE-NOTED CENTERS PROPER.	CONTINUE – GROUP 12
Other		THANK AND END
VOLUNTEERED		THANK AND END
Prefer not to answer	-	THANK AND END

2a. How long have you lived in [INSERT CITY]?

Less than two years	THANK AND END
Two years or more	CONTINUE
Don't know/Prefer not to answer	THANK AND END

ENSURE A GOOD MIX BY NUMBER OF YEARS IN CITY. NO MORE THAN 2 PER GROUP UNDER 5 YEARS.

3. **[DO NOT ASK] Gender RECORD BY OBSERVATION.**

Male	+ CALGARY = THANK AND END ALL OTHER GROUPS CONTINUE
------	--

Female	+ CALGARY = GROUP 6 IF CONTINUE FOR ALL GROUPS
--------	---

ENSURE A GOOD MIX BY GENDER IN EACH GROUP OTHER THAN GROUP 6.

4. **ASK ONLY IF GROUP 3** Do you have any children in Junior Kindergarten to Grade 12?

Yes **CONTINUE**

No **THANK AND END**

VOLUNTEERED Prefer not to answer **THANK AND TERMINATE**

- 3a. **ASK ONLY IF GROUP 3** Could you please tell me which grade these child/these children are in?

Child	Grade
1	
2	
3	
4	
5	

ENSURE A GOOD MIX BY GRADE AND NUMBER OF CHILDREN IN EACH GROUP.

5. **ASK ONLY IF GROUP 4 AND 11** In the past 7 months, have you received the Canada Emergency Response Benefit (CERB) from the Government of Canada?

Yes **CONTINUE TO Q.5a**

No **THANK AND END**

Don't know/Prefer not to answer **THANK AND END**

- 4a. **ASK ONLY IF GROUP 4 AND 11** The last eligibility period for which Canadians could receive CERB (\$2,000/month) ended on Sept. 26. The Government of Canada announced that that it would be transitioning those who still needed income support to a simplified Employment Insurance (EI) program or to a suite of three new recovery benefits. Are you currently receiving any of these benefits from the Government of Canada?

Employment Insurance (EI) **CONTINUE**

Canada Recovery Benefit (CRB) **CONTINUE**

Canada Recovery Caregiving Benefit **CONTINUE**

Canada Recovery Sickness Benefit **CONTINUE**

No, I am not receiving any of these benefits **THANK AND END**

Don't know/Prefer not to answer **THANK AND END**

AIM FOR AT LEAST ONE RECEIVING CRCB OR CRSB IN EACH GROUP.

6. **ASK ONLY IF GROUP 6** Are you currently enrolled in a post-secondary program?

Yes	CONTINUE
No	THANK AND END
Don't know/Prefer not to answer	

5.a **ASK ONLY IF GROUP 6** Which of the following post-secondary institutions are you enrolled in?

University – undergraduate	
University – post graduate	
College	
Technical/Trade School (e.g., SAIT or NAIT)	
Fine Arts School	
VOLUNTEERED Prefer not to answer	THANK AND END

7. **ASK ONLY IF GROUP 8** Do you identify as Indigenous (First Nations, Métis or Inuit (Inuk))?

Yes	CONTINUE ENSURE A GOOD MIX OF DIFFERENT INDIGENOUS GROUPS.
No	THANK AND END
Don't know/Prefer not to answer	

8. Would you be willing to tell me in which of the following age categories you belong?

Under 18 years of age	IF POSSIBLE, ASK FOR SOMEONE OVER 18 AND REINTRODUCE. OTHERWISE THANK AND END.
18-24	CONTINUE ENSURE A GOOD MIX OF AGES WITHIN EACH GROUP.
25-34	
35-44	
45-54	PARENTS IN GROUP 3 WILL SKEW YOUNGER-MIDDLE AGED. POST SECONDARY STUDENTS IN GROUP 6 WILL SKEW YOUNGER (18-34).
55+	
VOLUNTEERED Prefer not to answer	THANK AND END

9. Which of the following best describes the industry sector that you are currently employed in?
MODIFIED FOR CERB RECIPIENTS IN GROUPS 4/11: Prior to the pandemic, which of the following best describes the industry or sector you were employed in?

- Accommodation and Food Services
- Administrative and Support, Waste Management and Remediation Services
- Agriculture, Forestry, Fishing and Hunting
- Arts, Entertainment and Recreation
- Construction
- Educational Services
- Finance and Insurance

Health Care and Social Assistance
 Information and Cultural Industries
 Management of Companies and Enterprises
 Manufacturing
 Mining, Quarrying, and Oil and Gas Extraction
 Other Services (except Public Administration)
 Professional, Scientific and Technical Services
 Public Administration
 Real Estate and Rental and Leasing
 Retail Trade
 Transportation and Warehousing
 Utilities
 Wholesale Trade
 Unemployed
 Full Time Student
 Retired
 Other, please specify: _____

CONTINUE FOR ALL. ENSURE A GOOD MIX BY TYPE OF EMPLOYMENT FOR EACH GROUP, EXCEPT GROUP 6. NO MORE THAN TWO PER SECTOR.

10. Are you familiar with the concept of a focus group?

Yes **CONTINUE**

No **EXPLAIN THE FOLLOWING** *“a focus group consists of six to eight participants and one moderator. During a two-hour session, participants are asked to discuss a wide range of issues related to the topic being examined.”*

11. As part of the focus group, you will be asked to actively participate in a conversation. Thinking of how you engage in group discussions, how would you rate yourself on a scale of 1 to 5 where 1 means ‘you tend to sit back and listen to others’ and 5 means ‘you are usually one of the first people to speak’?

1-2 **THANK AND END**

3-5 **CONTINUE**

12. As this group is being conducted online, in order to participate you will need to have high-speed Internet and a computer with a working webcam, microphone and speaker. **RECRUITER TO CONFIRM THE FOLLOWING. TERMINATE IF NO TO ANY.**

Participant has high-speed access to the Internet

Participant has a computer/webcam

13. Have you used online meeting software, such as Zoom, Webex, Microsoft Teams, Google Hangouts/Meet, etc., in the last two years?

Yes **CONTINUE**

No **CONTINUE**

14. How would skilled are you at using online meeting platforms on your own, using a scale of 1 to 5, where 1 means you are not at all skilled, and 5 means you are very skilled?

- 1-2 **THANK AND END**
- 3-5 **CONTINUE**

15. During the discussion, you could be asked to read or view materials on screen and/or participate in poll-type exercises online. You will also be asked to actively participate online using a webcam. Can you think of any reason why you may have difficulty reading the materials or participating by video?

TERMINATE IF RESPONDENT OFFERS ANY REASON SUCH AS SIGHT OR HEARING PROBLEM, A WRITTEN OR VERBAL LANGUAGE PROBLEM, A CONCERN WITH NOT BEING ABLE TO COMMUNICATE EFFECTIVELY, ANY CONCERNS WITH USING A WEBCAM OR IF YOU AS THE INTERVIEWER HAVE A CONCERN ABOUT THE PARTICIPANT'S ABILITY TO PARTICIPATE EFFECTIVELY.

16. Have you ever attended a focus group discussion, an interview or survey which was arranged in advance and for which you received a sum of money?

- Yes **CONTINUE**
- No **SKIP TO Q.20**

17. How long ago was the last focus group you attended?

- Less than 6 months ago **THANK AND END**
- More than 6 months ago **CONTINUE**

18. How many focus group discussions have you attended in the past 5 years?

- 0-4 groups **CONTINUE**
- 5 or more groups **THANK AND END**

19. And on what topics were they?

TERMINATE IF ANY ON SIMILAR/SAME TOPIC

ADDITIONAL RECRUITING CRITERIA

Now we have just a few final questions before we give you the details of the focus group, including the time and date.

20. What is the highest level of formal education that you have completed?

- Grade 8 or less
- Some high school
- High school diploma or equivalent
- Registered Apprenticeship or other trades certificate or diploma
- College, CEGEP or other non-university certificate or diploma
- University certificate or diploma below bachelor's level

Bachelor's degree
 Post graduate degree above bachelor's level
VOLUNTEERED Prefer not to answer
ENSURE A GOOD MIX.

21. Which of the following categories best describes your total household income in 2019? That is, the total income of all persons in your household combined, before taxes?

Under \$20,000
 \$20,000 to just under \$40,000
 \$40,000 to just under \$60,000
 \$60,000 to just under \$80,000
 \$80,000 to just under \$100,000
 \$100,000 to just under \$150,000
 \$150,000 and above
VOLUNTEERED Prefer not to answer
ENSURE A GOOD MIX.

22. The focus group discussion will be audio-taped and video-taped for research purposes only. The taping is conducted to assist our researchers in writing their report. Do you consent to being audio-taped and video-taped?
 Yes
 No **THANK AND END**

INVITATION

I would like to invite you to this online focus group discussion, which will take place the evening of **[INSERT DATE/TIME BASED ON GROUP # IN CHART ON PAGE 1]**. The group will be two hours in length and you will receive \$90 for your participation following the group via an e-transfer.

Please note that there may be observers from the Government of Canada at the group and that the discussion will be videotaped. By agreeing to participate, you have given your consent to these procedures.

Would you be willing to attend?

Yes	CONTINUE
No	THANK AND END

May I please have your full name, a telephone number that is best to reach you at as well as your e-mail address if you have one so that I can send you the details for the group?

Name:

Telephone Number:

E-mail Address:



You will receive an e-mail from **The Strategic Counsel** with the instructions to login to the online group. Should you have any issues logging into the system specifically, you can contact our technical support team at support@thestrategiccounsel.com.

We ask that you are online at least 15 minutes prior to the beginning of the session in order to ensure you are set up and to allow our support team to assist you in case you run into any technical issues. We also ask that you restart your computer prior to joining the group.

You may be required to view some material during the course of the discussion. If you require glasses to do so, please be sure to have them handy at the time of the group. Also, you will need pen and paper in order to take some notes throughout the group.

This is a firm commitment. If you anticipate anything preventing you from attending (either home or work-related), please let me know now and we will keep your name for a future study. If for any reason you are unable to attend, please let us know as soon as possible at [1-800-xxx-xxxx] so we can find a replacement.

Thank you very much for your time.

RECRUITED BY: _____

DATE RECRUITED: _____

Questionnaire de recrutement, version française

Bureau du Conseil privé Questionnaire de recrutement — novembre 2020 Groupes en français

Résumé des consignes de recrutement

- Groupes tenus en ligne.
- Durée prévue de chaque rencontre : deux heures.
- Recrutement de huit participants pour assurer la présence d'au moins six à huit personnes.
- Incitatifs de 125 \$ par personne, versés aux participants par transfert électronique après la rencontre.

Caractéristiques des groupes de discussion :

GROUPE	DATE	HEURE (DE L'EST)	LIEU	COMPOSITION DU GROUPE	MODÉRATEUR
2	5 novembre	18 h-20 h	Montréal, Montérégie, ville de Québec	Parents ayant des enfants d'âge scolaire	M. Proulx
7	17 novembre	18 h-20 h	Grande région de Montréal – y compris Montréal même	Étudiants de niveau postsecondaire (hommes)	M. Proulx
9	23 novembre	18 h-20 h	Grandes villes du Québec	Population générale	M. Proulx

Questionnaire de recrutement

INTRODUCTION

Hello, my name is **[RECRUITER NAME]**. I'm calling from The Strategic Counsel, a national public opinion research firm, on behalf of the Government of Canada / Bonjour, je m'appelle **[NOM DU RECRUTEUR]**. Je vous téléphone du Strategic Counsel, une entreprise nationale de recherche sur l'opinion publique, pour le compte du gouvernement du Canada.

Would you prefer to continue in English or French? / Préférez-vous continuer en français ou en anglais ?
[CONTINUER DANS LA LANGUE PRÉFÉRÉE]

NOTER LA LANGUE ET CONTINUER

Anglais **REMERCIER ET CONCLURE**

Français **CONTINUER**

Nous organisons, pour le compte du gouvernement du Canada, une série de groupes de discussion vidéo en ligne afin d'explorer des questions d'actualité qui intéressent les Canadiens.

La rencontre prendra la forme d'une table ronde animée par un modérateur expérimenté. Les participants recevront un montant d'argent en remerciement de leur temps.

Votre participation est entièrement volontaire et toutes vos réponses seront confidentielles. Nous aimerions simplement connaître vos opinions : personne n'essaiera de vous vendre quoi que ce soit ou de promouvoir des produits. Notre rapport sur cette série de groupes de discussion n'attribuera aucun commentaire à une personne en particulier.

Avant de vous inviter à participer, je dois vous poser quelques questions qui nous permettront de former des groupes suffisamment diversifiés. Puis-je vous poser quelques questions ?

Oui **CONTINUER**

Non **REMERCIER ET CONCLURE**

QUESTIONS DE SÉLECTION

1. Est-ce que vous ou une personne de votre ménage avez travaillé pour l'un des types d'organisations suivants au cours des cinq dernières années ?

Une société d'études de marché
CONCLURE

REMERCIER ET

Une agence de commercialisation, de marque ou de publicité
CONCLURE

REMERCIER ET

Un magazine ou un journal
CONCLURE

REMERCIER ET

Un ministère ou un organisme gouvernemental fédéral, provincial ou territorial
CONCLURE

REMERCIER ET

Un parti politique CONCLURE	REMERCIER ET
Dans les relations publiques ou les relations avec les médias CONCLURE	REMERCIER ET
Dans le milieu de la radio ou de la télévision CONCLURE	REMERCIER ET
Non, aucune de ces réponses	CONTINUER

1a. **POUR TOUS LES LIEUX** : Êtes-vous un ou une employé(e) retraité(e) du gouvernement du Canada ?

- Oui **REMERCIER ET CONCLURE**
- Non **CONTINUER**

2. Quelle langue parlez-vous le plus souvent à la maison ?

- Anglais **REMERCIER ET CONCLURE**
- Français **CONTINUER**
- Autre [Préciser ou non la langue, selon les besoins de l'étude] **REMERCIER ET CONCLURE**
- Préfère ne pas répondre **REMERCIER ET CONCLURE**

3. Dans quelle ville habitez-vous ?

LIEU	VILLES	
Montréal, Montréal, Montérégie, ville de Québec	Montréal, Montérégie (comprend, entre autres villes : Boucherville, Brossard, Granby, Longueuil, Salaberry-de-Valleyfield, Saint-Jean-sur-Richelieu, Saint-Hyacinthe, Sorel-Tracy, et Vaudreuil-Dorion), ville de Québec PAS PLUS DE TROIS PARTICIPANTS DE LA VILLE DE MONTRÉAL ET DE LA VILLE DE QUÉBEC. ASSURER UNE BONNE REPRÉSENTATION DES VILLES DE LA RÉGION.	CONTINUER – GROUPE 2
Grande région de Montréal (GRM) – y compris Montréal même	Les villes de la GRM peuvent notamment comprendre : Montréal, Laval, Longueuil, Terrebonne, Brossard, Saint-Jérôme, Blainville, Mirabel, Dollard-des-Ormeaux PAS PLUS DE DEUX PARTICIPANTS DE LA VILLE DE MONTRÉAL. ASSURER UNE BONNE REPRÉSENTATION DES VILLES DANS CHAQUE LIEU.	CONTINUER – GROUPE 7

Grandes villes du Québec	Ces villes peuvent notamment comprendre : Sherbrooke, Trois-Rivières, Chicoutimi – Jonquière, Saint-Jean-sur-Richelieu, Saint-Jérôme PAS PLUS DE DEUX PARTICIPANTS PAR VILLE. ASSURER UNE BONNE REPRÉSENTATION DES VILLES DE LA RÉGION.	CONTINUER – GROUPE 9
Autre lieu	-	REMERCIER ET CONCLURE
RÉPONSE SPONTANÉE Préfère ne pas répondre	-	REMERCIER ET CONCLURE

3a. Depuis combien de temps habitez-vous à [INSÉRER LE NOM DE LA VILLE] ?

Moins de deux ans	REMERCIER ET CONCLURE
Deux ans ou plus	CONTINUER
Ne sais pas/Préfère ne pas répondre	REMERCIER ET CONCLURE

ASSURER UNE BONNE REPRÉSENTATION EN FONCTION DU NOMBRE D'ANNÉES DE RÉSIDENCE DANS LA VILLE. PAS PLUS DE DEUX PAR GROUPE DOIVENT Y VIVRE DEPUIS MOINS DE 5 ANS.

4. **[NE PAS DEMANDER] Sexe NOTER SELON VOTRE OBSERVATION.**

Homme	+ GRM = GROUPE 7 TOUS LES AUTRES GROUPES CONTINUER
Femme	+ GRM = GROUPE 7 REMERCIER ET CONCLURE TOUS LES AUTRES GROUPES CONTINUER

ASSURER UN BON ÉQUILIBRE ENTRE LES SEXES DANS CHAQUE GROUPE, HORMIS LE GROUPE 7.

5. **DEMANDER SEULEMENT POUR LE GROUPE 2** Avez-vous des enfants qui sont inscrits de la prématernelle à la 12^e année ?

Oui **CONTINUER**

Non **REMERCIER ET CONCLURE**

RÉPONSE SPONTANÉE Préfère ne pas répondre **REMERCIER ET CONCLURE**

5a. **DEMANDER SEULEMENT POUR LE GROUPE 2** Pourriez-vous me dire en quelle année est cet enfant / en quelle année sont ces enfants ?

Enfant	Année
1	
2	
3	
4	
5	

ASSURER UNE BONNE REPRÉSENTATION EN FONCTION DU NOMBRE D'ENFANTS ET DU NIVEAU SCOLAIRE.

6. **DEMANDER SEULEMENT POUR LE GROUPE 7** Êtes-vous actuellement inscrit/inscrite à un programme d'études postsecondaires ?

Oui	CONTINUER
Non	REMERCIER ET CONCLURE
Ne sais pas/Préfère ne pas répondre	

6.a **DEMANDER SEULEMENT POUR LE GROUPE 7** Dans lequel des établissements d'enseignement postsecondaire suivants êtes-vous inscrit/inscrite ?

Université – au premier cycle	
Université – aux cycles supérieurs	
Collège	
École technique ou école de métiers	
École des beaux-arts	
RÉPONSE SPONTANÉE Préfère ne pas répondre	REMERCIER ET CONCLURE

7. Seriez-vous prêt/prête à m'indiquer votre tranche d'âge dans la liste suivante ?

Moins de 18 ans	SI POSSIBLE, DEMANDER À PARLER À UNE PERSONNE DE 18 ANS OU PLUS ET REFAIRE L'INTRODUCTION. SINON, REMERCIER ET CONCLURE.
18 à 24	CONTINUER ASSURER UNE BONNE REPRÉSENTATION DES ÂGES DANS CHAQUE GROUPE.
25 à 34	
35 à 44	
45 à 54	
55 ans ou plus	
	LES PARENTS DU GROUPE 2 AURONT TENDANCE À ÊTRE JEUNES OU D'ÂGE MOYEN. LES ÉTUDIANTS DE NIVEAU POSTSECONDAIRE DU GROUPE 7 AURONT TENDANCE À ÊTRE JEUNES (18 À 34 ANS).

RÉPONSE SPONTANÉE Préfère ne pas répondre	REMERCIER ET CONCLURE
---	------------------------------

8. Parmi les choix suivants, lequel décrit le mieux le secteur d'activité dans lequel vous travaillez ?

- Administrations publiques
- Agriculture, foresterie, pêche et chasse
- Arts, spectacle et loisirs
- Autres services, sauf les administrations publiques
- Commerce de détail
- Commerce de gros
- Construction
- Extraction minière, exploitation en carrière, et extraction de pétrole et de gaz
- Fabrication
- Finance et assurances
- Gestion de sociétés et d'entreprises
- Hébergement et services de restauration
- Industrie de l'information et industrie culturelle
- Services administratifs, services de soutien, services de gestion des déchets et services d'assainissement
- Services d'enseignement
- Services immobiliers et services de location et de location à bail
- Services professionnels, scientifiques et techniques
- Services publics
- Soins de santé et assistance sociale
- Transport et entreposage
- Sans emploi
- Aux études à temps plein
- À la retraite
- Autre situation ou autre secteur ; veuillez préciser : _____

CONTINUER POUR TOUS LES RÉPONDANTS. ASSURER UNE BONNE REPRÉSENTATION DES TYPES D'EMPLOI DANS CHAQUE GROUPE, HORMIS LE GROUPE 7. PAS PLUS DE DEUX RÉPONDANTS PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ.

9. Est-ce que vous connaissez le concept du « groupe de discussion » ?

Oui **CONTINUER**

Non **EXPLIQUER QUE** : « un groupe de discussion se compose de six à huit participants et d'un modérateur. Au cours d'une période de deux heures, les participants sont invités à discuter d'un éventail de questions reliées au sujet abordé ».

10. Dans le cadre du groupe de discussion, on vous demandera de participer activement à une conversation. En pensant à la manière dont vous interagissez lors de discussions en groupe, quelle note vous donneriez-

vous sur une échelle de 1 à 5 si 1 signifie « j'ai tendance à ne pas intervenir et à écouter les autres parler » et 5, « je suis habituellement une des premières personnes à parler » ?

- 1-2 **REMERCIER ET CONCLURE**
3-5 **CONTINUER**

11. Étant donné que ce groupe se réunira en ligne, vous aurez besoin, pour participer, d'un accès Internet haut débit et d'un ordinateur muni d'une caméra Web, d'un microphone et d'un haut-parleur en bon état de marche. **CONFIRMER LES POINTS CI-DESSOUS. METTRE FIN À L'APPEL SI NON À L'UN DES TROIS.**

Le participant a accès à Internet haut débit
Le participant a un ordinateur avec caméra Web

12. Avez-vous utilisé des logiciels de réunion en ligne tels que Zoom, Webex, Microsoft Teams, Google Hangouts/Meet, etc., au cours des deux dernières années ?

- Oui **CONTINUER**
Non **CONTINUER**

13. Sur une échelle de 1 à 5 où 1 signifie que vous n'êtes pas du tout habile et 5 que vous êtes très habile, comment évaluez-vous votre capacité à utiliser seul(e) les plateformes de réunion en ligne ?

- 1-2 **REMERCIER ET CONCLURE**
3-5 **CONTINUER**

14. Au cours de la discussion, vous pourriez devoir lire ou visionner du matériel affiché à l'écran, ou faire des exercices en ligne comme ceux qu'on trouve dans les sondages. On vous demandera aussi de participer activement à la discussion en ligne à l'aide d'une caméra Web. Pensez-vous avoir de la difficulté, pour une raison ou une autre, à lire les documents ou à participer à la discussion par vidéo ?

CONCLURE L'ENTRETIEN SI LE RÉPONDANT SIGNALE UN PROBLÈME DE VISION OU D'AUDITION, UN PROBLÈME DE LANGUE PARLÉE OU ÉCRITE, S'IL CRAINT DE NE POUVOIR COMMUNIQUER EFFICACEMENT, SI L'UTILISATION D'UNE CAMÉRA WEB LUI POSE PROBLÈME, OU SI VOUS, EN TANT QU'INTERVIEWEUR, AVEZ DES DOUTES QUANT À SA CAPACITÉ DE PARTICIPER EFFICACEMENT AUX DISCUSSIONS.

15. Avez-vous déjà participé à un groupe de discussion, à une entrevue ou à un sondage organisé à l'avance en contrepartie d'une somme d'argent ?

- Oui **CONTINUER**
Non **PASSER À LA Q.19**

16. À quand remonte le dernier groupe de discussion auquel vous avez participé ?

À moins de six mois, **REMERCIER ET CONCLURE**
À plus de six mois, **CONTINUER**

17. À combien de groupes de discussion avez-vous participé au cours des cinq dernières années ?

0 à 4 groupes, **CONTINUER**

5 groupes ou plus **REMERCIER ET CONCLURE**

18. Et sur quels sujets portaient-ils ?

METTRE FIN À L'ENTRETIEN SI LES SUJETS ÉTAIENT LES MÊMES OU SEMBLABLES

CRITÈRES DE RECRUTEMENT SUPPLÉMENTAIRES

Il me reste quelques dernières questions avant de vous donner les détails du groupe de discussion, comme l'heure et la date.

19. Quel est le niveau de scolarité le plus élevé que vous avez atteint ?

École primaire

Études secondaires partielles

Diplôme d'études secondaires ou l'équivalent

Certificat ou diplôme d'apprenti inscrit ou d'une école de métiers

Certificat ou diplôme d'un collège, cégep ou autre établissement non universitaire

Certificat ou diplôme universitaire inférieur au baccalauréat

Baccalauréat

Diplôme d'études supérieur au baccalauréat

RÉPONSE SPONTANÉE : Préfère ne pas répondre

ASSURER UN BON MÉLANGE.

20. Laquelle des catégories suivantes décrit le mieux le revenu annuel total de votre ménage en 2019— c'est-à-dire le revenu cumulatif de l'ensemble des membres de votre ménage avant impôt ?

Moins de 20 000 \$

20 000 \$ à moins de 40 000 \$

40 000 \$ à moins de 60 000 \$

60 000 \$ à moins de 80 000 \$

80 000 \$ à moins de 100 000 \$

100 000 \$ à moins de 150 000 \$

150 000 \$ ou plus

RÉPONSE SPONTANÉE : Préfère ne pas répondre

ASSURER UN BON MÉLANGE.

21. La discussion sera enregistrée sur bandes audio et vidéo, strictement aux fins de la recherche. Les enregistrements aideront nos chercheurs à rédiger leur rapport. Est-ce que vous consentez à ce qu'on vous enregistre sur bandes audio et vidéo ?

Oui

Non **REMERCIER ET CONCLURE**

INVITATION

J'aimerais vous inviter à ce groupe de discussion en ligne, qui aura lieu le **[DONNER LA DATE ET L'HEURE EN FONCTION DU N° DE GROUPE INDIQUÉ DANS LE TABLEAU, PAGE 1]**. La discussion durera deux heures et vous

recevrez 125 \$ pour votre participation. Ce montant vous sera envoyé par transfert électronique après la tenue du groupe de discussion.

Veillez noter que des observateurs du gouvernement du Canada pourraient être présents au groupe et que la discussion sera enregistrée sur bande vidéo. En acceptant de participer, vous donnez votre consentement à ces modalités.

Est-ce que vous accepteriez de participer ?

Oui	CONTINUER
Non	REMERCIER ET CONCLURE

Puis-je avoir votre nom complet, le numéro de téléphone où vous êtes le plus facile à joindre et votre adresse électronique, si vous en avez une, pour vous envoyer les détails au sujet du groupe ?

Nom :

Numéro de téléphone :

Adresse courriel :

Vous recevrez un courrier électronique du **Strategic Counsel** expliquant comment rejoindre le groupe en ligne. Si la connexion au système vous pose des difficultés, veuillez en aviser notre équipe de soutien technique à : support@thestrategiccounsel.com.

Nous vous prions de vous mettre en ligne au moins 15 minutes avant l'heure prévue, afin d'avoir le temps de vous installer et d'obtenir l'aide de notre équipe de soutien en cas de problèmes techniques. Veuillez également redémarrer votre ordinateur avant de vous joindre au groupe.

Vous pourriez devoir lire des documents au cours de la discussion. Si vous utilisez des lunettes, assurez-vous de les avoir à portée de main durant la rencontre. Vous aurez également besoin d'un stylo et de papier pour prendre des notes.

Ce rendez-vous est un engagement ferme. Si vous pensez ne pas pouvoir participer pour des raisons personnelles ou professionnelles, veuillez m'en aviser dès maintenant et nous conserverons votre nom pour une étude ultérieure. Enfin, si jamais vous n'êtes pas en mesure de participer, veuillez nous prévenir le plus rapidement possible au [1-800-xxx-xxxx] pour que nous puissions trouver quelqu'un pour vous remplacer.

Merci de votre temps.

RECRUTEMENT FAIT PAR : _____

DATE DU RECRUTEMENT : _____

Annexe B – Guides du modérateur

Guide du modérateur, version anglaise

MODERATOR'S GUIDE – November 2020 MASTER

INTRODUCTION (10 minutes) All Locations

- Moderator or technician should let participants know that they will need pen and paper in order to take some notes, jot down some thoughts around some material that we will show them later in the discussion.

GOVERNMENT OF CANADA IN THE NEWS (5-25 minutes) Nova Scotia, Saskatchewan EI/Recovery Benefits Recipients, GMA Male Post-Secondary Students, B.C. Indigenous Peoples, Mid-size Centres Quebec, Lower Mainland, GTA and SW Ontario EI/Recovery Benefits Recipients, Whitehorse

- What have you seen, read or heard about the Government of Canada in the last few days?
 - Mid-size Centres Quebec, Lower Mainland, GTA and SW Ontario EI/Recovery Benefits Recipients, Whitehorse Have you heard anything about the Government of Canada's plan to tackle climate change?
 - B.C. Indigenous Peoples, Mid-size Centres Quebec, Lower Mainland Have you heard anything about the Government of Canada's plan to reach net-zero emissions by 2050? If so, what have you heard?

Mid-size Centres Quebec, Lower Mainland CLARIFY AS NECESSARY

Last week, the Environment and Climate Change Minister tabled new legislation (Bill C-12) that would legally bind the federal government to achieve net-zero carbon emissions by 2050. If the bill is passed, it would require the federal government to set five-year interim emissions reduction targets over the next 30 years to ensure progress. Reaching net-zero by 2050 would mean that emissions produced 30 years from now would be fully absorbed through actions that scrub carbon from the atmosphere – like planting trees.

- Mid-size Centres Quebec, Lower Mainland What do you think about this initiative? How do you feel about it?
- Mid-size Centres Quebec, Lower Mainland What do you think about the timing of this initiative, considering the context of COVID-19?
- Mid-size Centres Quebec, Lower Mainland Do you think this is good or bad for the economy, especially in the context of the COVID-19 economic downturn?

- **Mid-size Centres Quebec, Lower Mainland** Do you think this initiative will have an impact on the economy in the medium-to-long term?
- **Mid-size Centres Quebec, Lower Mainland, GTA and SW Ontario EI/Recovery Benefits Recipients, Whitehorse** Do you think that the Government of Canada is doing enough to help the environment? Are they doing too much? What more is needed?
- **Mid-size Centres Quebec, Lower Mainland, GTA and SW Ontario EI/Recovery Benefits Recipients, Whitehorse** How would you rate what the Government of Canada is doing in response to COVID-19?
 - Are they doing enough? Is there anything else the Government of Canada should be doing?
- **Mid-size Centres Quebec, Lower Mainland** Do you think that the Government of Canada is doing a good job in procuring and planning for a vaccine?
- **GTA and SW Ontario EI/Recovery Benefits Recipients** Do you think that the Government of Canada is doing a good job in procuring a vaccine?
 - **GTA and SW Ontario EI/Recovery Benefits Recipients** Why do you think that?
- **Saskatchewan EI/Recovery Benefits Recipients, GMA Male Post-Secondary Students, B.C. Indigenous Peoples, Mid-size Centres Quebec, Lower Mainland, GTA and SW Ontario EI/Recovery Benefits Recipients, Whitehorse** Have you heard about what the Government of Canada is doing regarding the current COVID-19 pandemic?
- **GTA and SW Ontario EI/Recovery Benefits Recipients** Do you think that the Government of Canada is doing a good job in planning for the distribution of the vaccine?
 - Why do you think that?
- **GTA and SW Ontario EI/Recovery Benefits Recipients** Compared to other countries, is Canada in a better (or worse) position to obtain and distribute the vaccine?

NOVA SCOTIA FISHERIES (15 minutes) Nova Scotia

- Have you heard anything about fisheries in Nova Scotia?
 - PROMPT AS NECESSARY: Anything about Indigenous fishers and commercial fishers related to lobster fishing?
 - What have you heard?

CLARIFY AS NECESSARY

Recently, a Mi'kmaq band launched its own Mi'kmaq-regulated, rights-based lobster fishery in St. Mary's Bay. In response to the fishery's launch, non-Indigenous fishers attempted to block boats

going out to fish, allegedly cut trap lines on Indigenous property (ensuring they wouldn't be able to retrieve their traps) and removed traps from the water. Since then, a boat has been burned, vehicles destroyed, and one lobster pound that handles Indigenous catch was damaged while another was burned down.

- What are your thoughts on this issue?
- Is this an important issue for the Government of Canada to address? Why/why not?
 - IF YES: What should the Government of Canada do?

BEHAVIOURS (15-25 minutes) Nova Scotia, Experiencing 2nd Wave Major Centres Quebec Parents, Experiencing 2nd Wave Major Centres Ontario Parents, Calgary Female Post-Secondary Students, GMA Male Post-Secondary Students, B.C. Indigenous Peoples, Mid-size Centres Quebec, Lower Mainland, GTA and SW Ontario EI/Recovery Benefits Recipients, Whitehorse

- Nova Scotia, Experiencing 2nd Wave Major Centres Quebec Parents, Experiencing 2nd Wave Major Centres Ontario Parents Thinking about the COVID-19 pandemic have you changed your behaviour in the last few weeks? What are you doing differently now compared to the summer?
- Calgary Female Post-Secondary Students, GMA Male Post-Secondary Students Have you changed your behaviour in the last few weeks?
- B.C. Indigenous Peoples Thinking about the COVID-19 pandemic, some of you are located in high risk zones. With that in mind, have you changed your behaviour in the last few weeks? What are you doing differently now compared to early fall?
- Mid-size Centres Quebec, Lower Mainland, GTA and SW Ontario EI/Recovery Benefits Recipients Thinking about the COVID-19 pandemic, some of you are located red or orange zones. With that in mind, have you changed your behaviour in the last few weeks? What are you doing differently now compared to early fall?
 - Nova Scotia, Experiencing 2nd Wave Major Centres Quebec Parents, Experiencing 2nd Wave Major Centres Ontario Parents What have you done? (*Probe for whether or not things have changed with children going back to school, or given the increase in cases in Canada*).
 - Calgary Female Post-Secondary Students, GMA Male Post-Secondary Students What have you done? (*Probe for whether or not things have changed given the increase in cases in Canada*).
 - B.C. Indigenous Peoples, Mid-size Centres Quebec, Lower Mainland, GTA and SW Ontario EI/Recovery Benefits Recipients What have you done? (*Probe for whether or not they are going out to restaurants, are they restricting their social circles, are they limiting their social activity*).
 - If yes: why are you doing these things more?
 - If no: why haven't you changed your behaviour?
- Nova Scotia What do you expect to happen in the next few months?

- Do you anticipate your habits will change?
- **Experiencing 2nd Wave Major Centres Quebec Parents** Seeing as though you are in a red zone, are you still sending your kids to school in person? Have some of you changed over to online learning?
- **Experiencing 2nd Wave Major Centres Ontario Parents** Seeing as though you are in an orange or red zone, are you still sending your kids to school in person? Have some of you changed over to online learning?
 - KIDS IN SCHOOL: Are you worried about sending your kids to school? What worries you the most about it?
 - PROMPT AS NECESSARY: Your kids' health? Your kids passing COVID on to you or other family members? Something else?
 - KIDS VIRTUAL LEARNING: How has that impacted your day to day behaviours? Has it had an impact on your job? What about your kids' mental health?
- **Experiencing 2nd Wave Major Centres Quebec Parents, Experiencing 2nd Wave Major Centres Ontario Parents** What do you think is most needed in order to make things safer in schools?
 - PROBE: Do schools need more space so kids can be spaced out more? Do they need to hire more teachers so that class sizes are smaller? Hire more cleaning staff? Something else?
- **Calgary Female Post-Secondary Students, GMA Male Post-Secondary Students** With the holidays coming up next month, are some of you planning to travel home to visit family?
 - Have your holiday plans changed because of COVID-19?
 - What are you planning to do differently this year?
- **Mid-size Centres Quebec, Lower Mainland, GTA and SW Ontario EI/Recovery Benefits Recipients** Do you think that the rules and regulations regarding COVID-19 are clear in your community? What aspects, if any, need more clarifications?
- **Mid-size Centres Quebec, Lower Mainland, GTA and SW Ontario EI/Recovery Benefits Recipients** Do you think that your communities should have more restrictions, should some restrictions be lifted, or are they set at the appropriate level?
- **Whitehorse** Broadly speaking, do you feel that COVID-19 and COVID-related restrictions have impacted you especially compared to bigger cities with lots of cases across Canada?
- **Whitehorse** What has been the most inconvenient thing for you due to COVID? What has been your biggest adjustment since the beginning of the pandemic?

- **B.C. Indigenous Peoples, Mid-size Centres Quebec, Lower Mainland, GTA and SW Ontario EI/Recovery Benefits Recipients, Whitehorse** What do you expect to happen as we go through the holiday season?
 - Are you concerned about the regular flu season?
- **Calgary Female Post-Secondary Students, GMA Male Post-Secondary Students** Again, ahead of the holidays, are you concerned about impacts on you, your families, your community, and businesses due to COVID-19? How so?
- **B.C. Indigenous People, Mid-size Centres Quebec, Lower Mainland, GTA and SW Ontario EI/Recovery Benefits Recipients, Whitehorse** And as we approach winter, are you concerned about impacts on you, your families, your community, business due to COVID? How so?
 - Do you have any concerns about mental health impacts for those in your social circles or your community?

GC COVID-19 MANAGEMENT (20 minutes) Nova Scotia

- Now I'd like to talk a bit about the Government of Canada and actions it has taken in response to the COVID-19 pandemic. Overall, do you feel the Government of Canada is doing a good or a bad job in this respect?
 - What makes you say that? Do you have any examples you can point to?
- And now thinking specific about health impacts, how well do you think the Government of Canada is doing in protecting the health of Canadians from COVID-19?
 - What makes you say that? Do you have any examples you can point to?
 - Do you think the Government of Canada is doing better, worse or about the same in this regard, compared to earlier in the pandemic?
 - FOR THOSE WHO SAY BETTER: Can you describe what they are doing better now?
 - FOR THOSE WHO SAY WORSE: Can you describe what they are doing worse now?
 - Can you think of things they can do to improve?
- And now in terms of information, how well do you think the Government of Canada is doing in providing information to Canadians on how to prevent the spread of COVID-19?
 - What makes you say that? Do you have any examples you can point to?
 - Do you think the Government of Canada is doing better, worse or about the same in this regard, compared to earlier in the pandemic?
 - FOR THOSE WHO SAY BETTER: Can you describe what they are doing better now?
 - FOR THOSE WHO SAY WORSE: Can you describe what they are doing worse now?
 - Can you think of things they can do to improve?

- How about financial support, how well do you think the Government of Canada is doing in providing financial support to Canadians affected by the COVID-19 pandemic?
 - What makes you say that? Do you have any examples you can point to?
 - Do you think the Government of Canada is doing better, worse or about the same in this regard, compared to earlier in the pandemic?
 - FOR THOSE WHO SAY BETTER: Can you describe what they are doing better now?
 - FOR THOSE WHO SAY WORSE: Can you describe what they are doing worse now?
 - Can you think of things they can do to improve?

YOUTH/FINANCIAL SUPPORTS (15-20 minutes) Nova Scotia, Experiencing 2nd Wave Major Centres Quebec Parents, Experiencing 2nd Wave Major Centres Ontario Parents, Newfoundland and Labrador, Calgary Female Post-Secondary Students

ROTATE ORDER BETWEEN GROUPS

Nova Scotia Order: 1, 2, 3

Experiencing 2nd Wave Major Centres Quebec Parents: 2, 1, 3

Experiencing 2nd Wave Major Centres Ontario Parents: 2, 1, 3

Newfoundland and Labrador: 1, 2, 3

Calgary Female Post-Secondary Students: 1, 2

1. Vulnerable youth

The Government of Canada is launching a program that will focus specifically on supporting the employability of vulnerable youth who are 15 to 30 years old; this could include youth with disabilities, low-income households, or Indigenous youth. This program will provide these young Canadians with a broad range of skills training and employment supports.

- I'm now going to show you a list of potential names for this program.

SHOW ON SCREEN

- Skills Builder Program
 - Experience Building Program
 - Youth Training and Employability Program
 - Youth @Work
- **POLL:** I'm going to show you a poll. I'd like you to select which name, if any, you think is the most appropriate for this program - bearing in mind that this program is aimed at vulnerable youth.

Moderator to discuss the names selected the most. WHY were they selected?

- Are there any names that you dislike or feel are inappropriate? What makes you say that?

- Is there anything missing from the list of names – that is, are there any words or ideas you think should be conveyed or communicated in the name of the program that are currently missing? (IF YES: What should be included?)

2. General Youth

The Government of Canada is also launching a program specifically for young Canadians, aged 15-30. It will run for a limited time and will aim to help young Canadians find work placements through partnerships with employers from in-demand sectors. Employers would receive funding from the Government to offer work opportunities to youth – for either full time or part time work – for a period of a few months up to one year.

- I'm now going to show you a list of potential names for this program.

SHOW ON SCREEN

- Canada Recovery Work Placements for Youth
 - Job Creators
 - Youth Skills, Training and Employment Program (Y-STEP)
 - Youth Work Partnership Program
- **POLL:** I'm going to show you a poll. I'd like you to select which name, if any, you think is the most appropriate for this program - bearing in mind that this program is aimed at young Canadians.

Moderator to discuss the names selected the most. WHY were they selected?

- Are there any names that you dislike or feel are inappropriate? What makes you say that?
- Is there anything missing from the list of names – that is, are there any words or ideas you think should be conveyed or communicated in the name of the program that are currently missing? (IF YES: What should be included?)

3. Work Support Programs

Nova Scotia, Experiencing 2nd Wave Major Centres Quebec Parents, Experiencing 2nd Wave Major Centres Ontario Parents, Newfoundland and Labrador The Government of Canada is also promoting job growth during the recovery phase of the COVID-19 pandemic, in part, through job and skills training for Canadians and support for employers and communities. The Government of Canada is currently working on a strategy that would support these objectives.

- Nova Scotia, Experiencing 2nd Wave Major Centres Quebec Parents, Experiencing 2nd Wave Major Centres Ontario Parents, Newfoundland and Labrador I'm now going to show you a list of potential names for this job and skills training initiative.

Nova Scotia, Experiencing 2nd Wave Major Centres Quebec Parents, Experiencing 2nd Wave Major Centres Ontario Parents, Newfoundland and Labrador SHOW ON SCREEN

- Canada Recovery Plan for Workers
 - Canada Recovery Training Action Plan
 - Canada Workforce Recovery Strategy
 - Canada Workforce Reskilling Plan
 - Canada Workforce Training Initiative
- Nova Scotia, Experiencing 2nd Wave Major Centres Quebec Parents, Experiencing 2nd Wave Major Centres Ontario Parents, Newfoundland and Labrador **POLL:** I'm going to show you a poll. I'd like you to select which name, if any, you think is the most appropriate for this initiative.

Moderator to discuss the names selected the most. WHY were they selected?

- Nova Scotia, Experiencing 2nd Wave Major Centres Quebec Parents, Experiencing 2nd Wave Major Centres Ontario Parents, Newfoundland and Labrador Are there any names that you dislike or feel are inappropriate? What makes you say that?
- Nova Scotia, Experiencing 2nd Wave Major Centres Quebec Parents, Experiencing 2nd Wave Major Centres Ontario Parents, Newfoundland and Labrador Is there anything missing from the list of names – that is, are there any words or ideas you think should be conveyed or communicated in the name of the program that are currently missing? (IF YES: What should be included?)

ENVIRONMENT PLANS (25 minutes) Nova Scotia, Experiencing 2nd Wave Major Centres Quebec Parents, Experiencing 2nd Wave Major Centres Ontario Parents, Newfoundland and Labrador, Calgary Female Post-Secondary Students, GMA Male Post-Secondary Students
Let's shift over to the environment.

- What are Canada's top environmental priorities?
- Do you think the Government of Canada is addressing some of these issues? How?
- How would you describe the Government of Canada's environmental plans?
- **POLL:** I will show you a list of different ways to describe environmental plans and I will ask you to review them and pick which ones you feel best sums up what you think the Government of Canada should focus on. You can pick up to three.
 - A healthy environment and a healthy economy
 - Building tomorrow's green economy
 - Canadian green growth plan
 - Clean jobs today and tomorrow
 - Pathway to a more resilient economy and environment
 - Reducing pollution, growing the economy

- Securing jobs for the future and protecting our environment
- Tackling climate change now
- The clean growth and climate action plan

Moderator to discuss the names selected the most. WHY were they selected?

- Thinking of the ones you didn't select, are there any elements of these that you particularly like? For example, maybe there is a particular word or phrase you like, even if you didn't like the statement as a whole
- Are there elements that you feel are out of place?

INTERNATIONAL BORDERS (15 minutes) Experiencing 2nd Wave Major Centres Quebec Parents, Experiencing 2nd Wave Major Centres Ontario Parents, Saskatchewan EI/Recovery Benefits Recipients, Newfoundland and Labrador

Switching over to international borders...

- Under what conditions should we re-open the Canada-U.S. border to non-essential travel? (i.e., when the number of cases go down, when there is a vaccine, as soon as possible, etc.?)
- How do you feel about travel to other countries? When should restrictions on non-essential travel be lifted?
- Have any of you heard of a new program being piloted in Alberta for travelers entering Canada by land or air? What have you heard?

Experiencing 2nd Wave Major Centres Quebec Parents CLARIFY AS NECESSARY:

Alberta is piloting a new program where travelers entering Canada by land or air will have the option of being tested for COVID-19 at the border. This will allow them to forego the 14-day quarantine should they agree to test upon arrival and agree to self-isolate until they get their test results and do a symptoms check. They would also have to commit to getting a second test a week following their arrival at a community pharmacy participating in the pilot program. If the test comes back negative, travellers will be allowed to leave their place of quarantine as long as they remain in Alberta for the first 14 days. They may be ticketed if they fail to respect the public requirements of the pilot.

Experiencing 2nd Wave Major Centres Ontario Parents, Saskatchewan EI/Recovery Benefits Recipients, Newfoundland and Labrador CLARIFY AS NECESSARY:

Alberta is piloting a new program for travelers entering Canada by land or air.

Under this new program, a traveler entering Alberta will not be subject to the mandatory 14-day quarantine if they follow these new steps:

- Test for COVID-19 upon arrival and self-isolate until they get their results.
- Complete a checklist to ensure they do not have symptoms

- Test a second time for COVID-19 one week after landing/arriving to Alberta. This can be done at any participating pharmacy.
 - If results come back negative, they can leave their quarantine but have to stay in Alberta for the first 14 days.
 - There is a possibility of being ticketed if they fail to respect these new guidelines
- How do you feel about this new pilot project?
 - How would you feel about applying this nationally for travellers arriving to Canada and who currently qualify under specific criteria (e.g., returning Canadian, a family member of a Canadian citizen)?
 - And what if this program was extended so that anyone who wanted to come to Canada could come if they followed those rules (i.e., not just travellers who meet current criteria to come into Canada)?

CANADA-U.S. RELATIONS (25 minutes) Experiencing 2nd Wave Major Centres Quebec Parents, Experiencing 2nd Wave Major Centres Ontario Parents, Saskatchewan EI/Recovery Benefits Recipients, Newfoundland and Labrador, Mid-size Centres Centres Quebec, Lower Mainland

Some of you may have heard about the recent elections in the United States. I don't want to discuss your reactions to the election, who you thought should have won, or anything like that. I want to focus more broadly on the relationship between Canada and the U.S.

- Moving forward, do you think the relationship between Canada and the U.S. will change?
 - If so, why do you think so? What will change?
 - If not, why do you think it will stay the same?

EXERCISE:

- POLL I want you to enter three words when prompted on screen that you believe best describes the relationship between Canada and the United-States over the last few years.
- POLL: I want you to enter three words when prompted on screen that you think could describe the upcoming relationship between Canada and the United-States in the coming years. The words you enter can be the same or different as for the previous exercise.
- Now I would like you to pick one of the words you selected for the relationship over the last few years and 1 of the words for the coming years and explain why you chose that word in each case.
- What are some areas you think create conflict between Canada and the United-States?
- What are issues you think that both countries need to work on together better in the short-term? (What are the most pressing issues?)

- How about in the long-term?
- PROBE: If we consider the environment, should Canada and the United States work together to set joint standards for environmental regulations, emission standards, carbon pricing, emission reduction targets, etc.? Alternatively, should Canada work independently and not worry about what the U.S. does?
- What if the United States has weaker environmental regulations than Canada? Are you worried that Canadian businesses would suffer from a competitive disadvantage?
 - PROMPT AS NECESSARY: For example, since they may have more laws and regulations to follow, would it be more difficult for Canadian businesses to remain competitive with American businesses?
- What if the opposite was true? How would you feel if the United States had stronger environmental regulations than Canada? Would that be a good reason to increase ours?

CERB TO EI (30 minutes) Saskatchewan EI/Recovery Benefits Recipients, GTA and SW Ontario EI/Recovery Benefits Recipients

- **GTA and SW Ontario EI/Recovery Benefits Recipients** How do you think the Government of Canada has performed during the pandemic, specifically in terms of providing financial support to people affected by COVID-19?
 - What makes you say that?
- **GTA and SW Ontario EI/Recovery Benefits Recipients** Do you think that the Government of Canada is doing as good a job now as they did at the start of the pandemic, or are they doing better or worse?
 - Please explain.
- Have you seen, read or heard anything recently about the Canada Emergency Response Benefit (CERB) or Employment Insurance (EI)? What did you hear?
 - How do you feel about this change?

SHOW ON SCREEN:

The Government of Canada recently transitioned to a simplified Employment Insurance (EI) program.

As a follow-up to the Government of Canada's Speech from the Throne, the Government of Canada announced that it would boost the proposed weekly payout for unemployed Canadians transitioning from the CERB to EI to \$500 a week, up from the originally announced \$400. Anyone eligible for EI will need to have worked 120 hours to qualify, well below current EI requirements - since many Canadians have been unable to work due to the pandemic and accumulate the required number of hours.

The Government of Canada also announced a suite of three new recovery benefits:

1. The new **Canada Recovery Benefit** would provide a benefit amount of \$500 per week for workers who are not eligible for EI - mainly the self-employed and including those working in the gig economy (e.g. freelancers, consultants, independent contractors, temporary contract workers, etc.)
 2. The new **Canada Recovery Caregiving Benefit**, would provide \$500 per week to anyone who is unable to work because they need to provide care to children or support to other dependents who had to stay home (e.g. they had to stop work because their child's school or daycare closed because of COVID-19).
 3. The new **Canada Recovery Sickness Benefit** would provide \$500 per week for up to two weeks for those who don't have paid sick leave and become sick or must self-isolate due to reasons linked to COVID-19.
- What do you think about this approach? Do the minimum benefit rate and the eligibility requirements make sense? Why/why not?
 - Do you have any concerns regarding the transfer of the CERB to EI?
 - Do you know how the transfer works?
 - AS NECESSARY: Does it apply to you? Do you need to apply?
 - Have any of you applied?
 - IF YES: How did you find the process?
 - FOR THOSE WHO HAVE NOT APPLIED: Do you think you will apply at some point? Why/why not?
 - How long do you think the benefits for people who can't work due to COVID-19 or because they need to care for others will need to be in place?

Saskatchewan EI/Recovery Benefits Recipients CLARIFY AS NECESSARY

The simplified EI system and the new recovery benefits will be in place for one year, and will provide a minimum entitlement of 26 weeks of regular benefits (aside from the Canada Recovery Sickness Benefit - which is for up to 2 weeks).

- **Saskatchewan EI/Recovery Benefits Recipients** Do you think keeping these in place for a year seems reasonable? Why/why not?
- Do you think that this approach is leaving anyone out? Why/why not?

WESTERN ALIENATION (30 minutes) Saskatchewan EI/Recovery Benefits Recipients

EXERCISE:

- POLL I want you to enter three words when prompted on screen that describe the current relationship between the Government of Canada and your province.
 - PROBE: Pick one of the words you entered and explain why you chose that word.
- Overall, would you say the Government of Canada treats your province fairly or unfairly? Why?
- What could the federal government do to demonstrate that it is in touch with the concerns of people in your province?
- What issues specific to Saskatchewan should the federal government spend more time on?
 - PROMPT AS NECESSARY: Are there any specific sectors or industries that need support? (ex., agriculture/agribusiness, forestry, mining, energy, manufacturing, tourism, clean technology, etc.)

OFFSHORE OIL INDUSTRY (20 minutes) Newfoundland and Labrador

Let's shift our focus a little bit.

- What are the most important sectors and industries in Newfoundland and Labrador?
- Which sectors and industries in Newfoundland and Labrador do you feel need the most help?
- Thinking specifically about offshore oil, how important do you think this sector is to your province's future economic success?
- Are you aware of anything the Government of Canada has done to support this sector?

PROVIDE DETAILS:

On September 25, 2020, the Government of Canada announced it would provide \$320 million to the provincial government to support workers and lower carbon emissions from Newfoundland and Labrador's struggling offshore oil industry. A task force will be established to decide specifically how it is spent. The money could be spent on safety improvements, maintenance and upgrades of existing offshore infrastructure, environmental services and clean technology. The money is on top of the \$75 million already committed in April to an offshore emissions reduction fund.

- How do you feel about this?
- Is the Government of Canada doing enough to support the industry?

IMPACTS OF THE CORONAVIRUS FOR STUDENTS (45 minutes) Calgary Female Post-Secondary Students, GMA Male Post-Secondary Students

- As a student or recent student, what has been the most inconvenient thing for you personally about the outbreak?
 - Were your summer employment plans (such as internships, research positions, service jobs) affected due to COVID-19?
 - Did you take advantage of any Government of Canada programs or benefits?
- What are your thoughts on some of the protocols that were put in place for this semester? How has your school been affected?
 - Do you think these new protocols will have an impact on you in the long-term?
 - How has this affected your perception of the value of the education you are receiving?
 - How do you feel about the shift from in-person to online classes? Overall, to what extent do you feel that your education has been devalued as a result of the shift from in-person to online classes (significantly, somewhat, not at all)?
 - What can schools do to improve the students' learning and overall experience?
- How do you think COVID-19 will impact future job prospects in your field of study?
- What have you heard about any Government of Canada financial support for students? What specifically?
 - Where are you hearing about it?
- IF NOT MENTIONED: Have you heard of the Canada Emergency Student Benefit?
 - IF YES: what have you heard?

CLARIFY AS NECESSARY

The Canada Emergency Student Benefit (CESB) provided financial support to post-secondary students, and recent post-secondary and high school graduates who were unable to find work due to COVID-19. It closed to applications on September 30, 2020.

- Did you apply for this benefit?
 - Why/why not?
- Have you applied for student loans or grants for the current school year?
 - If yes, are you aware of any changes to the Canada Student Loans Program?

CLARIFY AS NECESSARY: *Eligibility requirements have been expanded so more students can receive loans, including doubling the Canada Grant Students (which is non-repayable).*

- I'm going to show you a list of Government of Canada initiatives to help students during the COVID-19 pandemic. Some of them we've discussed already, some we haven't:

SHOW INITIATIVES ON SCREEN

- Creating 80,000 summer job placements via the Canada Summer Jobs Program
- Creating an emergency student benefit of \$1,250/month for students who had lost their job or were unable to find work due to the COVID-19 pandemic
- Doubling student grants
- Increasing the amount of student loans by 50%

- **POLL:** I'm going to show you a poll. I'd like you to select which of these has made or will make the biggest difference **for you personally**. Please select 2 maximum from the list – those that you think have or will make the biggest difference.

MODERATOR TO SHOW POLL (BIGGEST DIFFERENCE PERSONALLY). END POLL – BROADCAST POLL. VIEW VOTES. MODERATOR TO REVIEW SELECTIONS.

- **POLL:** I'm going to show you another poll. I'd like you to select which you think have or will make the biggest difference for **students more broadly in Canada**, regardless of whether or not you yourself haven't or won't benefit from it. Please select 2 maximum from the list – those that you think will make the biggest difference.

MODERATOR TO SHOW POLL #2 (BIGGEST DIFFERENCE BROADLY). END POLL – BROADCAST POLL. VIEW VOTES. MODERATOR TO REVIEW SELECTIONS.

- Do you think the federal government is doing enough to support students?
 - Can you think of any examples of other ways that the Government of Canada or post-secondary institutions can support you as a student during this difficult time?

INDIGENOUS ISSUES (70 minutes) B.C. Indigenous Peoples

I'd now like to shift our attention to Indigenous issues.

- What important Indigenous issues do you think the Government of Canada should focus on?
- Has the Government of Canada done anything well?
- What can they improve on?
- Have you heard anything about fisheries in Nova Scotia?
 - PROMPT AS NECESSARY: Anything about Indigenous fishers and commercial fishers related to lobster fishing?
 - What have you heard?

CLARIFY AS NECESSARY

Recently, a Mi'kmaq band launched its own Mi'kmaq-regulated, rights-based lobster fishery in St. Mary's Bay. In response to the fishery's launch, non-Indigenous fishers attempted to block boats going out to fish, allegedly cut trap lines on Indigenous property (ensuring they wouldn't be able to retrieve their traps), removed traps from the water and gathered in front of an alleged buyer's home.

- What are your thoughts on this issue?
- Is this an important issue for the Government of Canada to address? Why/why not?
- Have you heard that Mi'kmaq communities have recently reached an agreement to buy the Nova-Scotia-based Clearwater Seafoods in a deal worth \$1 billion?

CLARIFY AS NECESSARY

As part of this new deal, they will have full ownership of Clearwater's offshore fishing licences, which will allow the harvest of lobster, scallop, crab and clams in a massive tract of ocean known as LFA 41.

- How do you feel about this?
- Although this purchase does not resolve the ongoing issue over the "moderate livelihood" fishery, do you think this will have an impact on the lobster fishing issue with non-Indigenous fishers?

Now moving on to a different topic...

- Have you heard of UNDRIP (the United Nations Declaration on the Rights of Indigenous Peoples)?

SHOW ON SCREEN

UNDRIP is an international document adopted by the United Nations in 2007 that lays out the basic rights that Indigenous peoples should have around the world. It outlines how governments should respect the human rights of Indigenous peoples.

UNDRIP consists of 46 articles that describe specific rights and actions that governments must take to protect these rights. The main themes in the declaration are:

- The right to self-determination
 - The right to cultural identity
 - The right to free, prior and informed consent (i.e. the right to be consulted and make decisions on any matter that may affect the rights of Indigenous peoples)
 - Protection from discrimination
- Let's say that Canada fully implemented UNDRIP. What do you think that would involve? What kinds of changes would you expect to see?

I'd now like to talk about racism for a bit...

- How would you define systemic racism?

CLARIFY AS NECESSARY

Systemic racism is generally defined as a problem with how society is set up, not just individual attitudes towards certain groups. So it's as if there's a built-in bias or racist lens in our various institutions and systems that leads to unfair treatment or outcomes for certain groups. So essentially rather than focusing on a few "bad apples" as the problem (e.g. a few racist people), systemic racism is when the whole barrel of apples is spoiled.

- Do you believe there is systemic racism against Indigenous people in Canada?
- Are there any institutions or systems that perpetrate systemic racism in Canada?
 - AS NECESSARY: for example, our education systems, healthcare systems, etc.?
 - IF YES: what kind of changes need to be made to these institutions/systems to improve their treatment of Indigenous people?
- What about the RCMP or police forces – is there systemic racism in our policing systems? How so? Do you have any examples or anecdotes that come to mind?
- What about our judicial system, such as the way courts engage with Indigenous people and how they do sentencing –is there systemic racism here? How so? Do you have any examples or anecdotes that come to mind?

I'd now like to talk about drinking water for a bit...

- Have you heard about Government of Canada efforts to lift long-term drinking water advisories on reserves?

I'm going to show you an infographic about the work being done by the federal government to lift long-term drinking water advisories and I will ask you for your opinion about it afterwards.

Show the infographic 'Progress on lifting long-term drinking water advisories on public systems on reserves'

- What are your first reactions?
- Now that you've seen this, how would you rate the progress the Government of Canada has made on this issue? Would you say they've made a lot of progress, a bit, none, or have they made things worse?
- What else should the Government of Canada be doing to improve drinking water on reserves?

ADVERTISING CAMPAIGN REVIEW (30 minutes) Mid-size Centres Quebec, Lower Mainland, GTA and SW Ontario EI/Recovery Benefits Recipients

Now, we're going to review three advertising campaigns and we'll go over them and review certain things about each one afterwards. Please try to abstain from comparing them until the end. These ads have already been launched and you may be familiar with any one of them.

ROTATE ORDER BETWEEN GROUPS

Mid-size Centres Quebec Order: 1, 2, 3

Lower Mainland Order: 2, 3, 1

GTA and SW Ontario EI/Recovery Benefits Recipients Order: 3, 1, 2

SHOW VIDEO 1 (Dr. Theresa Tam (EN) / Dr. Njoo (FR))

- What are your thoughts on this ad?
- How do you feel about the tone of this ad?
- What is the main message of this ad?
- Does this ad make you rethink about your behaviours? Why/why not?

SHOW VIDEO 2 (This is for That)

- What are your thoughts on this ad?
- How do you feel about the tone of this ad?
- What is the main message of this ad?
- Does this ad make you rethink about your behaviours? Why/why not?

SHOW VIDEO 3 (Glitter)

- What are your thoughts on this ad?
- How do you feel about the tone of this ad?
- What is the main message of this ad?
- Does this ad make you rethink about your behaviours? Why/why not?

COMPARISON

- **POLL:** Which ad do you feel would be most effective to encourage regular people to change their behaviours to limit the spread of COVID-19?
- *Moderator to go through poll results and get reasons for selections*

COVID-19 VACCINE (25 minutes) Whitehorse

- What have you heard lately about a COVID-19 vaccine?
- Do you think that the Government of Canada is doing a good job in procuring a vaccine?

- Why do you think that?
- Do you think that the Government of Canada is doing a good job in planning for the distribution of the vaccine?
 - Why do you think that?
- Compared to other countries, is Canada in a better (or worse) position to obtain and distribute the vaccine?
- When do you expect the first vaccines to be given in Canada?
 - When do you think you personally will be in a position to receive a vaccine?
 - Do you plan to get vaccinated?
 - (IF NO) Why not?
 - (IF UNSURE) What are the factors that will influence your decision on whether or not to get vaccinated?
- What do you think is a reasonable target date to have everyone in Canada (who wants to be vaccinated) to be vaccinated by?

LOCAL ISSUES (40 minutes) Whitehorse

- What are the most important local issues in Whitehorse?
 - **FOR EACH:** Why is it important? What needs to be done? **PROBE TO SEE IF OTHERS FEEL IT IS IMPORTANT**
- Thinking about everything the federal government has done in the past year, what, if anything, do you think will have the most positive impact in Whitehorse?
- Have they done anything that you think will have a negative impact on Whitehorse?
- And what does Whitehorse need in terms of infrastructure?
 - What are the biggest concerns/challenges? Is there anything that needs to be done?
 - And what about local environmental concerns? Are there any that come to mind? Why is it important? What needs to be done?
- I've got a list with various items. I'd like you to select each one that you think is a major concern in your community:

POLL #1: PARTICIPANTS SELECT ALL THAT APPLY

A shrinking middle class

Ability of local businesses and industries to succeed

An aging population
Availability of affordable childcare options
Availability of broadband internet
Availability of cell phone service
Availability of healthcare services
Availability of jobs
Availability of public transit
Availability of services
Cost of housing
Crime
Drug overdoses
Gun control
Homelessness
Integrating immigrants into the community
Level of Employment Insurance benefits for those who can't find work
Low high school graduation rates
Poverty
Preserving a clean environment
Quality of roads and bridges
Retirement security
Traffic congestion
Young people leaving for opportunities elsewhere

- Now I'd like you to select the top 2 or 3 that you worry about the most.

POLL #2: SAME LIST; PARTICIPANTS SELECT 2-3 THAT THEY WORRY ABOUT THE MOST

- Was there anything missing from that list?

TIME PERMITTING - DISCUSS A FEW ISSUES THAT WERE SELECTED AS MOST WORRISOME:

- What *specifically* is the problem? *Why* is it a problem?
- Is this something that has been getting worse in recent years or has it always been a problem?

CONCLUSION (5 minutes) All Locations

Guide du modérateur, version française

GUIDE DU MODÉRATEUR — NOVEMBRE 2020 DOCUMENT MAÎTRE

INTRODUCTION (10 minutes) Tous les lieux

- Le modérateur ou la personne responsable du soutien technique doit faire savoir aux participantes et aux participants qu'un stylo et du papier seront nécessaires afin de prendre des notes et d'écrire quelques réflexions au sujet des pièces de communication que nous leur montrerons plus tard au cours de la discussion.

LE GOUVERNEMENT DU CANADA DANS L'ACTUALITÉ (5-25 minutes) Nouvelle-Écosse, prestataires de l'assurance-emploi/PCRE de la Saskatchewan, étudiants masculins de niveau postsecondaire de la RGM, peuples autochtones de la C.-B., centres urbains de taille moyenne du Québec, Lower Mainland, prestataires de l'assurance-emploi/PCRE de la RGT et du Sud-Ouest de l'Ontario, Whitehorse

- Qu'avez-vous vu, lu ou entendu au sujet du gouvernement du Canada au cours des derniers jours ?
 - Centres urbains de taille moyenne du Québec, Lower Mainland, prestataires de l'assurance-emploi/PCRE de la RGT et du Sud-Ouest de l'Ontario, Whitehorse Avez-vous entendu quoi que ce soit au sujet du plan du gouvernement du Canada pour lutter contre le changement climatique ?
 - Peuples autochtones de la C.-B., centres urbains de taille moyenne du Québec, Lower Mainland Avez-vous entendu quoi que ce soit au sujet du plan du gouvernement du Canada visant à atteindre zéro émission nette d'ici 2050 ? Qu'avez-vous entendu ?

Centres urbains de taille moyenne du Québec, Lower Mainland ÉCLAIRCISSEMENT AU BESOIN

La semaine dernière, le ministre de l'Environnement et du Changement climatique a déposé un nouveau projet de loi (projet de loi C-12) avec une obligation légale contraignant le gouvernement fédéral d'atteindre l'objectif de zéro émission nette de carbone d'ici 2050. Si le projet de loi est adopté, il obligerait le gouvernement fédéral à fixer des objectifs quinquennaux intermédiaires de réduction des émissions au cours des 30 prochaines années pour assurer que du progrès soit réalisé. Atteindre zéro émission nette d'ici 2050 signifierait que les émissions produites dans 30 ans seraient entièrement absorbées par des gestes qui éliminent le carbone de l'atmosphère, comme la plantation d'arbres.

- Centres urbains de taille moyenne du Québec, Lower Mainland Que pensez-vous de cette initiative ? Comment vous sentez-vous par rapport à celle-ci ?
- Centres urbains de taille moyenne du Québec, Lower Mainland Que pensez-vous du moment choisi pour cette initiative, compte tenu du contexte de la COVID-19 ?
- Centres urbains de taille moyenne du Québec, Lower Mainland Pensez-vous que cela soit bon ou mauvais pour l'économie, surtout dans le contexte du ralentissement économique lié à la COVID-19 ?
- Centres urbains de taille moyenne du Québec, Lower Mainland Pensez-vous que cette initiative aura un effet sur l'économie sur le moyen à long terme ?
- Centres urbains de taille moyenne du Québec, Lower Mainland, prestataires de l'assurance-emploi/PCRE de la RGT et du Sud-Ouest de l'Ontario, Whitehorse Pensez-vous que le gouvernement du Canada en fait assez pour protéger l'environnement ? En fait-il trop ? Que faut-il faire de plus ?
- Centres urbains de taille moyenne du Québec, Lower Mainland, prestataires de l'assurance-emploi/PCRE de la RGT et du Sud-Ouest de l'Ontario, Whitehorse Comment évalueriez-vous ce que fait le gouvernement du Canada en réponse à la COVID-19 ?
 - En font-ils assez ? Y a-t-il autre chose que le gouvernement du Canada devrait faire ?
- Centres urbains de taille moyenne du Québec, Lower Mainland Est-ce que vous pensez que le gouvernement du Canada fait du bon travail en matière d'approvisionnement et de planification relative à un vaccin ?
- Prestataires de l'assurance-emploi/PCRE de la RGT et du Sud-Ouest de l'Ontario Pensez-vous que le gouvernement du Canada fait du bon travail quant à l'approvisionnement d'un vaccin ?
 - Prestataires de l'assurance-emploi/PCRE de la RGT et du Sud-Ouest de l'Ontario Pourquoi pensez-vous cela ?
- Prestataires de l'assurance-emploi/PCRE de la Saskatchewan, étudiants masculins de niveau postsecondaire de la RGM, peuples autochtones de la C.-B., centres urbains de taille moyenne du Québec, Lower Mainland, prestataires de l'assurance-emploi/PCRE de la RGT et du Sud-Ouest de l'Ontario, Whitehorse Avez-vous entendu parler de ce que fait le gouvernement du Canada concernant la pandémie actuelle de COVID-19 ?
- Prestataires de l'assurance-emploi/PCRE de la RGT et du Sud-Ouest de l'Ontario Pensez-vous que le gouvernement du Canada fait un bon travail de planification de la distribution du vaccin ?
 - Pourquoi pensez-vous cela ?

- **Prestataires de l'assurance-emploi/PCRE de la RGT et du Sud-Ouest de l'Ontario** Comparativement à d'autres pays, le Canada est-il en meilleure (ou en moins bonne) position pour obtenir et distribuer le vaccin ?

LA PÊCHE EN NOUVELLE-ÉCOSSE (15 minutes) Nouvelle-Écosse

- Avez-vous entendu quoi que ce soit au sujet de la pêche en Nouvelle-Écosse ?
 - DEMANDER AU BESOIN : Quelque chose au sujet des pêcheurs autochtones et des pêcheurs commerciaux concernant la pêche au homard ?
 - Qu'avez-vous entendu ?

ÉCLAIRCISSEMENT AU BESOIN

Récemment, une bande Mi'kmaq a lancé sa propre pêche au homard, réglementée par les Mi'kmaq et fondée sur les droits, dans la baie Sainte-Marie. En réaction au lancement de la pêche, des pêcheurs non autochtones ont tenté de bloquer les bateaux qui sortaient pour pêcher, auraient coupé des lignes de casiers sur la propriété des autochtones (s'assurant ainsi qu'ils ne pourraient pas récupérer leurs casiers), ont retiré les casiers de l'eau et se sont rassemblés devant la maison d'un acheteur présumé.

- Que pensez-vous de cet enjeu ?
- Est-ce une question importante à aborder pour le gouvernement du Canada ? Pourquoi ou pourquoi pas ?
 - SI OUI : Que devrait faire le gouvernement du Canada ?

COMPORTEMENT (15-25 minutes) Nouvelle-Écosse, parents de grands centres urbains touchés par une 2e vague du Québec, parents de grands centres urbains touchés par une 2e vague de l'Ontario, étudiantes de niveau postsecondaire de Calgary, étudiants masculins de niveau postsecondaire de la RGM, peuples autochtones de la C.-B., centres urbains de taille moyenne du Québec, Lower Mainland, prestataires de l'assurance-emploi/PCRE de la RGT et du Sud-Ouest de l'Ontario, Whitehorse

- **Nouvelle-Écosse, parents de grands centres urbains touchés par une 2e vague du Québec, parents de grands centres urbains touchés par une 2e vague de l'Ontario** En pensant à la pandémie de COVID-19, avez-vous modifié votre comportement au cours des quelques dernières semaines ? Que faites-vous différemment aujourd'hui par rapport à l'été ?
- **Étudiantes de niveau postsecondaire de Calgary, étudiants masculins de niveau postsecondaire de la RGM** Avez-vous modifié votre comportement au cours de ces dernières semaines ?
- **Peuples autochtones de la C.-B.** En pensant à la pandémie de COVID-19, certains d'entre vous sont situés dans des zones à haut risque. Compte tenu de cela, avez-vous modifié votre comportement au cours des quelques dernières semaines ? Que faites-vous différemment aujourd'hui par rapport au début de l'automne ?

- Centres urbains de taille moyenne du Québec, Lower Mainland, prestataires de l'assurance-emploi/PCRE de la RGT et du Sud-Ouest de l'Ontario En ce qui concerne la pandémie de COVID-19, certains d'entre vous sont situés dans des zones rouges ou orange. Compte tenu de cela, avez-vous modifié vos comportements au cours des dernières semaines ? Que faites-vous différemment maintenant par rapport au début de l'automne ?
 - Nouvelle-Écosse, parents de grands centres urbains touchés par une 2e vague du Québec, parents de grands centres urbains touchés par une 2e vague de l'Ontario Qu'avez-vous fait ? (*Sondez à savoir si les choses ont changé ou non avec le retour des enfants à l'école, ou compte tenu de l'augmentation du nombre de cas au Canada.*)
 - Étudiantes de niveau postsecondaire de Calgary, étudiants masculins de niveau postsecondaire de la RGM Qu'avez-vous fait ? (*Sondez pour savoir si les choses ont changé ou non étant donné l'augmentation des cas au Canada.*)
 - Peuples autochtones de la C.-B., centres urbains de taille moyenne du Québec, Lower Mainland, prestataires de l'assurance-emploi/PCRE de la RGT et du Sud-Ouest de l'Ontario Qu'avez-vous fait ? (*SONDER à savoir s'ils sortent ou non au restaurant, s'ils resserrent leur cercle social, s'ils limitent leur activité sociale.*)
 - Si oui : pourquoi les faites-vous davantage ces choses ?
 - Si non : pourquoi n'avez-vous pas changé votre comportement ?
- Nouvelle-Écosse À quoi vous attendez-vous dans les prochains mois ?
 - Croyez-vous que vos habitudes changeront ?
- Parents de grands centres urbains touchés par une 2e vague du Québec Comme vous êtes dans une zone rouge, envoyez-vous toujours vos enfants à l'école en personne ? Y en a-t-il parmi vous dont les enfants sont passés à l'apprentissage en ligne ?
- Parents de grands centres urbains touchés par une 2e vague de l'Ontario Étant donné que vous vous trouvez dans une zone orange ou rouge, envoyez-vous tout de même vos enfants à l'école en personne ? Y en a-t-il parmi vous qui sont passés à l'apprentissage en ligne ?
 - ENFANTS ÉTANT À L'ÉCOLE : Avez-vous des craintes quant à envoyer vos enfants à l'école ? Qu'est-ce qui vous inquiète le plus ?
 - AU BESOIN, DEMANDER : La santé de vos enfants ? Que vos enfants vous transmettent la COVID ou la transmettent à d'autres membres de votre famille ? Y a-t-il autre chose ?
 - ENFANTS POURSUIVANT L'APPRENTISSAGE VIRTUEL : Quel impact cela a-t-il eu sur vos comportements au quotidien ? Y a-t-il eu un impact sur votre travail ? Qu'en est-il de la santé mentale de vos enfants ?
- Parents de grands centres urbains touchés par une 2e vague du Québec, parents de grands centres urbains touchés par une 2e vague de l'Ontario À votre avis, de quoi a-t-on le plus besoin pour rendre les choses plus sécuritaires dans les écoles ?

- SONDER : Est-ce que les écoles ont besoin de plus d'espace afin de placer les enfants à plus grande distance les uns des autres ? Doivent-elles embaucher plus de personnel enseignant pour que les classes soient moins nombreuses ? Doivent-elles embaucher plus de personnel d'entretien ménager ? Y a-t-il autre chose ?
- Étudiantes de niveau postsecondaire de Calgary, étudiants masculins de niveau postsecondaire de la RGM À l'approche des vacances des fêtes le mois prochain, y a-t-il certains d'entre vous qui envisagez de voyager pour rendre visite à de la famille ?
 - Est-ce que vos projets de vacances des fêtes ont changé à cause de la COVID-19 ?
 - Qu'avez-vous l'intention de faire différemment cette année ?
- Centres urbains de taille moyenne du Québec, Lower Mainland, prestataires de l'assurance-emploi/PCRE de la RGT et du Sud-Ouest de l'Ontario Pensez-vous que les règles et les règlements concernant la COVID-19 sont clairs dans votre communauté ? Quels aspects, le cas échéant, nécessitent d'être clarifiés davantage ?
- Centres urbains de taille moyenne du Québec, Lower Mainland, prestataires de l'assurance-emploi/PCRE de la RGT et du Sud-Ouest de l'Ontario Pensez-vous que vos collectivités devraient avoir plus de restrictions, que certaines restrictions devraient être levées, ou sont-elles fixées de manière appropriée ?
 -
- Whitehorse De manière générale, pensez-vous que la COVID-19 et les restrictions liées à la COVID vous ont particulièrement affectés par rapport aux grandes villes du Canada qui comptent de nombreux cas ?
- Whitehorse Quel a été pour vous le plus grand inconvénient provoqué par la COVID ? Quel a été le plus important changement que vous avez dû faire depuis le début de la pandémie ?
- Peuples autochtones de la C.-B., centres urbains de taille moyenne du Québec, Lower Mainland, prestataires de l'assurance-emploi/PCRE de la RGT et du Sud-Ouest de l'Ontario, Whitehorse Que croyez-vous qu'il va se passer pendant la période des fêtes ?
 - Êtes-vous préoccupé par la période de la grippe saisonnière ?
- Étudiantes de niveau postsecondaire de Calgary, étudiants masculins de niveau postsecondaire de la RGM Toujours dans la perspective des vacances des fêtes, êtes-vous préoccupé par les répercussions de la COVID-19 sur vous, vos familles, votre collectivité et les entreprises ? De quelle façon ?
- Peuples autochtones de la C.-B., centres urbains de taille moyenne du Québec, Lower Mainland, prestataires de l'assurance-emploi/PCRE de la RGT et du Sud-Ouest de l'Ontario, Whitehorse Et à l'approche de l'hiver, êtes-vous préoccupé par les répercussions de la COVID-19 sur vous, vos familles, votre collectivité et les entreprises ? De quelle façon ?

- Avez-vous des inquiétudes quant aux répercussions sur la santé mentale des personnes appartenant à vos cercles sociaux ou à votre collectivité ?

GESTION DE LA COVID-19 PAR LE GC (20 minutes) Nouvelle-Écosse

- J'aimerais maintenant parler un peu du gouvernement du Canada et des mesures qu'il a prises en réponse à la pandémie de COVID-19. Dans l'ensemble, pensez-vous que le gouvernement du Canada fait du bon ou du mauvais travail à cet égard ?
 - Qu'est-ce qui vous fait dire cela ? Avez-vous des exemples à nous donner ?
- Et maintenant, en ce qui concerne les effets sur la santé plus particulièrement, comment évaluez-vous le gouvernement du Canada pour ce qui est de protéger la santé de la population canadienne contre la COVID-19 ?
 - Qu'est-ce qui vous fait dire cela ? Avez-vous des exemples à nous donner ?
 - Pensez-vous que le gouvernement du Canada réussit mieux, moins bien ou à peu près aussi bien à cet égard que plus tôt dans la pandémie ?
 - POUR LES PERSONNES QUI DISENT « MIEUX » : Pouvez-vous décrire ce qu'ils réussissent mieux actuellement ?
 - POUR LES PERSONNES QUI DISENT « PIRE » : Pouvez-vous décrire ce qu'il réussit moins bien actuellement ?
 - Pouvez-vous penser à des choses qu'ils peuvent faire pour s'améliorer ?
- Et maintenant, en matière d'information, comment évaluez-vous le gouvernement du Canada pour ce qui est de fournir des informations à la population canadienne sur la manière de prévenir la propagation de la COVID-19 ?
 - Qu'est-ce qui vous fait dire cela ? Avez-vous des exemples à nous donner ?
 - Pensez-vous que le gouvernement du Canada réussit mieux, moins bien ou à peu près aussi bien à cet égard que plus tôt dans la pandémie ?
 - POUR LES PERSONNES QUI DISENT « MIEUX » : Pouvez-vous décrire ce qu'il réussit mieux actuellement ?
 - POUR LES PERSONNES QUI DISENT « MOINS BIEN » : Pouvez-vous décrire ce qu'il réussit moins bien actuellement ?
 - Pouvez-vous penser à des choses qu'ils peuvent faire pour s'améliorer ?
- Qu'en est-il de l'aide financière : comment évaluez-vous le gouvernement du Canada pour ce qui est de l'aide financière accordée aux Canadiens touchés par la pandémie de COVID-19 ?
 - Qu'est-ce qui vous fait dire cela ? Avez-vous des exemples à nous donner ?
 - Pensez-vous que le gouvernement du Canada réussit mieux, moins bien ou à peu près aussi bien à cet égard que plus tôt dans la pandémie ?
 - POUR LES PERSONNES QUI DISENT « MIEUX » : Pouvez-vous décrire ce qu'il réussit mieux actuellement ?

- POUR LES PERSONNES QUI DISENT « MOINS BIEN » : Pouvez-vous décrire ce qu'il réussit moins bien actuellement ?
 - Pouvez-vous penser à des choses qu'ils peuvent faire pour s'améliorer ?

LES JEUNES/SOUTIENS FINANCIERS (15-20 minutes) Nouvelle-Écosse, parents de grands centres urbains touchés par une 2e vague du Québec, parents de grands centres urbains touchés par une 2e vague de l'Ontario, Terre-Neuve-et-Labrador, étudiantes de niveau postsecondaire de Calgary

CHANGER L'ORDRE DE PRÉSENTATION D'UN GROUPE À L'AUTRE

Nouvelle-Écosse Ordre : 1, 2, 3

Parents de grands centres urbains touchés par une 2e vague du Québec : 2, 1, 3

Parents de grands centres urbains touchés par une 2e vague de l'Ontario : 2, 1, 3

Terre-Neuve-et-Labrador : 1, 2, 3

Étudiantes de niveau postsecondaire de Calgary : 1, 2

1. Les jeunes vulnérables

Le gouvernement du Canada lance un programme axé plus particulièrement sur le soutien de l'employabilité des jeunes vulnérables ; il pourrait s'agir de jeunes qui vivent avec un handicap, de ménages à faible revenu ou de jeunes autochtones. Ce programme offrira à ces jeunes Canadiens, âgés de 15 à 30 ans, un large éventail de formations axées sur des compétences et de soutiens à l'emploi.

- Je vais maintenant vous montrer une liste de noms potentiels pour ce programme.

AFFICHER À L'ÉCRAN :

- Programme de développement des compétences
 - Programme pour acquérir des expériences
 - Programme de formation et d'employabilité des jeunes
 - Jeunesse au travail
- **SONDAGE** : Je vais procéder à un sondage. J'aimerais que vous choisissiez, le cas échéant, le nom qui vous semble le plus approprié pour ce programme — tout en tenant compte du fait que ce programme est destiné à des jeunes vulnérables.

Le modérateur discutera des noms qui ont été sélectionnés le plus. POURQUOI ont-ils été sélectionnés ?

- Y a-t-il des noms qui vous déplaisent ou que vous jugez inappropriés ? Qu'est-ce qui vous fait dire cela ?

- Manque-t-il quoi que ce soit dans la liste des noms — c’est-à-dire, y a-t-il des mots ou des idées qui, selon vous, devraient être véhiculés ou communiqués par le biais du nom du programme et qui ne le sont pas actuellement ? (SI OUI : Que faudrait-il inclure ?)

2. Les jeunes en général

Le gouvernement du Canada lance également un programme destiné spécifiquement aux jeunes Canadien[ienne]s âgés de 15 à 30 ans. Il sera d’une durée limitée et visera à aider les jeunes Canadiennes et Canadiens à se trouver un emploi grâce à des partenariats avec des employeurs de secteurs en demande. Les employeurs recevront des fonds du gouvernement pour offrir des possibilités de travail aux jeunes — à temps plein ou à temps partiel — pour une période allant de quelques mois jusqu’à un an.

- Je vais maintenant vous montrer une liste de noms potentiels pour ce programme.

AFFICHER À L’ÉCRAN :

- Programme canadien de relance pour l’emploi des jeunes
 - Créateurs d’emploi
 - Programme de compétences, de formation et d’emploi des jeunes
 - Programme de partenariat pour le travail de jeunesse
- **SONDAGE** : Je vais procéder à un sondage. J’aimerais que vous choisissiez, le cas échéant, le nom qui vous semble le plus approprié pour ce programme — tout en tenant compte du fait que ce programme est destiné à de jeunes Canadiennes et Canadiens.

Le modérateur discutera des noms qui ont été sélectionnés le plus. POURQUOI ont-ils été sélectionnés ?

- Y a-t-il des noms qui vous déplaisent ou que vous jugez inappropriés ? Qu’est-ce qui vous fait dire cela ?
- Manque-t-il quoi que ce soit dans la liste des noms — c’est-à-dire, y a-t-il des mots ou des idées qui, selon vous, devraient être véhiculés ou communiqués par le biais du nom du programme et qui ne le sont pas actuellement ? (SI OUI : Que faudrait-il inclure ?)

3. Programmes de soutien à l’emploi

Nouvelle-Écosse, parents de grands centres urbains touchés par une 2e vague du Québec, parents de grands centres urbains touchés par une 2e vague de l’Ontario, Terre-Neuve-et-Labrador Le gouvernement du Canada favorise également la croissance de l’emploi pendant la phase de relance liée à la pandémie de COVID-19, en partie, par le biais de la formation axée sur l’emploi et les compétences pour les Canadiens et grâce à un soutien destiné aux employeurs et aux collectivités. Le gouvernement du Canada travaille actuellement sur une stratégie visant à appuyer ces objectifs.

- Nouvelle-Écosse, parents de grands centres urbains touchés par une 2e vague du Québec, parents de grands centres urbains touchés par une 2e vague de l'Ontario, Terre-Neuve-et-Labrador Je vais maintenant vous montrer une liste de noms potentiels pour cette initiative de formation axée sur l'emploi et les compétences.

Nouvelle-Écosse, parents de grands centres urbains touchés par une 2e vague du Québec, parents de grands centres urbains touchés par une 2e vague de l'Ontario, Terre-Neuve-et-Labrador AFFICHER À L'ÉCRAN :

- Plan de relance canadien pour les travailleurs
- Plan d'action canadien pour la relance de la formation
- Stratégie canadienne de relance de la main-d'œuvre
- Plan canadien de perfectionnement de la main-d'œuvre
- Initiative canadienne pour la formation de la main-d'œuvre

- Nouvelle-Écosse, parents de grands centres urbains touchés par une 2e vague du Québec, parents de grands centres urbains touchés par une 2e vague de l'Ontario, Terre-Neuve-et-Labrador **SONDAGE** : Je vais procéder à un sondage. J'aimerais que vous choisissiez, le cas échéant, le nom qui vous semble le plus approprié pour cette initiative.

Le modérateur discutera des noms qui ont été sélectionnés le plus. POURQUOI ont-ils été sélectionnés ?

- Nouvelle-Écosse, parents de grands centres urbains touchés par une 2e vague du Québec, parents de grands centres urbains touchés par une 2e vague de l'Ontario, Terre-Neuve-et-Labrador Y a-t-il des noms qui vous déplaisent ou que vous jugez inappropriés ? Qu'est-ce qui vous fait dire cela ?
- Nouvelle-Écosse, parents de grands centres urbains touchés par une 2e vague du Québec, parents de grands centres urbains touchés par une 2e vague de l'Ontario, Terre-Neuve-et-Labrador Manque-t-il quoi que ce soit dans la liste des noms — c'est-à-dire, y a-t-il des mots ou des idées qui, selon vous, devraient être véhiculés ou communiqués par le biais du nom du programme et qui ne le sont pas actuellement ? (SI OUI : Que faudrait-il inclure ?)

PLANS EN MATIÈRE D'ENVIRONNEMENT (25 minutes) Nouvelle-Écosse, parents de grands centres urbains touchés par une 2e vague du Québec, parents de grands centres urbains touchés par une 2e vague de l'Ontario, Terre-Neuve-et-Labrador, étudiantes de niveau postsecondaire de Calgary, étudiants masculins de niveau postsecondaire de la RGM
Passons au sujet de l'environnement.

- Quelles sont les principales priorités du Canada en matière d'environnement ?
- Pensez-vous que le gouvernement du Canada se penche sur certaines de ces questions ? Comment ?

- Comment décririez-vous les plans environnementaux du gouvernement du Canada ?
- **SONDAGE** : Je vais vous montrer une liste qui contient différentes façons de décrire des plans environnementaux et dont je vous demanderai d'étudier avant de choisir celles qui, selon vous, résument le mieux ce sur quoi le gouvernement du Canada devrait se concentrer. Vous pouvez en choisir un maximum de trois.
 - Un environnement sain et une économie saine
 - Construire l'économie verte de demain
 - Plan canadien de croissance verte
 - Des emplois propres pour aujourd'hui et demain
 - La voie vers une économie et un environnement plus résilients
 - Réduire la pollution, faire croître l'économie
 - Garantir des emplois pour l'avenir et protéger notre environnement
 - Lutter contre le changement climatique dès maintenant
 - Le plan d'action sur la croissance propre et le changement climatique

Le modérateur discutera des noms qui ont été sélectionnés le plus. POURQUOI ont-ils été sélectionnés ?

- En songeant à ceux que vous n'avez pas sélectionnés, y a-t-il certains éléments de ceux-ci qui vous plaisent particulièrement ? Par exemple, il y a peut-être un mot ou une phrase en particulier qui vous plaît, même si vous n'avez pas aimé l'énoncé dans son ensemble.
- Y a-t-il des éléments qui vous semblent hors de propos ?

FRONTIÈRES INTERNATIONALES (15 minutes) Parents de grands centres urbains touchés par une 2e vague du Québec, parents de grands centres urbains touchés par une 2e vague de l'Ontario, prestataires de l'assurance-emploi/PCRE de la Saskatchewan, Terre-Neuve-et-Labrador
Passons au sujet des frontières internationales...

- Selon quelles conditions devrions-nous rouvrir la frontière canado-américaine aux voyages non essentiels (c'est-à-dire lorsque le nombre de cas diminuera, lorsqu'il y aura un vaccin, dès que possible, etc.) ?
- Que pensez-vous des voyages vers d'autres pays ? À quel moment devrait-on éliminer les restrictions sur les voyages non essentiels ?
- Y a-t-il quelqu'un parmi vous qui avez entendu parler d'un nouveau programme mis à l'essai en Alberta pour les voyageurs entrant au Canada par voie terrestre ou aérienne ? Qu'avez-vous entendu ?

Parents de grands centres urbains touchés par une 2e vague du Québec ÉCLAIRCISSEMENT AU BESOIN :

L'Alberta met à l'essai un nouveau programme dans le cadre duquel les voyageurs entrant au Canada par voie terrestre ou aérienne auront la possibilité de subir un test de dépistage pour la COVID-19 à la frontière. Cela leur permettra de renoncer à la quarantaine de 14 jours, s'ils acceptent de se soumettre à un test dès leur arrivée ainsi que de s'isoler jusqu'à ce qu'ils obtiennent les résultats de leur test et fassent une vérification des symptômes. Ils devront également s'engager à subir un deuxième test, une semaine après leur arrivée, dans une pharmacie locale prenant part au projet pilote. Si le test s'avère négatif, les voyageurs seront autorisés à quitter leur lieu de quarantaine tant qu'ils resteront en Alberta pendant les 14 premiers jours. Ils pourraient recevoir une contravention s'ils ne respectent pas les exigences publiques du projet pilote.

Parents de grands centres urbains touchés par une 2e vague de l'Ontario, prestataires de l'assurance-emploi/PCRE de la Saskatchewan, Terre-Neuve-et-Labrador ÉCLAIRCISSEMENT AU BESOIN :

L'Alberta met à l'essai un nouveau programme pour les voyageurs entrant au Canada par voie terrestre ou aérienne.

Dans le cadre de ce nouveau programme, un voyageur entrant en Alberta ne sera pas soumis à la quarantaine obligatoire de 14 jours si cette personne suit ces nouvelles étapes :

- Passer un test de dépistage de la COVID-19 à son arrivée et s'auto-isoler jusqu'à ce qu'elle obtienne les résultats.
 - Remplir une liste de vérification pour s'assurer qu'elle ne présente pas de symptômes.
 - Passer un deuxième test de dépistage de COVID-19 une semaine après avoir atterri ou être arrivé en Alberta. Ce test peut être effectué dans n'importe quelle pharmacie participante.
 - Si les résultats sont négatifs, elle peut quitter sa quarantaine, mais doit rester en Alberta pendant les 14 premiers jours.
 - Elle risque de recevoir une contravention si elle ne respecte pas ces nouvelles directives.
- Que pensez-vous de ce nouveau projet pilote ?
 - Que diriez-vous d'appliquer cette mesure à l'échelle nationale pour les voyageurs qui arrivent au Canada et qui sont actuellement admissibles en vertu de critères spécifiques (par exemple, un citoyen canadien qui rentre au pays ou un membre de la famille d'un citoyen canadien) ?
 - Et si ce programme était étendu afin que toute personne souhaitant venir au Canada puisse le faire si elle respecte ces règles (c'est-à-dire pas seulement les voyageurs qui répondent aux critères actuels pour entrer au Canada) ?

RELATIONS CANADO-AMÉRICAINES (25 minutes) Parents de grands centres urbains touchés par une 2e vague du Québec, parents de grands centres urbains touchés par une 2e vague de l'Ontario, prestataires de l'assurance-emploi/PCRE de la Saskatchewan, Terre-Neuve-et-Labrador, centres urbains de taille moyenne du Québec, Lower Mainland

Certains d'entre vous ont peut-être entendu parler des récentes élections aux États-Unis. Je ne veux pas discuter de vos réactions à l'élection, de qui aurait dû gagner selon vous, ou de quoi que ce soit d'autre du genre. Je veux me concentrer de manière plus générale sur les relations entre le Canada et les États-Unis.

- Dorénavant, pensez-vous que les relations entre le Canada et les États-Unis vont changer ?
 - Si oui, pourquoi pensez-vous que cela va changer ? Qu'est-ce qui va changer ?
 - Si non, pourquoi pensez-vous qu'elles resteront les mêmes ?

EXERCICE :

- **SONDAGES** : Je voudrais, lorsque vous y serez invité à l'écran, que vous saisissiez trois mots qui, à votre avis, décrivent le mieux les relations entre le Canada et les États-Unis au cours des quelques dernières années.
- **SONDAGES** : Je voudrais, lorsque vous y serez invité à l'écran, que vous saisissiez trois mots qui, selon vous, pourraient décrire les relations futures entre le Canada et les États-Unis dans les années à venir. Les mots que vous saisissez peuvent être les mêmes ou être différents de ceux de l'exercice précédent.
- Je voudrais maintenant que vous choisissiez un des mots que vous avez utilisés pour décrire la relation au cours des dernières années et un des mots qui décrit la relation pour les années à venir, et que pour chacun vous expliquiez pourquoi vous l'avez choisi.
- Selon vous, quels domaines sont des sources de conflits entre le Canada et les États-Unis ?
- Selon vous, quelles sont les questions sur lesquelles les deux pays doivent mieux travailler ensemble à court terme ? (Quelles sont les questions les plus pressantes ?)
 - Et à long terme ?
- **SONDER** : Si l'on pense à l'environnement, le Canada et les États-Unis devraient-ils travailler ensemble pour établir des normes communes en matière de réglementation environnementale, des normes d'émission, la tarification du carbone, des cibles de réduction des émissions, et ainsi de suite ? Ou alors, le Canada devrait-il agir de manière indépendante et ne pas se préoccuper de ce que font les États-Unis ?
- Que faire si les États-Unis ont une réglementation environnementale moins contraignante que celle du Canada ? Craignez-vous que les entreprises canadiennes se retrouvent en situation de désavantage concurrentiel ?
 - **AU BESOIN, DEMANDER** : Par exemple, étant donné qu'elles pourraient avoir plus de lois et de réglementations à respecter, serait-il plus difficile pour les entreprises canadiennes de rester compétitives par rapport aux entreprises américaines ?

- Et si le contraire était vrai ? Comment vous sentiriez-vous si les États-Unis avaient une réglementation environnementale plus stricte que celle du Canada ? Serait-ce une bonne raison pour resserrer les nôtres ?

DE LA PCU À L'ASSURANCE-EMPLOI (30 minutes) Prestataires de l'assurance-emploi/PCRE de la Saskatchewan, prestataires de l'assurance-emploi/PCRE de la RGT et du Sud-Ouest de l'Ontario

- **Prestataires de l'assurance-emploi/PCRE de la RGT et du Sud-Ouest de l'Ontario** Que pensez-vous de la performance du gouvernement du Canada pendant la pandémie, notamment en ce qui concerne le soutien financier aux personnes touchées par la COVID-19 ?
 - Qu'est-ce qui vous fait dire cela ?
- **Prestataires de l'assurance-emploi/PCRE de la RGT et du Sud-Ouest de l'Ontario** Pensez-vous que le gouvernement du Canada fait un aussi bon travail aujourd'hui qu'au début de la pandémie, ou diriez-vous qu'il fait mieux ou qu'il fait moins bien ?
 - Veuillez expliquer ?
- Avez-vous vu, lu ou entendu quoi que ce soit récemment au sujet de la Prestation canadienne d'urgence (PCU) ou de l'assurance-emploi ? Qu'avez-vous entendu ?
 - Que pensez-vous de ce changement ?

AFFICHER À L'ÉCRAN :

Le gouvernement du Canada est récemment passé à un régime d'assurance-emploi simplifié.

Pour faire suite au discours du Trône, le gouvernement du Canada a annoncé jeudi dernier qu'il allait bonifier le versement hebdomadaire proposé pour les chômeurs canadiens qui passent de la PCU à l'assurance-emploi à 500 \$ par semaine, plutôt que les 400 \$ initialement annoncés. Toute personne admissible à l'assurance-emploi devra avoir travaillé 120 heures pour y avoir droit, ce qui est bien inférieur aux critères actuels de l'assurance-emploi — puisqu'un grand nombre de Canadiennes et de Canadiens n'ont pas pu travailler en raison de la pandémie et accumuler le nombre d'heures requis.

Le gouvernement du Canada a également annoncé une série de trois nouvelles prestations de relance économique :

1. La nouvelle **Prestation canadienne de la relance économique** verserait un montant de 500 \$ par semaine pour les travailleurs qui ne sont pas admissibles à l'assurance-emploi — principalement les travailleurs(-euses) autonomes, y compris ceux et celles qui font partie de l'économie à la demande (par exemple, les pigistes, les consultant(e)s, les entrepreneur(e)s indépendant(e)s, les personnes ayant un contrat temporaire, etc.).
2. La nouvelle **Prestation canadienne de relance économique pour proches aidants** verserait 500 \$ par semaine à toute personne qui ne peut travailler parce qu'elle doit s'occuper

d'enfants ou d'autres personnes à charge qui ont dû rester à la maison (par exemple, elle a dû arrêter de travailler en raison d'une fermeture d'école ou de garderie due à la COVID-19).

3. La nouvelle **Prestation canadienne de maladie pour la relance économique** verserait 500 \$ par semaine pour une période maximale de deux semaines à toute personne qui n'a pas de congés de maladie payés et qui tombe malade ou doit s'isoler pour des raisons liées à la COVID-19.
- Que pensez-vous de cette approche ? Est-ce que le taux de prestation minimum et les critères d'admissibilité sont sensés ? Pourquoi ou pourquoi pas ?
 - Avez-vous des préoccupations par rapport à passer de la PCU à l'assurance-emploi ?
 - Savez-vous comment s'effectue le transfert ?
 - SI NÉCESSAIRE : Est-ce que ça s'applique à vous ? Avez-vous besoin de faire une demande ?
 - Y en a-t-il parmi vous qui avez fait une demande ?
 - SI OUI : Comment avez-vous trouvé le processus ?
 - POUR LES PERSONNES N'AYANT PAS PRÉSENTÉ UNE DEMANDE : Prévoyez-vous d'en faire la demande à un moment donné ? Pourquoi ou pourquoi pas ?
 - Combien de temps pensez-vous que les prestations pour les personnes qui ne peuvent pas travailler en raison de la COVID-19 ou parce qu'elles doivent s'occuper de quelqu'un d'autre devront être en place ?

Prestataires de l'assurance-emploi/PCRE de la Saskatchewan ÉCLAIRCISSEMENT AU BESOIN

Le système d'assurance-emploi simplifié et les nouvelles prestations de relance économique seront en place pendant un an et donneront droit à un minimum de 26 semaines de prestations régulières (à l'exception de la Prestation canadienne de maladie pour la relance économique — qui est d'une durée maximale de deux semaines).

- **Prestataires de l'assurance-emploi/PCRE de la Saskatchewan** Est-ce que cela vous semble raisonnable de les maintenir en place pendant un an ? Pourquoi ou pourquoi pas ?
- Pensez-vous que cette approche laisse qui que ce soit de côté ? Pourquoi ou pourquoi pas ?

ALIÉNATION DE L'OUEST (30 minutes) **Prestataires de l'assurance-emploi/PCRE de la Saskatchewan**

EXERCICE :

- **SONDAGE** : Lorsque vous y serez invité à l'écran, je vous demanderais de saisir trois mots qui décrivent les relations actuelles entre le gouvernement du Canada et votre province.

- SONDER : Veuillez choisir l'un des mots que vous avez saisis et nous expliquer pourquoi vous avez choisi ce mot.
- Dans l'ensemble, diriez-vous que le gouvernement du Canada traite votre province équitablement ou injustement ? Pourquoi ?
- Que pourrait faire le gouvernement fédéral afin de démontrer sa sensibilité aux préoccupations des gens de votre province ?
- Quels sont les enjeux propres à la Saskatchewan auxquels le gouvernement fédéral devrait consacrer plus de temps ?
 - DEMANDER, SI NÉCESSAIRE : Y a-t-il des secteurs ou des industries en particulier qui ont besoin de soutien ? (p. ex., l'agriculture ou les entreprises agroalimentaires, le secteur forestier, l'exploitation minière, l'énergie, l'industrie manufacturière, le tourisme, les technologies propres, etc.)

L'INDUSTRIE PÉTROLIÈRE EXTRACÔTIÈRE (20 minutes) Terre-Neuve-et-Labrador

Changeons un peu de sujet.

- Quels sont les secteurs et les industries les plus importants à Terre-Neuve-et-Labrador ?
- Quels sont, selon vous, les secteurs et les industries à Terre-Neuve-et-Labrador qui ont le plus besoin d'aide ?
- En ce qui concerne plus particulièrement le pétrole extracôtier, selon vous, quelle est l'importance de ce secteur pour la réussite économique future de votre province ?
- Êtes-vous au courant de quoi que ce soit qui a été fait par le gouvernement du Canada pour soutenir ce secteur ?

FOURNIR DES DÉTAILS :

Le 25 septembre 2020, le gouvernement du Canada a annoncé qu'il verserait 320 millions de dollars au gouvernement provincial pour soutenir les travailleurs et réduire les émissions de carbone de l'industrie pétrolière extracôtière chancelante de Terre-Neuve-et-Labrador. Un groupe de travail sera mis sur pied pour décider précisément de la façon dont cet argent sera dépensé. L'argent pourrait être consacré à l'amélioration de la sécurité, à l'entretien et à la mise à niveau des infrastructures extracôtières existantes, aux services environnementaux et aux technologies propres. Cet argent s'ajoute aux 75 millions de dollars déjà engagés en avril pour un fonds de réduction des émissions extracôtières.

- Qu'est-ce que vous en pensez ?

- Est-ce que le gouvernement du Canada en fait assez pour soutenir l'industrie ?

LES RÉPERCUSSIONS DU CORONAVIRUS SUR LES ÉTUDIANT(E)S (45 minutes) Étudiantes de niveau postsecondaire de Calgary, Étudiants masculins de niveau postsecondaire de la RGM

- En tant qu'étudiante et étudiant, ou bien si vous étiez récemment aux études, qu'est-ce qui a été le plus incommodant pour vous personnellement quant à l'éclosion ?
 - Est-ce que vos projets d'emploi d'été (tels que des stages, des postes de recherche, des emplois liés aux services) ont été affectés par la COVID-19 ?
 - Avez-vous bénéficié de programmes ou de prestations du gouvernement du Canada ?
- Que pensez-vous de certains des protocoles mis en place pour ce semestre ? De quelle façon est-ce que votre école a été affectée ?
 - Pensez-vous que ces nouveaux protocoles vous affecteront sur le long terme ?
 - Comment est-ce que cela a affecté votre perception de la valeur de l'éducation que vous recevez ?
 - Que pensez-vous du passage des cours en présentiel aux cours en ligne ? Globalement, dans quelle mesure estimez-vous que votre éducation ait été dévaluée à la suite du passage des cours en présentiel aux cours en ligne (considérablement, passablement, pas du tout) ?
 - Qu'est-ce que les établissements d'enseignement peuvent faire pour améliorer l'apprentissage et l'expérience globale des étudiants et étudiantes ?
- Comment pensez-vous que la COVID-19 va se répercuter sur les perspectives d'emploi dans votre champ d'études ?
- Qu'avez-vous entendu quant à tout soutien financier du gouvernement du Canada pour les étudiants ? Quoi précisément ?
 - Où en entendez-vous parler ?
- SI CE N'EST PAS MENTIONNÉ : Avez-vous entendu parler de la Prestation canadienne d'urgence pour étudiants ?
 - SI OUI : Qu'avez-vous entendu ?

ÉCLAIRCISSEMENT, AU BESOIN

La Prestation canadienne d'urgence pour les étudiants (PCUE) offrait un soutien financier aux étudiants de niveau postsecondaire ainsi qu'aux récents diplômés de niveau secondaire et postsecondaire qui ne pouvaient pas trouver de travail en raison de la COVID-19. Il n'est plus possible d'en faire une demande depuis le 30 septembre 2020.

- Avez-vous fait une demande pour cette prestation ?

- Pourquoi ou pourquoi pas ?
- Avez-vous fait une demande de prêt ou de bourse pour l'année scolaire en cours ?
 - Si oui, êtes-vous au courant de quelconques changements apportés au Programme de prêts d'études canadiens ?

ÉCLAIRCISSEMENT, AU BESOIN : *Les critères d'admissibilité ont été élargis afin qu'un plus grand nombre d'étudiantes et d'étudiants puissent recevoir des prêts, notamment en doublant la Bourse canadienne pour étudiants (qui est non remboursable).*

- Je vais vous montrer une liste d'initiatives du gouvernement du Canada qui visent à aider les étudiantes et les étudiants pendant la pandémie de COVID-19. Nous avons déjà abordé certaines d'entre elles, et d'autres non :

AFFICHER LES INITIATIVES À L'ÉCRAN

- La création de 80 000 emplois d'été par le biais du programme Emplois d'été Canada
 - La création d'une prestation d'urgence pour étudiants de 1 250 \$/mois destinée aux étudiantes et étudiants ayant perdu leurs emplois ou ne pouvant pas se trouver du travail en raison de la pandémie de COVID-19
 - Doubler les bourses d'études
 - Augmenter de 50 % le montant des prêts étudiants
-
- **SONDAGE** : Je vais procéder à un sondage. J'aimerais que vous choisissiez celles qui ont fait ou feront la plus grande différence **pour vous personnellement**. Veuillez en choisir tout au plus 2 de la liste — celles qui, selon vous, ont fait ou feront la plus grande différence.
LE MODÉRATEUR AFFICHERA LE SONDAGE (PLUS GRANDE DIFFÉRENCE PERSONNELLEMENT). FIN DU SONDAGE — DIFFUSION DU SONDAGE. AFFICHER LES RÉSULTATS. LE MODÉRATEUR PASSERA EN REVUE LES CHOIX.
 - **SONDAGE** : Je vais procéder à un autre sondage. J'aimerais que vous choisissiez celles qui, selon vous, ont fait ou feront la plus grande différence pour **les étudiants plus largement au Canada**, sans égard à si vous-même en avez bénéficié ou allez en bénéficier. Veuillez en choisir tout au plus de 2 de la liste — celles qui, selon vous, feront la plus grande différence.
LE MODÉRATEUR AFFICHERA LE SONDAGE N° 2 (PLUS GRANDE DIFFÉRENCE LARGEMENT). FIN DU SONDAGE — DIFFUSION DU SONDAGE. AFFICHER LES RÉSULTATS. LE MODÉRATEUR PASSERA EN REVUE LES CHOIX.
 - Pensez-vous que le gouvernement fédéral en fait assez pour soutenir les étudiants et étudiantes ?

- Pouvez-vous penser à d'autres exemples de moyens par lesquels le gouvernement du Canada ou les établissements d'enseignement supérieur peuvent vous soutenir en tant qu'étudiant pendant cette période difficile ?

QUESTIONS AUTOCHTONES (70 minutes) Peuples autochtones de la C.-B.

J'aimerais maintenant qu'on porte notre attention sur les questions autochtones.

- Quels sont les enjeux autochtones importants sur lesquels le gouvernement du Canada devrait, selon vous, se concentrer ?
- Est-ce que le gouvernement du Canada a fait quoi que ce soit de bien ?
- Que peut-il améliorer ?

- Avez-vous entendu quoi que ce soit au sujet de la pêche en Nouvelle-Écosse ?
 - DEMANDER AU BESOIN : Quelque chose au sujet des pêcheurs autochtones et des pêcheurs commerciaux concernant la pêche au homard ?
 - Qu'avez-vous entendu ?

ÉCLAIRCISSEMENT AU BESOIN

Récemment, une bande Mi'kmaq a lancé sa propre pêche au homard, réglementée par les Mi'kmaq et fondée sur les droits, dans la baie Sainte-Marie. En réaction au lancement de la pêche, des pêcheurs non autochtones ont tenté de bloquer les bateaux qui sortaient pour pêcher, auraient coupé des lignes de casiers sur la propriété des autochtones (s'assurant ainsi qu'ils ne pourraient pas récupérer leurs casiers), ont retiré les casiers de l'eau et se sont rassemblés devant la maison d'un acheteur présumé.

- Que pensez-vous de cet enjeu ?
- Est-ce une question importante qui devrait être abordée par le gouvernement du Canada ? Pourquoi ou pourquoi pas ?

- Avez-vous entendu que les communautés mi'kmaq ont récemment conclu un accord pour acheter la société Clearwater Seafoods, basée en Nouvelle-Écosse, dans le cadre d'une transaction d'un milliard de dollars ?

ÉCLAIRCISSEMENT AU BESOIN

Dans le cadre de cette nouvelle transaction, ils deviendront détenteurs à part entière des permis de pêche hauturière de Clearwater, qui permettront la récolte de homards, de pétoncles, de crabes et de palourdes dans une vaste étendue d'océan connue sous le nom de zone de pêche du homard 41.

- Que pensez-vous de cela ?
- Bien que cette acquisition ne règle pas la question qui perdure au sujet de la pêche de « subsistance modérée », pensez-vous que cela aura un impact sur l'enjeu de la pêche au homard avec les pêcheurs non autochtones ?

Maintenant, passons à un autre sujet...

- Avez-vous entendu parler de la Déclaration des Nations unies sur les droits des peuples autochtones ?

AFFICHER À L'ÉCRAN

La Déclaration des Nations unies sur les droits des peuples autochtones est un document international adopté par les Nations unies en 2007 qui énonce les droits fondamentaux que les peuples autochtones devraient avoir dans le monde entier. Elle explique comment les gouvernements devraient respecter les droits de l'homme des peuples autochtones.

La Déclaration universelle des droits de l'homme comprend 46 articles qui décrivent les droits spécifiques et les mesures que les gouvernements doivent prendre pour protéger ces droits. Les principaux thèmes de la déclaration sont les suivants :

- Le droit à l'autodétermination
 - Le droit à l'identité culturelle
 - Le droit au consentement libre, préalable et éclairé (c'est-à-dire le droit d'être consulté et de prendre des décisions sur toute question susceptible d'affecter les droits des peuples autochtones)
 - La protection contre la discrimination
- Disons que le Canada mettait en œuvre intégralement la Déclaration des Nations unies sur les droits des peuples autochtones. Que pensez-vous que cela impliquerait ? À quels types de changements vous attendriez-vous ?

J'aimerais maintenant parler de racisme pour un moment...

- Comment définiriez-vous le racisme systémique ?

ÉCLAIRCISSEMENT AU BESOIN

Le racisme systémique est généralement défini comme un problème lié à la manière dont la société est organisée, et pas seulement aux attitudes individuelles à l'égard de certains groupes. C'est donc comme s'il y avait des préjugés structurels ou si une lentille raciste était intégrée dans nos divers systèmes et institutions, qui mènent à un traitement ou à des dénouements injustes pour certains groupes. Ainsi, plutôt que de se pencher sur le problème de quelques « brebis galeuses » (par exemple, quelques personnes racistes), le racisme systémique est essentiellement lorsque le troupeau entier est gâté.

- Croyez-vous qu'il existe du racisme systémique envers les peuples autochtones au Canada ?

- Existe-t-il des institutions ou des systèmes qui sont responsables du racisme systémique au Canada ?
 - SI NÉCESSAIRE : par exemple, nos systèmes d'éducation, nos systèmes de santé, etc. ?
 - SI OUI : quels types de changements doivent être apportés à ces institutions/systèmes pour améliorer la façon dont ils traitent les peuples autochtones ?
- Qu'en est-il de la GRC ou des corps policiers — y existe-t-il un racisme systémique dans nos systèmes de maintien de l'ordre ? En quoi consiste-t-il ? Avez-vous des exemples ou des anecdotes qui vous viennent à l'esprit ?
- Qu'en est-il de notre système judiciaire, comme la façon dont les tribunaux interviennent auprès des peuples autochtones et dont ils prononcent les peines — y existe-t-il un racisme systémique dans ce contexte ? En quoi consiste-t-il ? Avez-vous des exemples ou des anecdotes qui vous viennent à l'esprit ?

J'aimerais maintenant parler d'eau potable pour un petit moment...

- Avez-vous entendu parler des efforts déployés par le gouvernement du Canada pour lever les avis sur l'eau potable à long terme dans les réserves ?

Je vais vous montrer un document infographique portant sur le travail qu'effectue le gouvernement fédéral afin de lever les avis sur la qualité de l'eau potable à long terme et ensuite je vous demanderai votre opinion à ce sujet.

AFFICHER LE DOCUMENT INFOGRAPHIQUE « Avis sur la qualité de l'eau potable à long terme touchant des systèmes publics dans les réserves »

- Quelles sont vos premières réactions ?
- Maintenant que vous avez vu cela, comment évaluez-vous les progrès réalisés par le gouvernement du Canada quant à cette question ? Diriez-vous qu'il a fait beaucoup de progrès, un peu, aucun, ou qu'il a aggravé la situation ?
- Que devrait faire d'autre le gouvernement du Canada pour améliorer l'eau potable dans les réserves ?

ÉVALUATION DES CAMPAGNES PUBLICITAIRES (30 minutes) Centres urbains de taille moyenne du Québec, Lower Mainland, prestataires de l'assurance-emploi/PCRE de la RGT et du Sud-Ouest de l'Ontario

Maintenant, nous allons passer en revue trois campagnes publicitaires et nous allons ensuite examiner certaines choses par rapport à chacune d'entre elles. Essayez de vous abstenir de les comparer avant la fin. Ces publicités ont déjà été lancées et il se peut que vous en connaissiez une ou plusieurs d'entre elles.

CHANGER L'ORDRE DE PRÉSENTATION D'UN GROUPE À L'AUTRE

Centres urbains de taille moyenne du Québec Ordre : 1, 2, 3

Lower Mainland Ordre : 2, 3, 1

Prestataires de l'assurance-emploi/PCRE de la RGT et du Sud-Ouest de l'Ontario Ordre : 3, 1, 2

MONTRER LA VIDÉO No 1 (Dre Theresa Tam [EN]/Dr Njoo [FR])

- Que pensez-vous de cette publicité ?
- Que pensez-vous du ton de cette publicité ?
- Quel est le message principal de cette publicité ?
- Est-ce que cette publicité vous fait réfléchir à nouveau quant à vos comportements ? Pourquoi ou pourquoi pas ?

MONTRER LA VIDÉO No 2 (Tout ça pour ça)

- Que pensez-vous de cette publicité ?
- Que pensez-vous du ton de cette publicité ?
- Quel est le message principal de cette publicité ?
- Est-ce que cette publicité vous fait réfléchir à nouveau quant à vos comportements ? Pourquoi ou pourquoi pas ?

MONTRER LA VIDÉO N° 3 (Paillettes)

- Que pensez-vous de cette publicité ?
- Que pensez-vous du ton de cette publicité ?
- Quel est le message principal de cette publicité ?
- Est-ce que cette publicité vous fait réfléchir à nouveau quant à vos comportements ? Pourquoi ou pourquoi pas ?

COMPARAISON

- **SONDAGE** : Selon vous, quelle publicité serait la plus efficace pour encourager les gens ordinaires à modifier leurs comportements afin de limiter la propagation de la COVID-19 ?
- *Le modérateur passera en revue les résultats du sondage et recueillera les raisons qui ont motivé leur choix*

LE VACCIN COVID-19 (25 minutes) Whitehorse

- Qu'avez-vous entendu récemment au sujet d'un vaccin COVID-19 ?

- Pensez-vous que le gouvernement du Canada fait un bon travail pour se procurer un vaccin, ou non ?
 - Pourquoi pensez-vous cela ?
- Pensez-vous que le gouvernement du Canada fait un bon travail quant à la planification de la distribution du vaccin, ou non ?
 - Pourquoi pensez-vous cela ?
- Par rapport à d'autres pays, le Canada est-il mieux (ou moins bien) placé pour se procurer et distribuer le vaccin ?
- Quand pensez-vous que les premiers vaccins seront administrés au Canada ?
 - Quand pensez-vous être personnellement en mesure de recevoir un vaccin ?
 - Comptez-vous vous faire vacciner ?
 - [SI NON] pourquoi pas ?
 - [SI INCERTAIN(E)] Quels sont les facteurs qui influenceront votre décision de vous faire vacciner ou non ?
- Selon vous, quelle est une date cible raisonnable à laquelle toute personne au Canada (qui souhaite être vaccinée) serait vaccinée ?

ENJEUX LOCAUX (40 minutes) Whitehorse

- Quels sont les enjeux locaux les plus importants à Whitehorse ?
 - **POUR CHACUN DES ENJEUX** : Pourquoi est-ce important ? Qu'est-ce qui doit être fait ? **EXPLORER POUR VOIR SI LES AUTRES ESTIMENT QUE C'EST IMPORTANT**
- En pensant à tout ce que le gouvernement fédéral a fait au cours de la dernière année, à votre avis, qu'est-ce qui aura le plus d'impact positif pour Whitehorse, le cas échéant ?
- A-t-il fait quelque chose qui, selon vous, aura un impact négatif sur Whitehorse ?
- Et quels sont les besoins de Whitehorse en matière d'infrastructures ?
 - Quels sont les plus importantes préoccupations ou les plus grands défis ? Y a-t-il quoi que ce soit qui doit être fait ?
 - Et qu'en est-il des préoccupations environnementales locales ? Y en a-t-il qui vous viennent à l'esprit ? Pourquoi est-ce important ? Que faut-il faire ?
- J'ai une liste avec divers éléments. J'aimerais que vous choisissiez tous ceux qui vous semblent être une préoccupation importante dans votre collectivité :

SONDAGE N° 1 : LES PARTICIPANT(E)S DOIVENT SÉLECTIONNER TOUS CEUX QUI S'APPLIQUENT

- La réduction de la classe moyenne
- La capacité des entreprises et des industries locales à réussir
- Une population vieillissante
- La disponibilité d'options abordables de services de garde d'enfants
- La disponibilité de l'internet haute vitesse
- La disponibilité du service de téléphonie mobile
- La disponibilité des services de santé
- La disponibilité d'emplois
- La disponibilité de transport en commun
- La disponibilité de services
- Le coût du logement
- La criminalité
- Les surdoses de drogue
- Le contrôle des armes à feu
- L'itinérance
- Intégrer les immigrants dans la communauté
- Le niveau des prestations d'assurance-emploi pour ceux qui ne peuvent pas trouver d'emploi
- Les faibles taux d'obtention du diplôme de fin d'études secondaires
- La pauvreté
- Préserver un environnement propre
- La qualité des routes et des ponts
- La sécurité de la retraite
- La congestion routière
- Les jeunes qui partent en quête de possibilités ailleurs

- J'aimerais maintenant que vous choisissiez les deux ou trois principaux sujets qui vous préoccupent le plus.

SONDAGE N° 2 : [MÊME LISTE] LES PARTICIPANT(E)S DOIVENT SÉLECTIONNER LES DEUX OU TROIS PRINCIPAUX SUJETS QUI LES PRÉOCCUPENT LE PLUS.

- Y avait-il quoi que ce soit qui manquait à cette liste ?

SI LE TEMPS LE PERMET — DISCUTER DE QUELQUES ENJEUX CHOISIS COMME ÉTANT LES PLUS PRÉOCCUPANTS :

- Quel est *précisément* le problème ? *Pourquoi* est-ce un problème ?
- Est-ce quelque chose qui s'est aggravé ces dernières années ou est-ce un problème qui a toujours existé ?

CONCLUSION (5 minutes) Tous les lieux

Annexe C – Concepts publicitaires

Évaluation des campagnes publicitaires

(villes de taille moyenne du Québec, basses-terres continentales de la C.-B., bénéficiaires de l'AE ou de prestations de relance de la RGT et du sud-ouest de l'Ontario)

[Tout ça pour ça](#)

La vidéo ci-dessus commence par une séquence dans laquelle on voit une femme dans sa voiture. Elle met ensuite masque, puis entre dans un magasin. La séquence suivante met en scène plusieurs jeunes réunis dans un salon, qui rient et sont en train de manger et de boire ensemble. La séquence fait place à l'image d'un homme qui dort dans l'avion, la bouche ouverte. Pendant que ces trois séquences défilent, on entend une narratrice dire : « Chaque fois que vous portez un masque, souvenez-vous que c'est pour qu'on puisse recommencer à faire ça et ça. » Les trois séquences qui suivent montrent tour à tour un homme qui se lave les mains à l'eau savonneuse et une jeune femme qui lui tend un linge, un plan en plongée de convives qui lèvent leurs verres et en dernier lieu, un couple de personnes âgées qui dansent au milieu d'un petit groupe. Durant ces séquences, on entend une narratrice dire : « Chaque fois que vous vous lavez les mains, souvenez-vous que c'est pour qu'un jour on en profite comme eux et eux. » On voit ensuite une série de brèves séquences qui montrent un jeune homme en conférence vidéo avec ses amis, un mariage en plein air, un DJ qui joue devant une grosse foule et à la fin, une partie de hockey au cours de laquelle deux amis célèbrent dans les estrades. La narratrice dit : « Chaque fois que vous vous rassemblez ici, souvenez-vous qu'à un moment donné, on pourra tous être ensemble ici, ici et ici. » On voit ensuite un écran bleu sur lequel figurent en blanc le message « Continuons de suivre les mesures de santé publique de la COVID-19. » ainsi que l'adresse URL « canada.ca/le-coronavirus » et le numéro de téléphone « 1 833 784-4397 » dans le bas de l'écran. La narratrice dit ensuite : « Protégeons-nous les uns les autres de la COVID-19. Un message du gouvernement du Canada. » À la fin de la publicité, on voit un écran noir sur lequel figure le mot-symbole « Canada ».

[Paillettes](#)

La vidéo ci-dessus débute par une séquence dans laquelle on voit une jeune femme recouverte de poudre pailletée mauve qui arrive à un party et enlace un jeune homme. Durant l'accolade, la jeune femme laisse de la poudre pailletée sur le chandail du jeune homme. Dans la séquence suivante, on voit un homme mangeant des croustilles qu'il pige dans un bol recouvert de poudre pailletée mauve et une jeune femme qui lui tient la main. Le même jeune homme est ensuite transposé chez lui, dans sa cuisine. Ses vêtements sont couverts de poudre pailletée, tout comme différents endroits dans la cuisine, comme le comptoir, le frigo et les armoires. Sur le comptoir repose une boîte de biscuits aussi couverte de poudre pailletée à partir de laquelle il mange. La mère du jeune homme entre dans la pièce, vêtue d'une robe de chambre. Elle s'approche et prend dans la boîte couverte de poudre pailletée un biscuit qu'elle porte à sa bouche. On entend une narratrice dire : « Est-ce que ça vaut vraiment la peine d'aller à un party? » Dans la dernière séquence, on voit un gros plan de la mère qui mange le biscuit. Elle aussi a de la poudre pailletée autour de la bouche et on voit sa main prendre un autre biscuit de la boîte pailletée, à côté d'un verre de lait couvert de la même poudre pailletée. Le texte « Te mettre à risque, ça met tout le monde à risque. » est superposé sur l'écran, pendant qu'on entend la narratrice le lire. La narratrice lit ensuite le texte « Aidons à limiter la propagation de la COVID-19. », qui est affiché en rose foncé sur fond rose pâle. Le mot COVID-19 est affiché en jaune à l'écran sur un fond de poudre pailletée mauve. À la fin de la publicité, on voit un écran noir sur lequel figure le mot-symbole « Canada ».

[D' Njoo](#)

La vidéo ci-dessous met en vedette le D' Njoo assis à un bureau, avec un masque et du désinfectant à proximité et un drapeau du Canada en arrière-plan. Le titre du D' Njoo, administrateur en chef adjoint de la santé publique du Canada, est affiché à l'extrémité gauche de l'écran tout au long de la vidéo. Le D' Njoo dit ce qui suit : « La pandémie de COVID-19 est une situation sérieuse. Il faut continuer d'appliquer toutes les mesures de santé publique. Suivez les consignes locales sur les rassemblements, pratiquez l'éloignement physique, lavez vos mains, portez un masque et téléchargez l'application Alerte COVID. Si vous avez des

symptômes, même légers, restez à la maison. Protégeons-nous les uns les autres. On a fait trop de chemin pour s'arrêter. Vers la fin de la publicité, le texte suivant est superposé au bas de l'écran : « Plus de détails au Canada.ca/le-coronavirus ou au 1 833 784-4397. » À la fin de la publicité, on voit un écran noir sur lequel figure le mot-symbole « Canada » et une narratrice dire : « Un message du gouvernement du Canada. ».

Infographie : Progrès dans la levée des avis à long terme sur la qualité de l'eau potable touchant les systèmes publics dans les réserves (Autochtones de la Colombie-Britannique)

Mis à jour le 15 février 2020



Tous

les avis à long terme sur la qualité de l'eau potable touchant les systèmes publics dans les réserves seront levés d'ici



88 avis à long terme sur la qualité de l'eau potable levés depuis novembre 2015

61 avis à long terme étaient toujours en vigueur

Projets en cours ou achevés au 30 septembre 2019



441

projets d'infrastructure axés sur l'eau et les eaux usées



59

projets et services de soutien



74

études de faisabilité et projets de conception

L'infographie ci-dessus est présentée sur fond blanc et passe au bleu pâle au tiers de l'image, puis au bleu foncé dans le bas. Dans le coin supérieur gauche figure la mention « Mis à jour le 15 février 2020 » en caractères gris surlignés d'un trait ondulé bleu. Du côté droit, on voit l'image d'un robinet blanc qui laisse échapper une goutte d'eau, dans une bulle bleue. Au centre de l'image, du côté gauche, figure le texte « Tous les avis à long terme sur la qualité de l'eau potable touchant les systèmes publics dans les réserves seront levés d'ici » en caractères gris, avec les mots « tous » et « levés » en bleu. Juste à droite de ce texte, on voit l'image d'un calendrier de mars 2021. À droite du calendrier, il y a une ligne verticale pointillée bleue puis à droite de la ligne, le texte suivant : « 88 avis à long terme sur la qualité de l'eau potable levés depuis novembre 2015 » et en dessous, « 61 avis à long terme étaient toujours en vigueur ». Dans les deux cas, les chiffres sont imprimés beaucoup plus gros que le reste du texte. Dessous, dans le dernier tiers de l'image, on voit une banderole bleue avec ce texte : « Projets en cours ou achevés au 30 septembre 2019 » en caractères blancs. Juste en dessous et séparées par des lignes verticales pointillées bleues se trouvent trois sections. Celle à l'extrême gauche illustre un cône dans une goutte d'eau en bleu, avec ce texte en gris : « 441 projets d'infrastructure axés sur l'eau et les eaux usées ». La section du centre contient trois personnes dans la goutte d'eau en bleu, avec en dessous le texte « 59 projets et services de soutien » en gris. Dans la section de droite figurent une carte et une loupe dans une goutte d'eau en bleu, avec le texte « 74 études de faisabilité et projets de conception » en dessous.